

# DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

## CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Séance du vendredi 21 juin 2024

---

Commission n° 7 - Finances, Ressources Humaines et Administration générale

---

**Direction Générale des Services**  
**Direction des Finances**

### RAPPORT DU PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL N° CD-2024/06/21-7/02

OBJET : Compte administratif 2023 et affectation des résultats

CANTON(S) : Tous les cantons

**RÉSUMÉ** : Le compte administratif retrace l'exécution, en dépenses et en recettes, du budget du Département au cours d'une année civile (1er janvier au 31 décembre). Pour 2023, le compte administratif du budget principal présente un volume total de dépenses propres à l'exercice (en mouvements réels) de 1 milliard 795 millions d'euros pour 1 milliard 892 millions d'euros en recettes propres à l'exercice (en mouvements réels). Ces opérations, propres à l'exercice 2023, se soldent ainsi par un "excédent" de 97,4 M€ constituant le résultat de gestion 2023. Cet excédent s'ajoute au résultat reporté cumulé à fin 2022 qui était excédentaire de 156,5 M€. Ce résultat financera prioritairement le déficit des reports de 2022 sur 2023 (7,2 M€). Dès lors le résultat disponible cumulé à fin 2023 qui sera repris en DM1 2024 (valant budget supplémentaire), sera de 90,2 M€.

Deux budgets annexes au budget principal présentent, par ailleurs, les résultats suivants:

- Budget annexe GAIA: excédent d'exploitation de 345 326,18 € et excédent d'investissement de 66 921,14€.
- Budget annexe Equipements culturels: excédent de fonctionnement de 1 490 455,70 €.

Je vous propose de débattre des trois annexes qui sont jointes au projet de délibération :

- Le rapport sur le Compte Administratif 2023,
- Les états des Autorisations de Programme et des Autorisations d'Engagement,
- L'état de la caducité des AP et AE au 31 décembre 2023.

Ces documents détaillent la réalisation budgétaire des recettes et des dépenses qui figurent aux comptes administratifs, principal et annexes, du Département de Seine-et-Marne pour l'exercice 2023.

Il en résulte des soldes d'exécution dont l'affectation est soumise au conseil départemental.

Je vous remercie de bien vouloir vous prononcer sur ce dossier et, si vous en êtes d'accord, d'adopter le projet de délibération joint au présent rapport.



Jean-François PARIGI  
Président du Conseil départemental  
de Seine-et-Marne

## DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

### CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Accusé de réception en préfecture

077-227700010-20240621-D240621\_702AH1-DE

Date de télétransmission : 27/06/2024

Date de réception préfecture : 27/06/2024

Date de Publication : 01/07/2024

Séance du vendredi 21 juin 2024

### DÉLIBÉRATION N° CD-2024/06/21-7/02A

---

Commission n° 7 - Finances, Ressources Humaines et Administration générale  
Rapporteur(s) : LUCZAK Daisy

---

OBJET : Compte administratif 2023 et affectation des résultats  
Délibération budget principal

Le compte administratif retrace l'exécution, en dépenses et en recettes, du budget du Département au cours d'une année civile (1er janvier au 31 décembre). Pour 2023, le compte administratif du budget principal présente un volume total de dépenses propres à l'exercice (en mouvements réels) de 1 milliard 795 millions d'euros pour 1 milliard 892 millions d'euros en recettes propres à l'exercice (en mouvements réels). Ces opérations, propres à l'exercice 2023, se soldent ainsi par un "excédent" de 97,4 M€ constituant le résultat de gestion 2023. Cet excédent s'ajoute au résultat reporté cumulé à fin 2022 qui était excédentaire de 156,5 M€. Ce résultat financera prioritairement le déficit des reports de 2022 sur 2023 (7,2 M€). Dès lors le résultat disponible cumulé à fin 2023 qui sera repris en DM1 2024 (valant budget supplémentaire), sera de 90,2 M€.

Deux budgets annexes au budget principal présentent, par ailleurs, les résultats suivants:

- Budget annexe GAIA: excédent d'exploitation de 345 326,18 € et excédent d'investissement de 66 921,14€.
- Budget annexe Equipements culturels: excédent de fonctionnement de 1 490 455,70 €.

### LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

VU le Code général des Collectivités territoriales,

VU les comptes de gestion établis pour l'exercice 2023 par Madame le Payeur Départemental,

VU l'avis de la Commission précitée,

VU le rapport du Président du Conseil départemental,

Après en avoir délibéré,

## DÉCIDE

**Article 1** : d'approuver le compte administratif du budget principal du Département de Seine-et - Marne pour l'exercice 2023 présentés par Monsieur le Président du Conseil départemental ;

**Article 2** : de déterminer, pour le **budget principal** les soldes d'exécution ainsi qu'il suit :

	Investissement		Fonctionnement	
	Dépenses ou déficit	Recettes ou excédents	Dépenses ou déficit	Recettes ou excédents
Résultat antérieur	118 721 443,97	137 492 439,92		156 528 259,70
Réalisé de l'exercice 2023	450 212 473,79	318 660 327,23	1 423 053 108,92	1 476 752 368,77
Total	568 933 917,76	456 152 767,15	1 423 053 108,92	1 633 280 628,47
<b>Résultat à affecter</b>	<b>112 781 150,61</b>			<b>210 227 519,55</b>
Restes à réaliser	7 229 872,28			
<b>Résultat définitif</b>	<b>120 011 022,89</b>			<b>210 227 519,55</b>

**Article 3** : d'affecter, pour le budget principal, le résultat de fonctionnement de clôture ainsi qu'il suit :

En section d'investissement, le besoin de financement du compte principal après restes à réaliser s'établit à **120 011 022,89 €**. Le résultat excédentaire de la section de fonctionnement de **210 227 519 €** sera affecté à hauteur du besoin de financement global. Le solde disponible de **90 216 496,66** sera repris en report à nouveau créateur à la DM1, budget supplémentaire de l'exercice 2024.

**Article 4** : d'acter la réalisation des dépenses et des recettes pour l'exercice 2023 comme présentée en annexe 1 de la présente délibération.

**Article 5** : d'acter la réalisation des enveloppes d'autorisations de programme présentée en annexe 2 de la présente délibération.

**Article 6** : d'acter la réalisation des enveloppes d'autorisations d'engagement présentée en annexe 3 de la présente délibération.

**Article 7** : d'acter la caducité des autorisations de programme et d'autorisations d'engagement présentées en annexe 4 de la délibération, conformément aux articles 16 et 19 du Règlement Budgétaire et financier voté le 29 juin 2012 et applicable au 1 er janvier 2013.

Adopté à la majorité

Ont voté POUR : 35

Mme Emma ABREU

Mme Nathalie BEAULNES-SERENI

Mme Majdoline BOURGEAIS – EL ABIDI

M. Thierry CERRI

M. Jean-Marc CHANUSSOT

M. Bernard COZIC

Mme Sophie DELOISY

M. Yann DUBOSC

Mme Isoline GARREAU

M. Laurent GAUTIER

Mme Anne GBIORCZYK

M. Pascal GOUHOURY

M. Michel JOZON

M. Denis JULLEMIER

Mme Sarah LACROIX

M. Olivier LAVENKA

Mme Nolwenn LE BOUTER

Mme Daisy LUCZAK

M. Olivier MORIN

Mme Mireille MUNCH

Mme Céline NETTHAVONGS

Mme Véronique PASQUIER

M. Vincent PAUL-PETIT

M. Ugo PEZZETTA

M. Brice RABASTE

M. Christian ROBACHE

Mme Béatrice RUCHETON

M. Patrick SEPTIERS

M. Jean-Louis THIERIOT

Mme Claudine THOMAS

M. Xavier VANDERBISE

Mme Véronique VEAU

Mme Bouchra FENZAR-RIZKI a donné pouvoir à M. ROBACHE Christian

Mme Cindy MOUSSI-LE GUILLOU a donné pouvoir à M. GOUHOURY Pascal

Mme Sandrine SOSINSKI a donné pouvoir à M. PAUL-PETIT Vincent

Ont voté CONTRE : 10

M. Eric BAREILLE

M. Smaïl DJEBARA

M. Vincent ÉBLÉ

Mme Julie GOBERT

M. Anthony GRATACOS

M. Jean LAVIOLETTE

Mme Nathalie MOINE

Mme Marie-Line PICHERY

Mme Virginie THOBOR

Mme Sara SHORT-FERJULE a donné pouvoir à M. DJEBARA Smaïl

Se sont ABSTENUS : 0

N'a pas pris part au vote et, en conséquence, est sorti de la Salle des Séances : 1

M. Jean-François PARIGI en sa qualité de président du Conseil départemental de Seine-et-Marne, doit sortir de la salle des séances « au moment du vote » (article L.3312-5 CGCT)

Etaient ABSENTS: 0



Jean-François PARIGI  
Président du Conseil départemental  
de Seine-et-Marne

Date de télétransmission : 27/06/2024  
Date de réception préfecture : 27/06/2024  
Date de Publication : 01/07/2024

# PROJET

Rapport sur le

# COMPTE ADMINISTRATIF 2023 :

- **BUDGET PRINCIPAL**
- **SERVICES A COMPTABILITE DISTINCTE**
- **BILAN FINANCIER DE LA POLITIQUE ENS ET AFFECTATION DE LA TAXE D'AMENAGEMENT**



## SOMMAIRE « COMPTE ADMINISTRATIF 2023 »

1-1 - Introduction .....	3
1-2 - Présentation Générale .....	5
1-2.A - Les ouvertures de crédits .....	6
1-2.B – L'exécution du budget .....	7
1-2.C – Les résultats .....	8
1-3 - La section d'investissement.....	10
1-3.A - Les dépenses d'investissement.....	10
1-3.A 1 – Répartition des investissements 2023 par grands secteurs .....	11
1-3.A 2 – Les opérations en capital relatives à la dette .....	19
1-3.B - Gestion pluriannuelle en investissement .....	20
1-3.C – Les recettes d'investissement .....	20
1-4 – La section de fonctionnement .....	22
1-4.A – Les dépenses de fonctionnement.....	22
1-4.A 1 – Les dépenses opérationnelles de fonctionnement.....	23
1-4.B – Gestion pluriannuelle en fonctionnement .....	33
1-4.A 2 – Les frais financiers et les prélèvements sur les recettes fiscales .....	33
1-4.B – Gestion pluriannuelle en fonctionnement .....	34
1-4.C – Les recettes de fonctionnement.....	36
1-5 – La sous-compensation des trois allocations individuelles de solidarité (AIS) .....	45
1-6 – Situation financière.....	49
1-7 – Affectation du résultat .....	50
2 - Comptes administratifs des services à comptabilité distincte.....	51
2-1 - Service GAIA .....	51
2-2 – Equipements culturels .....	51
2-3 – S.D.A.U. ....	51
3 - Bilan financier de la politique relative aux espaces naturels sensibles et de l'affectation de la taxe d'aménagement/ENS - exercice 2023 -.....	53

## 1-1 - Introduction

Après une légère amélioration du taux d'épargne en 2022 : 20,0 % (contre 19,3 % en 2021 et 15,9 % en 2020), la chute est nette en 2023 à 9,9 %.

Les dépenses réelles de fonctionnement présentent une augmentation de 131 M€ M€ soit + 11,1 %, alors que les recettes réelles de fonctionnement ont pour la première fois diminué de 19,1 M€ (soit - 1,3 %).

Dès lors, l'épargne dégagée sur la section de fonctionnement a diminué de 150 M€ à 144,3 M€ contre 294,3 M€ au CA 2022.

L'évolution des grands équilibres financiers est retracée dans le tableau suivant à travers quatre indicateurs :

	<b>Taux d'épargne brute</b>	<b>Endettement</b>	<b>Taux d'endettement</b>	<b>Capacité de désendettement</b>
<b>CA 2017</b>	14,2%	785,6 M€	62%	4,3 ans
<b>CA 2018</b>	15,5%	726,1 M€	57%	3,6 ans
<b>CA 2019</b>	17,0%	657,4 M€	49%	2,9 ans
<b>CA 2020</b>	15,9%	629,7 M€	47%	2,9 ans
<b>CA 2021</b>	19,3%	596,6 M€	41%	2,1 ans
<b>CA 2022</b>	20,0%	561,9 M€	38%	1,9 ans
<b>CA 2023</b>	9,9%	565,5 M€	39%	3,9 ans

En mouvements réels, les dépenses de fonctionnement 2023 (détaillées à partir de la page 22 se sont élevées à 1 306,9 M€ et les recettes de fonctionnement (détaillées à partir de la page 36) à 1 451,2 M€.

Le résultat de gestion 2023 est donc un excédent de 144,3 M€ en section de fonctionnement.

En investissement, les dépenses 2023 ont été de 372,5 M€ hors déficit (détaillées à partir de la page 10), et les recettes de 150,4 M€ hors excédent (détaillées à partir de la page 20), soit un besoin de financement de 222,1 M€.

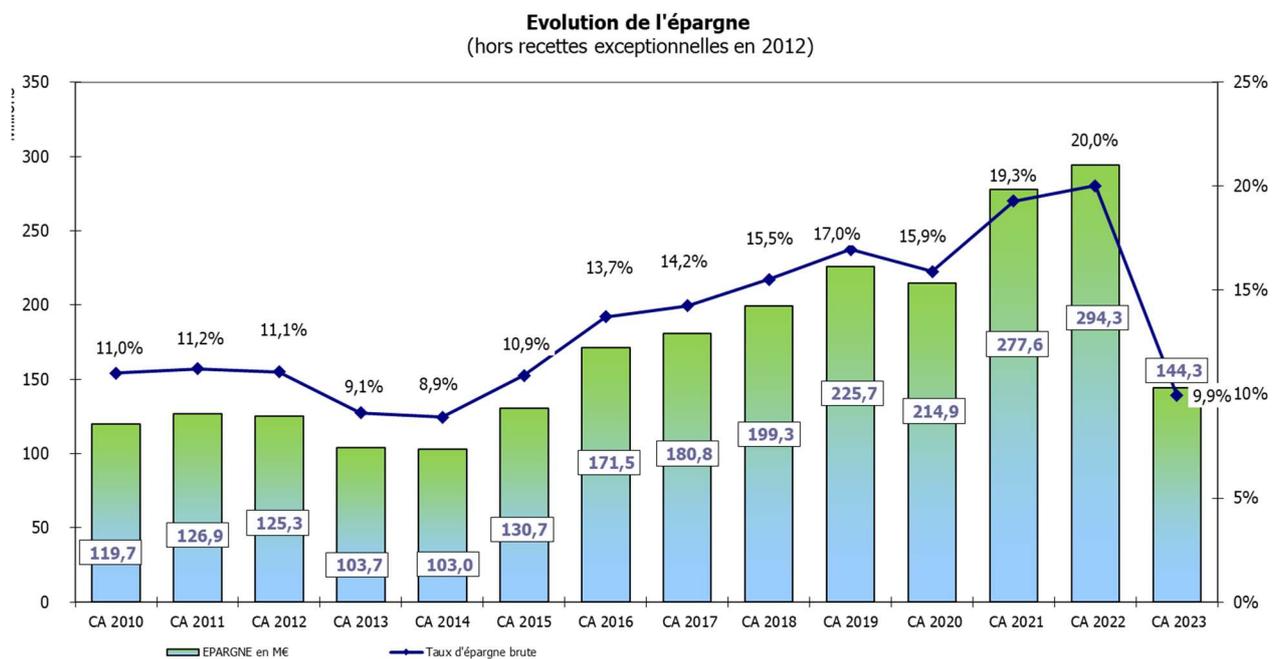
Au total, Le déficit de 2023 est de 77,8 M€. Il se cumulera avec l'excédent antérieur de 175,3 M€ pour conduire au résultat net disponible à reprendre au budget supplémentaire 2024 à 97,5 M€ (contre une affectation à 156,5 M€ en DM1 2023, après couverture des 18,8 M€ de reports).

Dans le même temps, le stock de dette à long terme du Département a augmenté de 3,6 M€ en 2023, les remboursements (73,3 M€) étant inférieurs aux mobilisations d'emprunts à long terme (77 M€). Ce stock de dette à long terme s'établit à 565,5 M€ à fin 2023 (contre 561,9 M€ à fin 2022).

Avec une épargne dégagée sur la section de fonctionnement de 144,3 M€, le ratio de solvabilité (rapport entre le stock de dette à long terme, 565,5 M€, et l'épargne brute dégagée par la section de fonctionnement, soit 144,3 M€) se dégrade à 3,9 ans après une amélioration en 2022 à 1,9 ans en 2022 (2,2 en 2021).

en €	Dépenses	Recettes	Résultats
Fonctionnement	1 306 880 388,66	1 451 149 535,61	144 269 146,95
Investissement	372 477 265,91	150 355 232,25	- 222 122 033,66
		Résultat de la gestion 2023	- 77 852 886,71
		Excédent cumulé à fin 2022	175 299 255,65
		Excédent global cumulé à fin 2023	97 446 368,94

L'amélioration de la situation financière du Département, amorcée en 2015, se dégrade en 2023 à cause de la chute des DMTO et de la progression des dépenses de fonctionnement.



Le tableau et le graphique d'évolution des **dépenses de fonctionnement** (pages 23 et 24), montrent leur forte progression en 2023 puisqu'elles augmentent de 11,1 % au total, avec des dépenses opérationnelles (hors fonds de péréquation et frais financiers) qui ont évolué de + 11 % (contre + 1 % en 2022). Cette hausse est liée en partie à la cyberattaque intervenue fin 2022, qui a provoqué le décalage sur 2023 des dépenses non réalisées notamment en matière de personnel.

La mission **Solidarité** présente une progression de ses dépenses par rapport à celles de 2022 (+ 48 M€ pour un montant global de 709,1 M€).

Ce sont majoritairement les dépenses destinées du secteur enfance et famille qui ont progressé de 14,3 % soit + 24,2 M€. Les dépenses du secteur autonomie ont également progressé : pour les personnes handicapées (+ 8,1 % soit + 13,9 M€) et pour les personnes âgées (+ 2,7 % soit + 2,7 M€). De même les dépenses réalisées dans le secteur de l'insertion sont en hausse de 3,4 % (soit +7,3 M€). Les allocations RSA tirent en effet ce secteur à la hausse (+ 8,3 M€).

Les dépenses de la mission **Aménagement** ont également progressé pour atteindre le montant de 199,4 M€ soit + 4,7 % (en volume + 9 M€). Tous les secteurs de cette mission sont en hausse, et tout particulièrement celui des transports (+ 6,7 % soit + 3,8 M€), de la sécurité (+ 2 % soit + 2,3 M€), et des routes (+ 13,3 % soit + 1,5 M€). S'y ajoutent les progressions des secteurs du développement territorial + 17,4 % (soit + 1,1 M€) et de la protection de l'environnement + 12,8 % (soit + 0,4 M€).

La mission du **développement socio-éducatif et culturel** présente également une variation de + 26,1 % des dépenses (soit + 14,6 M€) pour un montant global de 70,7 M€ dont plus de 80 % des dépenses concerne l'éducation.

Les crédits de la **mission fonctionnelle s'élèvent à 311,2 M€** et sont en hausse de + 21,1 % (+ 54,2 M€) sous l'impulsion des dépenses de personnel (+ 23 % et + 45,7 M€) progression qui résulte en partie des décalages de règlement liés à la cyberattaque.

Après plusieurs années de diminution et de stabilisation, les **frais financiers** progressent nettement (+ 46,3 %) pour atteindre 16,5 M€ (contre 11,3 M€ en 2022, 11,2 M€ en 2021) sous l'effet de la hausse des taux.

En 2022, la cyber- attaque avait fortement impacté le volume des mandatements en investissement puisque celui-ci s'était limité à 219,5 M€ contre 267,8 M€ en 2021 soit une baisse de 18% (- 48,3 M€). La forte relance des **dépenses d'équipement** reprend en 2023, avec le report de près de 19 M€ non consommés en 2022, pour atteindre le niveau de 296 M€, niveau historiquement le plus élevé.

Les dépenses en faveur de l'éducation, dans les collèges (96 M€) demeurent le premier poste d'investissement, avec 32 % des dépenses totales. Les investissements routiers se traduisent dans le compte administratif 2023 par une dépense totale de 86,5 M€ (soit 29,2 % des dépenses totales). Le secteur des transports s'élève à 7,8 M€ porté par les dépenses liées au TZEN.

Les réalisations en matière de développement local représentent le troisième poste pour un volume de 28,9 M€. Il faut mentionner une contribution de 19,4 M€ au Fonds de Solidarité Interdépartemental d'Investissement (FS2I) (mais en contrepartie de cette dépense, le Département a perçu de ce même fonds 27,4 M€ en 2023) soit un gain net de 8M€ pour la collectivité.

Le rapport sur le compte administratif présente également (page 45), le bilan des 3 AIS que sont le RSA, l'APA et la PCH. La charge nette de ces trois allocations que le Département ne maîtrise pas s'élève à 206,2 M€ pour l'année 2023, en hausse de 4,8 % par rapport à 2022. Le montant cumulé des sous-compensations, depuis l'année 2022, s'élève à 2 348 M€ à la fin 2023.

## 1-2 - Présentation Générale

Il a été ouvert, au titre de 2023 (budget primitif et décisions modificatives ultérieures), un total de crédits de paiement de **2 681 450 928,05 €**, investissement et fonctionnement confondus, y compris les mouvements d'ordre et la reprise des résultats antérieurs qui étaient :

- Un déficit d'investissement 2022 de **118 721 443,97 €**,
- Un solde déficitaire des reports d'investissement de **7 229 872,28 €**,
- Un excédent de fonctionnement 2022 disponible de **156 528 259,70 €** après affectation du résultat 2022 à la couverture d'une part du déficit d'investissement et d'autre part du solde déficitaire des reports d'investissement ci-dessus rappelés.

## 1-2.A - Les ouvertures de crédits

<b>DEPENSES</b>			
	Investissement	Fonctionnement	Ensemble
Dépenses réelles	860 628 963,95	1 332 695 540,53	2 193 324 504,48
Dépenses d'ordre	228 102 800,17	260 023 623,40	488 126 423,57
<b>Total dépenses</b>	<b>1 088 731 764,12</b>	<b>1 592 719 163,93</b>	<b>2 681 450 928,05</b>
Déficit	118 721 443,97		118 721 443,97
Autofinancement complémentaire		144 310 603,90	144 310 603,90
Crédits reportés	18 770 995,95		18 770 995,95
<b>Total dépenses hors déficit, autofinancement complémentaire et crédits reportés</b>	<b>951 239 324,20</b>	<b>1 448 408 560,03</b>	<b>2 399 647 884,23</b>
<b>RECETTES</b>			
	Investissement	Fonctionnement	Ensemble
Recettes réelles	626 231 940,72	1 567 092 563,76	2 193 324 504,48
Recettes d'ordre	462 499 823,40	25 626 600,17	488 126 423,57
<b>Total recettes</b>	<b>1 088 731 764,12</b>	<b>1 592 719 163,93</b>	<b>2 681 450 928,05</b>
Excédent	156 263 435,87	156 528 259,70	312 791 695,57
Autofinancement complémentaire	144 310 603,90		144 310 603,90
<b>Total recettes hors excédent, autofinancement complémentaire et crédits reportés</b>	<b>788 157 724,35</b>	<b>1 436 190 904,23</b>	<b>2 224 348 628,58</b>

## **1-2.B – L'exécution du budget**

L'exécution du budget, hors reprise de l'excédent 2022 et couverture du déficit, s'est traduite par la réalisation d'un total de dépenses de **1 873 265 583 €**, pour des recettes de **1 795 412 696 €**, comme indiqué dans le tableau ci-après :

<b>DEPENSES</b>			
	Investissement	Fonctionnement	Ensemble
Dépenses réelles	372 477 265,91	1 306 880 388,66	1 679 357 654,57
Dépenses d'ordre	77 735 207,88	116 172 720,26	193 907 928,14
<b>Total dépenses</b>	<b>450 212 473,79</b>	<b>1 423 053 108,92</b>	<b>1 873 265 582,71</b>
<b>RECETTES</b>			
	Investissement	Fonctionnement	Ensemble
Recettes réelles	150 355 232,25	1 451 149 535,61	1 601 504 767,86
Recettes d'ordre	168 305 094,98	25 602 833,16	193 907 928,14
<b>Total recettes</b>	<b>318 660 327,23</b>	<b>1 476 752 368,77</b>	<b>1 795 412 696,00</b>

Les taux d'exécution du budget 2023 peuvent, dans un premier temps, être mesurés hors reprise des résultats et hors autofinancement sur les montants réels et d'ordre, périmètre qui correspond à la détermination des résultats comptables de clôture propres à l'exercice.

Montants réels et d'ordre	<b>2023</b>		
	Crédits ouverts	Crédits réalisés	% réalisation
<b>Fonctionnement</b>			
Dépenses	1 448 408 560,03	1 423 053 108,92	98,25%
Recettes	1 436 190 904,23	1 476 752 368,77	102,82%
<b>Solde</b>	<b>- 12 217 655,80</b>	<b>53 699 259,85</b>	
<b>Investissement</b>			
Dépenses	970 010 320,15	450 212 473,79	46,41%
Recettes	788 157 724,35	318 660 327,23	40,43%
<b>Solde</b>	<b>-181 852 595,80</b>	<b>-131 552 146,56</b>	

Si les taux de réalisation de la section de fonctionnement ont d'ores et déjà un sens sur les montants réels et d'ordre, les taux de réalisation en investissement ne sont pas significatifs : en effet, il est ouvert en dépenses et en recettes des crédits pour 350 M€ afin de comptabiliser des opérations de refinancement de dette (100 M€) et les mouvements en cours d'exercice de tirage et de remboursement sur les emprunts à encours variable du Département (250 M€). Ces crédits étant peu utilisés dans le contexte financier actuel, les taux de réalisation en investissement apparaissent faibles mais ne reflètent pas la mobilisation des crédits pour les dépenses d'équipement.

La réalisation fait ressortir en fonctionnement un solde positif (**53,7 M€**) supérieur de **65,9 M€** à la prévision. Cet écart se répartit entre une non réalisation de dépenses pour **25,4 M€** et un dépassement de la réalisation des recettes pour **40,6 M€**.

Dès lors pour une approche plus fine des taux de réalisation du budget 2023 des crédits ouverts en faveur des politiques départementales, il est nécessaire de soustraire les mouvements d'ordre ainsi que les opérations financières effectuées en fonctionnement et en investissement.

Mouvements réels et hors opérations financières en investissement et fonctionnement (comptes 76, 66 et 16)	2023			2022	2021	2020	2019	2018
	Crédits ouverts	Crédits réalisés	% réalisation					
<b>94,40%</b>								
Dépenses	1 313 325 540,53	1 290 366 358,96	98,3%	96,4%	97,8%	97,9%	98,4%	98,9%
Recettes (avec cessions)	1 410 277 866,90	1 450 686 492,24	102,9%	102,9%	103,1%	104,7%	102,3%	103,1%
<b>Investissement</b>								
Dépenses	318 407 519,98	296 132 324,95	93,0%	77,0%	93,4%	97,2%	95,3%	94,5%
Recettes (hors cessions)	74 684 041,59	70 380 915,09	94,2%	97,6%	29,4%	95,4%	100,4%	96,6%

Le taux de réalisation des dépenses de fonctionnement atteint 98,3 %. Les recettes de fonctionnement, toujours prudemment estimées, présentent un taux de réalisation supérieur à 100 % : 102,9 %, identique à celui de 2022. Par ailleurs, au niveau de l'investissement, le taux de réalisation des dépenses est égal à 93 %. En recette hors cessions, le taux de réalisation est de 94,2 %.

## **1-2.C – Les résultats**

On distingue trois niveaux de résultats :

- **le résultat propre** à l'exercice (avant intégration des résultats antérieurs),
- **le résultat cumulé** (après intégration des résultats antérieurs et avant restes à réaliser). C'est ce résultat qui constitue le résultat « officiel » devant faire l'objet d'une affectation, pour son montant en fonctionnement, le résultat d'investissement étant considéré comme un simple solde d'exécution générant un besoin ou un surplus de financement.
- **le résultat définitif** (après restes à réaliser)

Réel + ordre	Investissement	Fonctionnement	Ensemble
<b>Dépenses</b>			
Déficit reporté (1)	118 721 443,97		118 721 443,97
Réalisées (2)	450 212 473,79	1 423 053 108,92	1 873 265 582,71
Restant à réaliser (3)	7 229 872,28		7 229 872,28
<b>Total (4) = (1) + (2) + (3)</b>	<b>576 163 790,04</b>	<b>1 423 053 108,92</b>	<b>1 999 216 898,96</b>
<b>Recettes</b>			
Excédent reporté (5)	137 492 439,92	156 528 259,70	294 020 699,62
Réalisées (6)	318 660 327,23	1 476 752 368,77	1 795 412 696,00
Restant à réaliser (7)			0,00
<b>Total (8) = (5) + (6) + (7)</b>	<b>456 152 767,15</b>	<b>1 633 280 628,47</b>	<b>2 089 433 395,62</b>
<u>Résultat propre à 2023</u> (6) - (2)	-131 552 146,56	53 699 259,85	-77 852 886,71
<u>Résultat cumulé</u> {(5) + (6)} - {(1) + (2)}	-112 781 150,61	210 227 519,55	97 446 368,94
<b>Résultat définitif</b> <b>(8) - (4)</b>	<b>-120 011 022,89</b>	<b>210 227 519,55</b>	<b>90 216 496,66</b>

En investissement, les dépenses reportées s'élèvent à 7,2 M€ et concernent principalement trois secteurs : les moyens généraux (4,1 M€), les transports (1,3 M€) et l'éducation et la formation (1,3 M€).

Le résultat global comptable de clôture propre à l'exécution des seules opérations de 2023 (c'est-à-dire avant intégration des résultats antérieurs) est donc un déficit de 77,9 M€ contre un excédent de 88 M€ en 2022.

## **1-3 - La section d'investissement**

### **1-3.A - Les dépenses d'investissement**

Le montant des dépenses réelles d'investissement s'est élevé à **372,5 M€** en augmentation de **12,1 %** par rapport à 2022, exercice impacté par la cyberattaque. L'année 2023 présente un niveau similaire de celui de 2021 (**371,9 M€**).

Sur ce total de **372,5 M€**, on distingue :

- Les dépenses d'équipement proprement dites dont le montant s'élève en 2023 à **296 M€** et dont le contenu est détaillé dans le paragraphe suivant pour chaque secteur d'intervention du Département. Ce montant était de **267,8 M€** au CA 2021 (exercice comparable à celui de 2023) soit + 10,5 %, alors que le CA 2022 présentait une réalisation de **219,5 M€** seulement.
- Les opérations financières représente un total de **76,4 M€** en 2023 dont **73,3 M€** de remboursement d'emprunts et **0,09 M€** en placement et reversement de FCTVA.

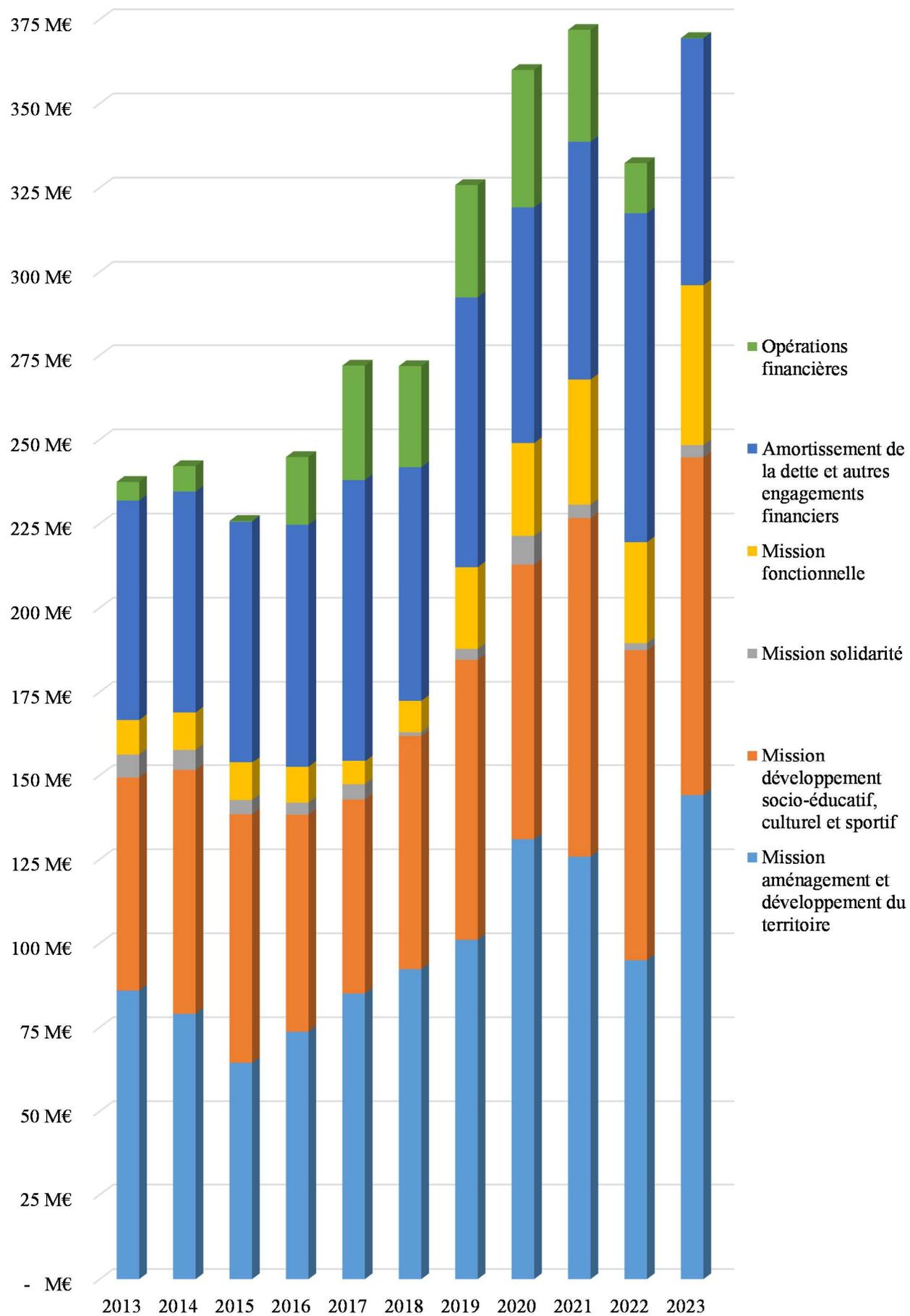
Les dépenses d'équipement 2023, sont toujours portées par les politiques « Education et Formation » et « Routes départementales ». En 2023, les dépenses d'équipement en faveur de l'éducation et de la formation représentent **32,4 %** du total des dépenses d'équipement, suivies des investissements en faveur des routes départementales (**29,2 %**). Le troisième secteur est celui du développement territorial avec **9,8 %** des dépenses totales.

### 1-3.A 1 – Répartition des investissements 2023 par grands secteurs

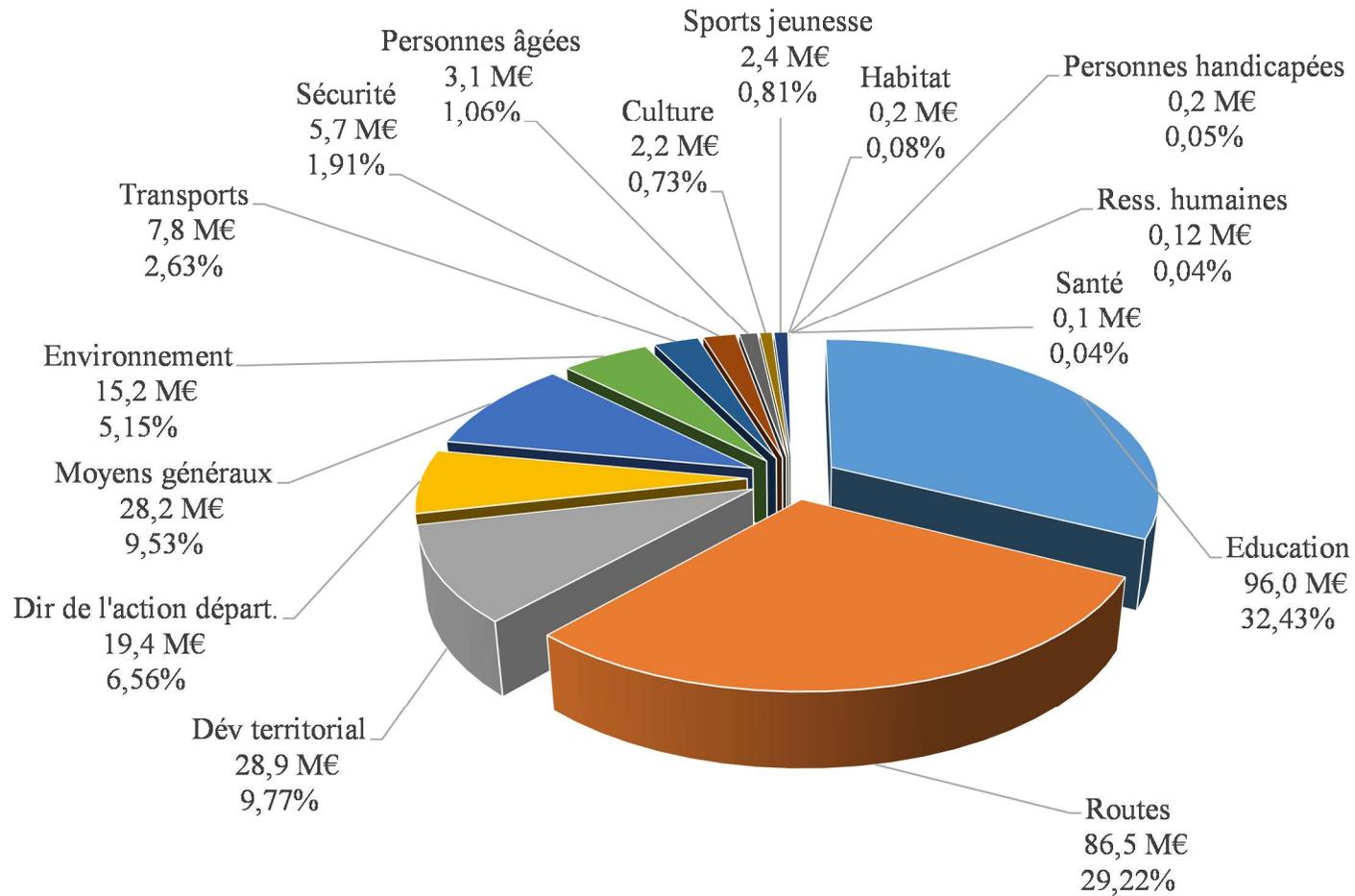
Par grands secteurs, ces investissements se répartissent ainsi :

Politiques	CA 2022	Crédits inscrits 2023	CA 2023	Evolution 2023/2022	Part dépenses 2023	Taux d'exécution 2023
Développement territorial	19 797 291	32 179 751	28 915 199	46,1%	9,8%	89,9%
Protection de l'environnement	8 970 073	16 239 373	15 245 811	70,0%	5,1%	93,9%
Routes départementales	54 546 212	87 001 340	86 517 151	58,6%	29,2%	99,4%
Sécurité	4 709 840	7 504 926	5 658 759	20,1%	1,9%	75,4%
Transports	6 969 484	11 033 565	7 779 913	11,6%	2,6%	70,5%
<b>Mission aménagement et développement du territoire</b>	<b>94 992 901</b>	<b>153 958 955</b>	<b>144 116 833</b>	<b>51,7%</b>	<b>48,7%</b>	<b>93,6%</b>
Culture et patrimoine	1 295 223	3 322 770	2 156 568	66,5%	0,7%	64,9%
Education formation	90 378 758	99 074 778	96 007 403	6,2%	32,4%	96,9%
Jeunesse, sports et loisirs	740 331	4 271 806	2 400 533	224,3%	0,8%	56,2%
<b>Mission développement socio-éducatif, culturel et sportif</b>	<b>92 414 312</b>	<b>106 669 354</b>	<b>100 564 505</b>	<b>8,8%</b>	<b>34,0%</b>	<b>94,3%</b>
Habitat	90 726	402 534	230 720	154,3%	0,1%	57,3%
Personnes âgées	1 970 500	3 933 000	3 139 750	59,3%	1,1%	79,8%
Personnes handicapées	-	150 000	150 000	NS	0,1%	100,0%
Santé publique	-	165 271	115 710	NS	0,0%	70,0%
<b>Mission solidarité</b>	<b>2 061 226</b>	<b>4 650 805</b>	<b>3 636 180</b>	<b>76,4%</b>	<b>1,2%</b>	<b>78,2%</b>
Conduite des politiques départementales	50 000	81 011	20 534	-58,9%	0,0%	25,3%
Direction de l'action départ.	18 255 000	138 912 438	19 387 274	NS	6,5%	14,0%
Moyens généraux	11 686 456	32 460 884	28 201 421	141,3%	9,5%	86,9%
Ressources humaines	37 109	307 791	117 850	217,6%	0,0%	38,3%
<b>Mission fonctionnelle</b>	<b>30 028 564</b>	<b>171 762 123</b>	<b>47 727 079</b>	<b>58,9%</b>	<b>16,1%</b>	<b>27,8%</b>
<b>Total dépenses d'équipement</b>	<b>219 497 002</b>	<b>437 041 236</b>	<b>296 044 597</b>	<b>34,9%</b>	<b>100,0%</b>	<b>67,7%</b>
Amortissement de la dette et autres engagements financiers	97 937 774	423 500 000	76 344 941	-22,0%		
Opérations financières	14 893 899	87 728	87 728	NS		
<b>Total général (hors déficit reporté)</b>	<b>332 328 675</b>	<b>860 628 964</b>	<b>372 477 266</b>	<b>12,1%</b>		

## Evolution des dépenses d'équipement réalisées depuis 2013



### Répartition des dépenses d'équipement 2023: 296 M€



**MISSION AMENAGEMENT ET DEVELOPPEMENT DU TERRITOIRE**  
**144 116 833 € (48,7 % des dépenses totales d'équipement)**

 **Politique publique « Développement territorial » : 28 915 199 €**

Le domaine « **Développement local** » (25,3 M€), représente 87,5 % de la politique développement territorial mise en œuvre dans le cadre des dispositifs contractuels (CID, FAC et FER) et du développement du réseau numérique.

Le premier type d'aides à destination des intercommunalités dénommé « **Contrat Intercommunal de Développement** » a mobilisé 7,8 M€ et a concerné une vingtaine de contrats dont ceux des Communautés d'Agglomération de Coulommiers Pays de Brie (1,1 M€ notamment pour la construction d'une maison médicale), du Pays de Meaux (0,9 M€ au titre de la Cité de la Musique) ou encore de la communauté de communes de Brie Rivières et Châteaux (0,8 M€ essentiellement pour la création d'équipements sportifs).

Le deuxième type d'aide, le « **Fonds d'Aménagement Communal** » à destination des communes de plus de 2 000 habitants a été créé en 2019 pour répondre aux besoins d'aménagement et d'équipement de ces communes. Ce contrat a bénéficié, pour un montant global de 8,2 M€, à une cinquantaine de projets dont la construction et l'aménagement du Grand Théâtre « le Majestic » à Montereau (1,1 M€), la création d'un complexe tennistique à Lagny sur Marne (0,6 M€) la construction et la réhabilitation de l'école Pablo-Néruda de Pontault Combault (0,5 M€).

Le troisième type d'aide, le « **Fonds d'Équipement Rural** » a représenté 4,7 M€ au bénéfice de plus de 260 projets de communes ou de structures intercommunales pour des aides pouvant atteindre 50 000 €.

**Les contrats communaux** ont généré en 2023 une dépense de 3,4 M€. Au titre des contrats ruraux, une enveloppe de 3,4 M€ a été répartie entre 80 projets concernant les voiries communales (1,3 M€), les écoles (0,4 M€), les mairies et salles polyvalentes (0,6 M€), les équipements sportifs et de loisirs (0,2 M€) ou encore les églises (0,3 M€).

**Les contrats intercommunaux** ont mobilisé 0,2 M€ en 2023, ce montant correspondant à l'aide versée au Parc Naturel Régional du Gâtinais.

Une dépense de 0,3 M€ a été consacrée à l'action **Développement du réseau** pour la poursuite de la réalisation du réseau FTTH par l'intermédiaire de Seine-et-Marne Numérique.

Dans le cadre du **Soutien au développement local**, la participation financière de 0,1 M€ a été versée au titre des études de conception et des premières acquisitions foncières pour la mise à grand gabarit de la liaison fluviale entre Bry-sur-Seine et Nogent –sur-Seine.

Par ailleurs, le **fonds d'aménagement** qui permet de soutenir les projets structurant d'échelle intercommunale voire départementale a financé notamment pour 0,3 M€ le projet de la commune de Chelles d'aménagement du musée Alfred Bonno, ou encore la Communauté d'Agglomération du Pays de Fontainebleau pour la 4<sup>ème</sup> phase d'aménagement du Grand Parquet (0,2 M€). Le montant total financé en 2023 par ce fonds s'élève à 0,7 M€.

Sur le domaine « **Agriculture** », 0,5 M€ ont été réalisés. La somme de 0,3 M€ a été versée à la Chambre d'agriculture de région Ile-de-France tandis que le reste des crédits a été alloué aux agriculteurs pour la mise en œuvre des investissements environnementaux et des mesures agro-environnementales et climatiques (MAEC) et aux investissements forestiers.

Le domaine « **Aménagements routiers et liaisons douces** » (2,3 M€) comptabilise principalement les

aides à la passerelle d'Esbyly (1,2 M€) et les interventions du Département en faveur des liaisons douces 1 M€.

Le domaine « **Promotion du territoire** », pour un montant de 0,9 M€, a permis, au titre du fonds de développement touristique, de faire bénéficier de l'aide départementale à une trentaine de projets.

### **Politique publique « Protection de l'environnement » : 15 245 811 €**

Rattachées au domaine de « **l'Eau** » (13,5 M€), les mesures en faveur de « **l'assainissement** » représentent une dépense de 7,5 M€. Elles ont bénéficié à une soixantaine de collectivités ou structures intercommunales notamment pour les communautés de Brie des rivières et châteaux (0,9 M€), des Deux Morins (1,3 M€), de Roissy Pays de France (1,4 M€) ou encore de Coulommiers Pays de Brie (0,7 M€).

L'action relative à « **l'eau potable** », pour un montant global de 5,5 M€ a concerné une quarantaine de bénéficiaires, essentiellement pour le syndicat de l'eau de l'est seine-et-marnais (3,7 M€) et la communauté d'agglomération de Coulommiers (0,6 M€). Il faut aussi mentionner l'enveloppe dédiée aux aides pour l'acquisition de matériel pour le désherbage thermique ou mécanique (0,04 M€).

Toujours sur ce domaine, les aides à l'aménagement des « **cours d'eau** » ont mobilisé 0,2 M€ et les dépenses liées au « **laboratoire départementale d'analyses** » ont représenté 0,2 M€.

Sur le domaine de « **l'Environnement** » (1,7 M€), l'action « **Espaces Naturels Sensibles** » représente la part la plus importante (1,6 M€). Le Département a financé pour 1,1 M€ de nouvelles acquisitions ainsi que la poursuite d'aménagement de plusieurs sites. Une douzaine d'organismes ou communes a reçu la somme totale de 0,5 M€ pour financer leurs propres projets (acquisitions, aménagements, créations de chemins de randonnées ...) dont 0,3 M€ pour l'O.N.F.

« **L'aménagement foncier** » a représenté 0,1 M€ en 2023 et 0,02 M€ a été consacré à « **l'environnement et au développement durable** ».

En annexe du présent rapport, est présenté le bilan financier 2023 sur les dépenses et recettes ENS.

### **Politique publique « Routes départementales » : 86 517 151 €**

L'essentiel des dépenses de cette politique a été consacré aux « **Aménagements du réseau routier** » (77,4 M€) et plus particulièrement à la « **conservation, à la sécurité et l'innovation du réseau** » (57,8 M€), avec une dépense de 32 M€ pour financer les travaux sur les routes en traverses d'agglomération ou en rase campagne et sur les ouvrages d'art (10,9 M€), les études liées à la reprise des RD1036 et RD1004 (1,6 M€), la réhabilitation des ouvrages 3U (2,7 M€) ou encore les études du viaduc de Moret (2,1 M€). Par ailleurs, 3,9 M€ ont été consacrés aux aménagements de carrefours, 2,9 M€ au carrefour et à l'ouvrage d'art sur les RD637/RD50 (Perthes/Fleury) et 0,9 M€ aux travaux de réhabilitation des ponts Freyssinet sur la Marne. Le reste des dépenses (0,6 M€) a concerné les pistes cyclables, l'innovation et l'information routière et les déclassements de voiries.

7,3 M€ ont été consacrés au « **développement économique et local** », principalement en faveur des travaux réalisés liant l'A4 et la RD96 (3,1 M€) et entre l'A4 et la RD36 (1,3 M€) et de la déviation de Guignes (1,7 M€).

L'enveloppe de crédits ouverte au titre des « **liaisons entre les pôles** », réalisée à hauteur de 3,8 M€, se répartit entre la liaison entre Meaux et Roissy (2 M€) et l'aménagement de carrefours en traverses du massif forestier d'Armainvilliers (1,7 M€).

Les « **aménagements pour la sécurité routière** », (2,4 M€) ont consisté principalement en travaux d'aménagement de carrefours notamment celui de RD603/A4 à Saint Jean les deux jumeaux (1,3 M€).

Sur les aménagements concernant la liaison sud de Chelles, une enveloppe de **4 M€** a été réalisée principalement au titre de la création d'un barreau routier et d'un ouvrage d'art de franchissement d'un canal sur la commune de Chelles.

Les crédits consacrés aux « **études de voirie** » et à « **l'aménagement du paysage** » se sont élevés respectivement à **1,2 M€** et **0,2 M€**. L'enveloppe ouverte pour les « **acquisitions foncières** » a été réalisée pour **0,8 M€**.

Enfin, une enveloppe globale de **9,1 M€** a permis « **l'Entretien et l'exploitation du réseau routier** ». Elle est répartie entre les « **moyens du Parc Départemental** » (**4,5 M€** pour l'acquisition de véhicules et engins destinés à l'accomplissement des missions d'entretien routier : véhicules de liaisons, fourgons, poids lourds, tracteurs ...), les « **aménagements extérieurs des Agences Routières Départementales** » (**1,6 M€**) et la « **signalisation routière** » (**3 M€**).

#### **Politique publique « Sécurité » : 5 658 759 €**

Quatre opérations sont rattachées à cette politique : la première en faveur du SDIS, conformément à la convention qui lie le Département à l'établissement public, prévoit une aide directe, distincte de celle accordée au fonctionnement, pour les dépenses d'équipement du SDIS (**4,6 M€**) et la seconde est dédiée au bouclier sécurité (**1 M€**) répartie entre la vidéo protection (**0,7 M€**) les achats de véhicules (**0,3 M€**) et les équipements des agents. Les deux derniers dispositifs financent d'une part le fonds de soutien à l'équipement des associations agréées de sécurité civile pour **0,02 M€** et notre partenariat à la constitution d'une brigade équestre.

#### **Politique publique « Transports » : 7 779 913 €**

76% des dépenses en crédits de paiement du domaine « **Transports publics** » ont été consacrés aux « **Infrastructures de transport** » dont **5,3 M€** au financement des études liées à l'aménagement du TZEN, complétées des enveloppes allouées à l'électrification de la ligne Paris-Troyes (**0,5 M€**) et aux études de conception détaillées liées aux transports en site propre (**0,1 M€**).

Le « **Plan de déplacements urbains** » (**1,6 M€**) a permis la poursuite de nos participations aux aménagements de stations multimodales de covoiturage notamment sur la RD225A à Nemours (**0,5 M€**) et Bernay-Vilbert (**0,9 M€**).

Enfin, il faut mentionner les crédits alloués aux « **Points d'arrêt** » (**0,3 M€**) qui contribuent à l'acquisition d'abris voyageurs.

**MISSION DEVELOPPEMENT SOCIO-EDUCATIF, CULTUREL ET SPORTIF**  
**100 564 505 € (34 % des dépenses totales d'équipement)**

 **Politique publique « Culture et patrimoine » : 2 156 568€**

Les dépenses réalisées en 2023 sur le domaine « **Patrimoine** » ont coûté **1,6 M€** dont une part essentielle a été allouée au « **patrimoine monumental** » (**1,2 M€**) pour une quarantaine de bénéficiaires. Sur ce même domaine, les aménagements au Château de Blandy ont généré **0,3 M€** d'investissement et les aides au titre des « **antiquités et objets d'art** » ont été attribuées à 5 bénéficiaires pour un montant total de **60 000 €**.

Concernant le domaine « **Développement de la lecture publique** » (**100 000 €**), l'essentiel des réalisations a concerné les achats de livres ou de CD ou d'aides apportées aux équipements mobiliers et informatiques d'une dizaine de communes.

L'enveloppe réalisée au titre des « **Musées** » départementaux s'élève à **90 000 €**. Elle a permis l'acquisition de plusieurs tableaux, photographies, meubles et équipements de sécurité.

Le domaine « **Développement culturel** » a mobilisé **0,3 M€** en 2023, en faveur du Château de Rosa Bonheur, du Théâtre de Sénart et des équipements cinématographiques.

Les autres dépenses réalisées sur cette politique relèvent du domaine « **Archives** » (**72 232 €**).

 **Politique publique « Education formation » : 96 007 403 €**

En 2023, le domaine « **Bâtiments des collèges** » représente **87 M€** de crédits de paiement. « **L'entretien et les grosses réparations** » dans les collèges se sont élevés à **32 M€** de dépenses, réparties principalement en travaux (**22,5 M€** dont **3,2 M€** de mise en sécurité), en acquisitions de bâtiments démontables (**5,7 M€**), en actions d'amélioration énergétique des bâtiments et de chauffage (**0,6 M€**), en mises en conformité, réalisation d'abris dans les demi-pensions (**0,7 M€**) et en travaux d'accessibilité des collèges aux personnes à mobilité réduite (**2,1 M€**). Les études et crédits divers représentent **0,4 M€** de dépenses en 2023.

Les études et les travaux relatifs aux « **constructions, extensions et réhabilitations de collèges** » ont généré **55 M€** de dépenses principalement sur les constructions des collèges de Charny (**12,9 M€**), de Moussy-le-neuf (**12,6 M€**), de Coubert (**4,5 M€**), les extensions des collèges de Meaux (**3,1 M€**) et de Faremoutiers (**1,5 M€**) ou encore la reconstruction du collège La mare aux Champs à Vaux le Pénil (**0,9 M€**). S'y ajoutent les travaux dans les demi-pensions pour **15,1 M€** dont **10,8 M€** pour celle du collège de Dammartin-en-Goële et **3,7 M€** pour celle du collège Le Montois à Donnemarie-Dontilly.

Les crédits réalisés sur l'action « **Equipement et Matériel TICE** » du domaine « **Vie des Collèges** » ont atteint **5 M€** en 2023. Ces crédits ont financé essentiellement les équipements en nouvelles technologies éducatives. Les crédits consommés pour le « **matériel et mobilier des collèges** » (**2,4 M€**) concernent les dotations de premier équipement (**1,3 M€**) et le complément et le renouvellement des équipements (**1,1 M€**). Les équipements nécessaires à la « **Restauration scolaire** » ont mobilisé **1,6 M€**, dont **1,3 M€** pour l'achat du gros matériel de cuisine, le reste des dépenses ayant permis l'achat de mobilier mais aussi le versement d'aides à l'informatisation des structures (**100 000 €**). Il faut aussi mentionner les aides apportées aux collèges privés pour **20 000 €**.

 **Politique publique : « Jeunesse, sports et loisirs » : 2 400 533 €**

Le Département soutient les communes et leurs groupements pour la construction, l'extension et/ou la réhabilitation d'équipements sportifs en accompagnement de collèges. Un montant de **0,5 M€** a permis d'aider 5 bénéficiaires et notamment la construction d'un gymnase en accompagnement du collège "Des

Remparts" à Rozay en Brie (0,4 M€).

Par ailleurs, 1,9 M€ ont été réalisés dans le cadre du projet « Paris 2024 - Team 77 » : notamment au bénéfice de la Base de loisirs de Jablines, de la Fédération française de Canoe Kayak et de la commune de Combs-la-ville pour la réhabilitation du gymnase Salvator Allende (pour 0,3 M€ chacun).

#### MISSION SOLIDARITE

3 636 180 € (1,2 % des dépenses totales d'équipement)

##### Politique publique « Habitat » : 230 720 €

Dans le cadre des « aides apportées au parc privé » (0,1 M€), les aides à l'autonomie et au maintien dans le logement ont concerné plus de 120 particuliers dans leur projet d'amélioration de leur habitat : installation d'un siège monte-escalier, adaptation de la salle de bain, remplacement de porte d'accès. De plus des aides ont été apportées à la création de logements à loyer conventionné. Les « actions d'insertion par le logement » ont généré 0,1 M€ de dépenses en subventionnant la réalisation de deux aires d'accueil des gens du voyage, à Marles-en-Brie (30 places) et à Vulaines (20 places).

##### Politique publique « Personnes âgées » : 3 139 750 €

Les dépenses réalisées en faveur de la politique Personnes âgées ont concerné 5 structures dont les EHPAD du Centre hospitalier de Melun (2,4 M€), de Lagny sur Marne (0,4 M€) et de Nemours (0,2 M€).

##### Politique publique « Personnes handicapées » : 150 000 €

Deux structures ont bénéficié d'une participation en 2023 : le foyer de vie de Savigny-le-Temple et le Foyer d'hébergement de Provins.

##### Politique publique « Santé » : 115 710 €

Ces crédits ont permis de concrétiser l'installation de nouvelles cabines de téléconsultation notamment à Villiers-sous-Grez et à Meaux.

#### MISSION FONCTIONNELLE

47 727 079 € (16,1 % des dépenses totales d'équipement)

##### Politique publique « Moyens Généraux » : 28 232 427 €

Première composante de cette politique, les « Bâtiments départementaux » représentent 49 % des réalisations de dépenses (soit 13,9 M€). Les bâtiments des services administratifs et les bâtiments sociaux ont mobilisé respectivement 2,8 M€ et 4,2 M€. Par ailleurs, des travaux ont été réalisés sur les bâtiments affectés à la voirie (6,3 M€) et les bâtiments culturels (0,7 M€).

Pour un montant de 11,5 M€, la politique en faveur des « Systèmes d'information » a financé 5,5 M€ d'infrastructures, 3,4 M€ d'acquisition de matériels et logiciels, et 2,7 M€ de projets informatiques.

Les « Moyens logistiques » (1,9 M€) ont concerné la gestion de la flotte automobile (1,4 M€) et l'acquisition de matériel et de mobilier (0,6 M€).

De plus, sur la « Gestion du patrimoine immobilier » (0,8 M€), il faut mentionner l'acquisition d'une caserne désaffectée à Nemours qui pourra répondre aux besoins du Musée de la Préhistoire (0,6 M€).

### **Politique publique « Direction de l'action départementale » : 19 387 274 €**

Sur le domaine « **Finances** » figure la participation du Département de Seine-et-Marne au Fonds de Solidarité Interdépartemental d'Investissement (FS2I) ainsi qu'un dépôt de garanties.

### **Politique publique « Ressources humaines » : 117 850 €**

Ces crédits ont permis l'aménagement de postes de travail. Les autres dépenses financent des mesures d'hygiène et de sécurité et des prestations sociales.

## **1-3.A 2 – Les opérations en capital relatives à la dette**

### **Opérations en capital : 76 344 941 €**

Les opérations en capital relatives à la dette se sont élevées, en 2023, à **73,3 M€** contre **97,9 M€** en 2022.

Cette variation (- 25,1 %) correspond à une variation d'une année sur l'autre du profil d'amortissement de la dette du Département, soit en 2023, un remboursement contractuel de 73,3 M€ et à une absence de remboursement d'emprunt.

## **1-3.B - Gestion pluriannuelle en investissement**

Après le vote de la deuxième décision modificative 2023, les engagements du Département en autorisations de programme non réalisés au 31 décembre 2023 s'élevaient à **745 M€**, selon le détail qui figure ci-dessous :

<b>Politique</b>	<b>Montant des AP à fin 2023</b>	<b>Réalisations à fin 2023</b>	<b>Reste à financer (au delà de 2023)</b>
Développement territorial	743 183 374	637 653 773	105 529 601
Protection de l'environnement	317 058 272	291 439 364	25 618 908
Routes départementales	1 624 758 147	1 439 024 366	185 733 782
Sécurité	93 635 775	86 077 840	7 557 935
Transports	139 313 212	75 029 972	64 283 241
<b>1 - Mission aménagement et développement du territoire</b>	<b>2 917 948 781</b>	<b>2 529 225 315</b>	<b>388 723 466</b>
Culture et patrimoine	67 849 848	60 357 317	7 492 531
Education formation	1 857 900 345	1 595 358 903	262 541 442
Jeunesse, sports et loisirs	68 055 108	63 694 823	4 360 285
<b>2 - Mission développement socio-éducatif, culturel et sportif</b>	<b>1 993 805 302</b>	<b>1 719 411 043</b>	<b>274 394 258</b>
Enfance et famille	3 136 888	3 136 888	0
Habitat	75 437 106	74 981 495	455 612
Insertion	219 270	219 270	0
Personnes âgées	54 668 185	53 204 735	1 463 450
Personnes handicapées	21 977 266	21 270 766	706 500
Santé publique	2 813 608	2 364 047	449 561
<b>3 - Mission solidarité</b>	<b>158 252 324</b>	<b>155 177 202</b>	<b>3 075 122</b>
Conduite des politiques départementales	5 393 319	5 332 843	60 476
Direction et animation de l'action départementale	80 952 505	80 117 779	834 726
Moyens généraux	406 547 191	328 864 122	77 683 069
Ressources humaines	2 876 641	2 686 700	189 941
<b>4 - Mission fonctionnelle</b>	<b>495 769 657</b>	<b>417 001 445</b>	<b>78 768 212</b>
<b>total général</b>	<b>5 565 776 063</b>	<b>4 820 815 005</b>	<b>744 961 059</b>

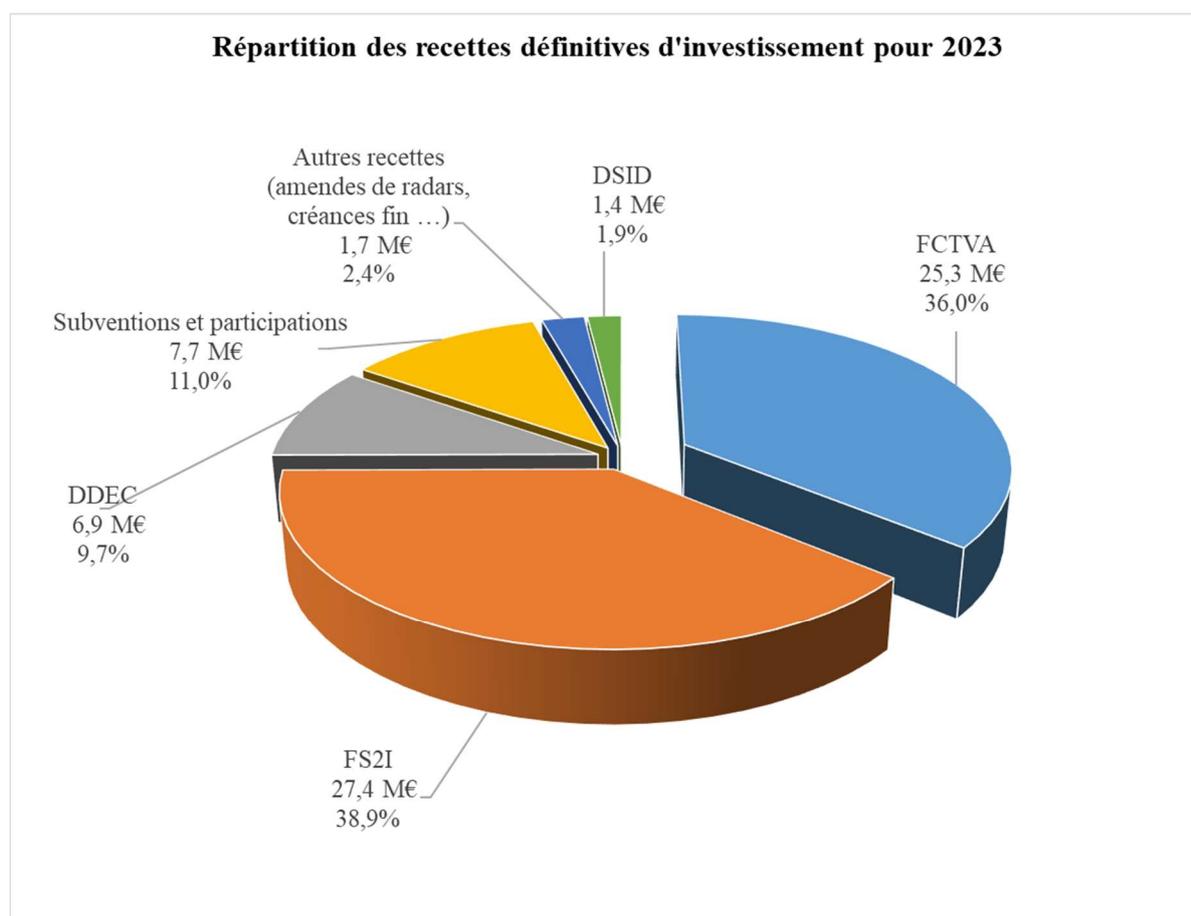
A fin 2023 le stock des autorisations de programme nécessitant des crédits de paiement représente 2,5 années de crédits de paiement (sur la base des CP consommés en 2023 **soit 296 M€**).

Le secteur de l'éducation représente 35 % de ce stock, les routes 25 % et le développement territorial 14 %.

## **1-3.C – Les recettes d'investissement**

D'un montant de **150 M€** (contre **126 M€** en 2022), les recettes d'investissement 2023 se présentent de la manière suivante :

Nature de recettes	CA 2022	CA 2023	% évol.
Fonds de compensation de la TVA	25 025 586	25 347 264	1,3%
Fonds de Solidarité et d'Investissement Interdépartementale (FS2I)	24 639 897	27 380 000	11,1%
Dotation départementale d'équipement des collèges	6 860 204	6 860 204	0,0%
DSID	527 863	1 351 239	156,0%
Subventions et participations	3 577 031	7 748 831	116,6%
Autres recettes (amendes de radars, créances financières ...)	2 123 568	1 693 377	-20,3%
<b>Total des recettes définitives d'investissement</b>	<b>62 754 149</b>	<b>70 380 915</b>	<b>12,2%</b>
Emprunt	63 219 921	79 974 317	26,5%
<b>Total recettes d'investissement (hors opérations de restructuration de dette)</b>	<b>125 974 070</b>	<b>150 355 232</b>	<b>19,4%</b>



Le **Fonds de Compensation de la TVA (FCTVA)** d'un montant de **25,3 M€** en 2023 est assis sur les dépenses d'investissement éligibles réalisées en 2022, dont le montant est en augmentation par rapport à celles de 2021.

Le Département a perçu en 2023 **27,4 M€** au titre du **Fonds de solidarité et d'investissement (FS2I)**, pour une participation de 19,4 M€ et notamment 4 M€ pour la cyberattaque, soit un bénéfice net du FS2I de 8,0 M€ pour 2023.

Tandis que la **Dotation Départementale d'Équipement des Collèges (DDEC)** reste gelée au montant

de 6,9 M€, la **Dotation de Soutien à l'Investissement des Départements (DSID)**, remplaçant la dotation globale d'équipement (DGE) a généré en 2023 une recette de 1,4 M€.

L'essentiel des **autres subventions (7,7 M€)** concerne principalement les investissements routiers (**3,9 M€**) et les investissements en matière de transports (**3,2 M€**).

Le poste des autres recettes s'élève à **1,7 M€** en 2023 et comprend pour l'essentiel le produit des amendes de radars (**0,7 M€**), les créances détenues des particuliers et autres personnes de droit privé et autres prêts (**1 M€**).

En 2023, le recours à l'emprunt est en augmentation de 26,5 % avec un volume de **80,0 M€** contre **63,2 M€** en 2022.

## **1-4 – La section de fonctionnement**

### **1-4.A – Les dépenses de fonctionnement**

Au total, les dépenses de fonctionnement sont arrêtées en 2023 à **1 306,9 M€** contre **1 175,9 M€** en 2022. La progression entre 2022 et 2023 (+ **130,9 M€**) soit + **11,1 %** en masse correspond à un taux de réalisation (rapport entre crédits ouverts et crédits réalisés) de **98,1 %**.

Hors frais financiers (qui progressent de 46,3 %) et contributions à des fonds de péréquation et provisions (en augmentation de 4,3 %), les dépenses opérationnelles augmentent de 11 % entre 2022 et 2023, soit + **124,2 M€**.

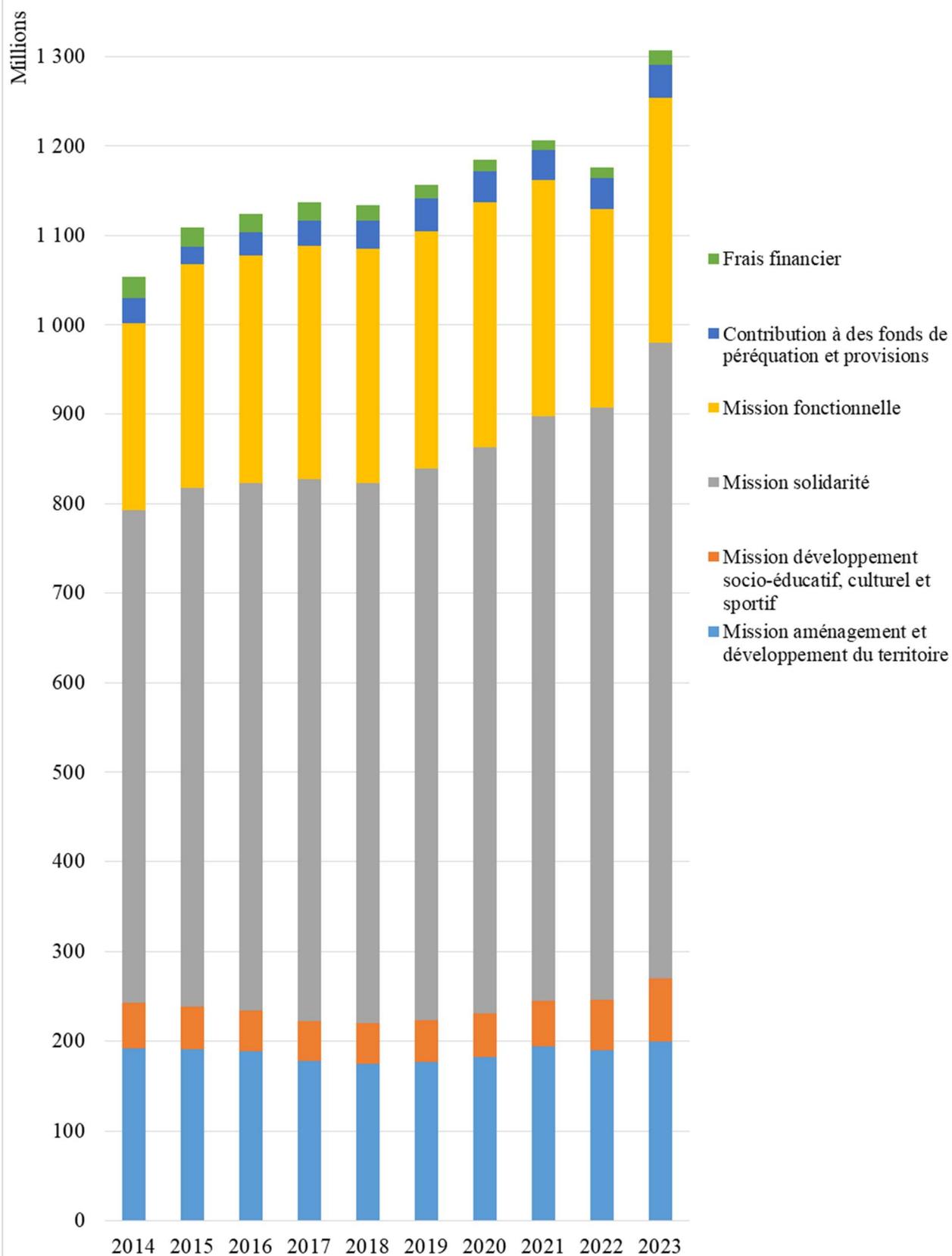
On observe que les dépenses des missions « Fonctionnelle » (+ **52,6 M€**) et « Solidarité » (+ **48 M€**) expliquent prioritairement cette hausse.

## 1-4.A 1 – Les dépenses opérationnelles de fonctionnement

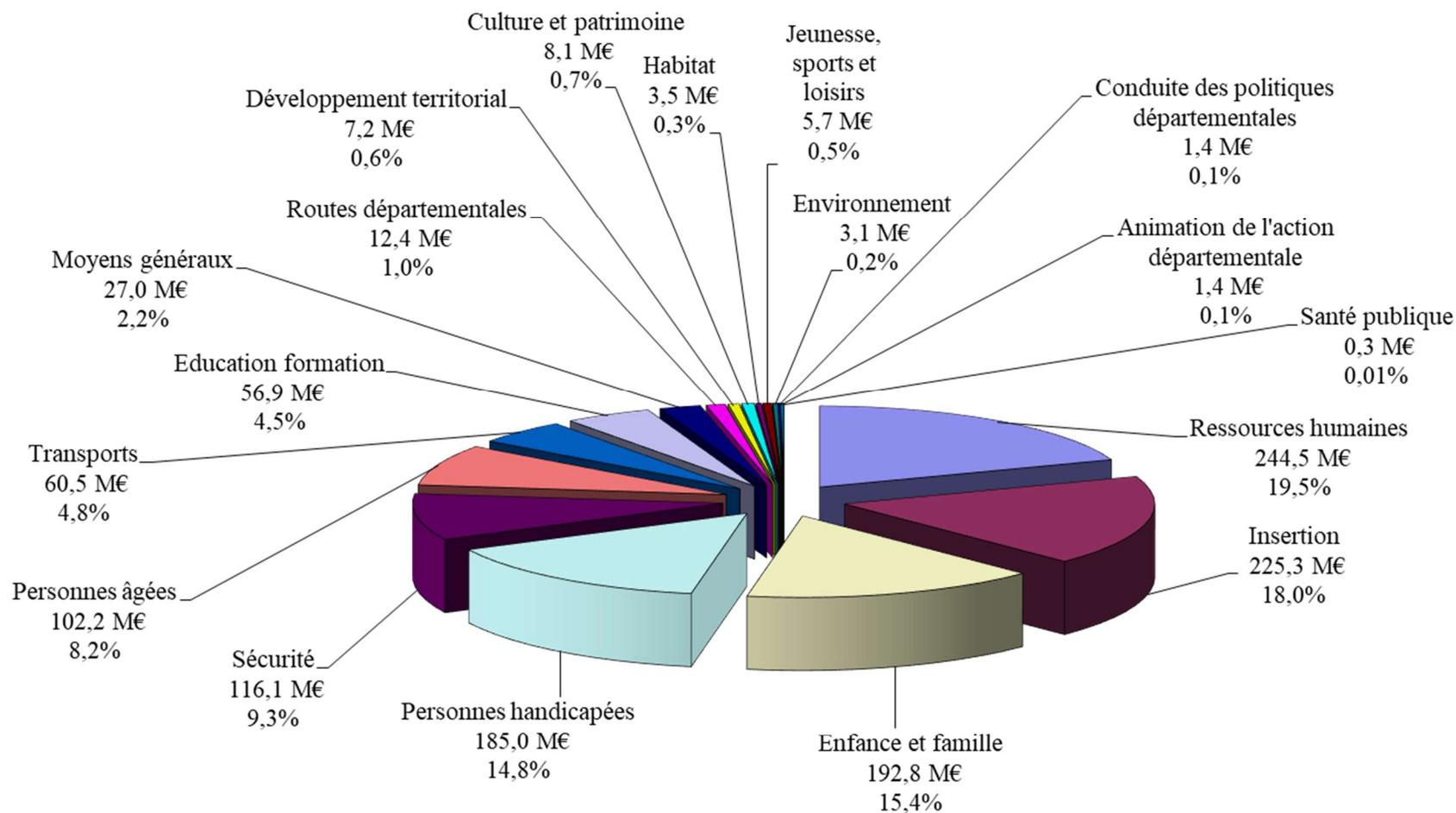
Par secteur, ces dépenses se répartissent de la manière suivante (en €uros) :

Missions / Politiques	CA 2022	Crédits inscrits 2023	CA 2023	Taux de réalisation	Evolution 2023/ 2022	Part dépenses 2023
Développement territorial	6 143 451	7 844 026	7 212 371	91,9%	17,4%	0,6%
Protection de l'environnement	2 776 937	3 725 234	3 133 248	84,1%	12,8%	0,2%
Routes départementales	10 952 859	12 435 402	12 408 919	99,8%	13,3%	1,0%
Sécurité	113 796 975	116 570 997	116 070 649	99,6%	2,0%	9,3%
Transports	56 710 529	61 298 163	60 534 055	98,8%	6,7%	4,8%
<b>Mission aménagement et développement du territoire</b>	<b>190 380 751</b>	<b>201 873 822</b>	<b>199 359 242</b>	<b>98,8%</b>	<b>4,7%</b>	<b>15,9%</b>
Culture et patrimoine	7 491 943	8 741 568	8 149 451	93,2%	8,8%	0,7%
Education formation	42 706 459	59 364 472	56 906 729	95,9%	33,3%	4,5%
Jeunesse, sports et loisirs	5 893 175	6 479 804	5 658 564	87,3%	-4,0%	0,5%
<b>Mission développement socio-éducatif, culturel et sportif</b>	<b>56 091 576</b>	<b>74 585 844</b>	<b>70 714 744</b>	<b>94,8%</b>	<b>26,1%</b>	<b>5,6%</b>
Enfance et famille	168 588 753	193 579 090	192 774 992	99,6%	14,3%	15,4%
Habitat	3 630 146	4 753 875	3 483 861	73,3%	-4,0%	0,3%
Insertion	217 934 362	229 281 145	225 277 775	98,3%	3,4%	18,0%
Personnes âgées	99 526 214	103 862 677	102 204 665	98,4%	2,7%	8,2%
Personnes handicapées	171 172 297	187 284 569	185 046 360	98,8%	8,1%	14,8%
Santé publique	291 349	429 088	320 814	74,8%	10,1%	0,0%
<b>Mission solidarité</b>	<b>661 143 121</b>	<b>719 190 445</b>	<b>709 108 467</b>	<b>98,6%</b>	<b>7,3%</b>	<b>56,6%</b>
Conduite des politiques départ.	1 251 803	1 489 098	1 357 884	91,2%	8,5%	0,1%
Direction de l'action départ. (hors frais fin. et reversements de fiscalité réels ou provisionnés)	1 311 229	2 564 918	1 407 281	54,9%	7,3%	0,1%
Moyens généraux	20 244 353	28 638 278	26 970 622	94,2%	33,2%	2,2%
Ressources humaines	198 802 281	248 039 701	244 504 682	98,6%	23,0%	19,5%
<b>Mission fonctionnelle</b>	<b>221 609 666</b>	<b>280 731 995</b>	<b>274 240 470</b>	<b>97,7%</b>	<b>23,7%</b>	<b>21,9%</b>
<b>Total dépenses opérationnelles</b>	<b>1 129 225 115</b>	<b>1 276 382 105</b>	<b>1 253 422 923</b>	<b>98,2%</b>	<b>11,0%</b>	<b>100,0%</b>
Reversement sur Fonds de péréquation CVAE	353 706	-	-	#DIV/0!	-100,0%	
Reversement Fonds de péréquation DMTO	35 065 714	33 318 687	33 318 687	100,0%	-5,0%	
Reversement sur autres impôts locaux	-	3 624 748	3 624 749	3624749,0%		
<b>Total des contributions à des fonds de péréquation et provision</b>	<b>35 419 420</b>	<b>36 943 435</b>	<b>36 943 436</b>	<b>100,0%</b>	<b>4,3%</b>	
<b>Total dépenses de gestion</b>	<b>1 164 644 535</b>	<b>1 313 325 540</b>	<b>1 290 366 359</b>	<b>98,3%</b>	<b>10,8%</b>	
Frais financiers	11 288 489	19 370 000	16 514 030	85,3%	46,3%	
<b>Total Général</b>	<b>1 175 933 024</b>	<b>1 332 695 540</b>	<b>1 306 880 389</b>	<b>98,1%</b>	<b>11,1%</b>	

## Evolution des dépenses de fonctionnement réalisées depuis 2014



**Répartition des dépenses opérationnelles en section de fonctionnement 2023 par politique : 1 253,4 M€  
(sur un budget total en fonctionnement de 1 306,9 M€)**



**MISSION AMENAGEMENT ET DEVELOPPEMENT DU TERRITOIRE**  
**199 359 242 € (15,9 % des dépenses opérationnelles de fonctionnement)**

**🇫🇷 Politique publique « Développement territorial » : 7 212 371 €**

Premier poste des dépenses réalisées au titre du développement territorial, la « **Promotion du territoire** » a mobilisé en 2023, **4,1 M€** dont **1,7 M€** destinés au financement des missions de service public conduites par Seine-et-Marne Attractivité, conformément au contrat d'objectifs et de moyens signé avec le Département. Les subventions et autres dépenses s'élèvent à **0,74 M€** et concernent la mission stratégique préfigurant la mission Seine-et-Marne 2040 (**0,30 M€**), la mission marketing territorial lié notamment aux prochains JO (**370 000 €**) et le GIP Emploi Roissy (**60 000 €**).

Le domaine du « **Développement local** » est le deuxième poste de dépenses de cette politique (**2,2 M€**). En 2023, **1,6 M€** ont été reversés au CAUE dans le cadre de la taxe d'aménagement. L'enveloppe ouverte au titre du développement du réseau est liée au fonctionnement du Syndicat Mixte « Seine-et-Marne Numérique » (**0,3 M€**). Les contrats intercommunaux ont généré une dépense de **0,07 M€**, pour le Parc Naturel Régional du Gâtinais Français. Enfin le soutien au développement local à travers divers partenariats a représenté (**0,2 M€**).

L'« **Agriculture** », représente **0,7 M€** de dépenses en 2023, dont une subvention annuelle de **0,5 M€** pour la Chambre d'Agriculture. Il faut également mentionner **0,3 M€** pour des subventions diverses. Les « **Affaires internationales et européennes** » (**0,2 M€**) regroupent les partenariats internationaux (**70 000 €**) et le montage des dossiers de demandes d'aides européennes avec la cotisation à « Ile de France Europe » (**123 346 €**).

**🇫🇷 Politique publique « Protection de l'environnement » : 3 133 248 €**

Les « **espaces naturels sensibles** » représentent au sein du domaine « **Environnement** » (**2,2 M€**), une dépense de **1,4 M€** en 2023. **0,3 M€** ont été versés à l'Office National des Forêts pour l'entretien des forêts domaniales, **0,5 M€** en subventions, (dont **0,1 M€** à Seine-et-Marne Environnement) et **0,6 M€** en frais d'entretien et de fonctionnement. On peut y ajouter les crédits de l'action « **environnement et développement durable** » (**0,8 M€**) avec les services d'accompagnement à la rénovation énergétique (SARE) de **0,4 M€** et une subvention de **0,3 M€** versée à Seine-et-Marne Environnement.

Sur le domaine de « **l'Eau** », une enveloppe de **1 M€** a été réalisée en 2023 et cela majoritairement pour le fonctionnement du « **laboratoire Départemental d'Analyses** » (**0,47 M€**). Les autres dépenses du domaine concernent les « **cours d'eau** » (**0,3 M€**), « **l'eau potable** » (**0,2 M€**) et « **l'assainissement** » (**8 875 €**).

**🇫🇷 Politique publique « Routes départementales » : 12 408 919 €**

L'essentiel des dépenses de cette politique concerne « **l'Entretien du réseau départemental** » qui a mobilisé **12,1 M€** en 2023. Il s'agit essentiellement de l'achat de fournitures de voirie (granulats, sel de déneigement, peintures...), de carburant, de prestations d'entretien et de réparations. A cette action s'ajoutent l'entretien des plantations (**0,75 M€**) et les études de voirie (**0,1 M€**) ou encore les aménagements extérieurs des ARD (**3 385 €**) et l'aménagement du réseau routier (**0,3 M€**).

## Politique publique « Sécurité » : 116 070 649 €

La participation départementale au budget de fonctionnement du SDIS, fixée par la convention, s'est élevée en 2023 à **116 M€**.

Enfin, les autres dépenses de cette politique concernent les « **opérations de sensibilisation à la sécurité routière** » (**28 149 €**).

## Politique publique « Transports » : 60 534 055 €

Le 1<sup>er</sup> domaine de cette politique concerne les « Transports scolaires » avec **36,6 M€** de crédits consommés en 2023.

En 2023 les circuits spéciaux ont généré **9,5 M€** de dépenses. L'aide au forfait Imagine R pour les élèves de primaire et les collégiens, l'aide pour les élèves seine-et-marnais scolarisés en internat et l'aide au salaire des accompagnateurs scolaires ont mobilisé **10,5 M€**. Enfin, pour le « **transport des élèves et étudiants handicapés** », le Département a dépensé **15,5 M€** en 2023.

Les réalisations du 2<sup>ème</sup> domaine de cette politique, les « Transports publics », s'élèvent à **24 M€**. Le premier poste de dépenses en volume est la « **participation au fonctionnement d'Ile-de-France Mobilités** » (**9,2 M€**). Le second poste correspond aux versements effectués à notre délégataire de service public du réseau « **PAM77** » à hauteur de **7,3 M€**. Une enveloppe de **3,4 M€** a été nécessaire au fonctionnement du dispositif « **améthyste et autres** ». Les autres dépenses du domaine concernent les « **lignes express** » pour **2,3 M€**, les « **points d'arrêt** » et plus précisément la maintenance des abris voyageurs, la conception des supports de communication et leur affichage (**0,6 M€**), ainsi que le « **transport à la demande** » (**1,1 M€**). Ce dernier poste finance notre soutien aux collectivités pour le fonctionnement des services de transport à la demande Proxi'bus ainsi que Filéo. Enfin, diverses opérations « **d'infrastructures de transport** » et des « **opérations de subvention** » ont nécessité **113 539 €** de crédits en 2023.

**MISSION DEVELOPPEMENT SOCIO-EDUCATIF, CULTUREL ET SPORTIF**  
**70 714 744 € (5,6 % des dépenses opérationnelles de fonctionnement)**

 **Politique publique « Culture et Patrimoine » : 8 149 451 €**

Représentant 67 % des dépenses de cette politique, le « Développement culturel » a mobilisé 5,4 M€ en 2023. Une enveloppe de 1,2 M€ a été allouée à Act'Art. Les subventions versées en matière « d'actions culturelles » ont représenté 2,7 M€. Au sein de cette enveloppe, les scènes nationales ont mobilisé 0,5 M€ (la Ferme du Buisson à Noisiel (0,3 M€) et le théâtre de Sénart à Lieusaint (0,2 M€)). « L'enseignement artistique » a mobilisé quant à lui, un montant global de 0,8 M€ tandis qu'une enveloppe de 150 000 € a permis de soutenir les « compagnies professionnelles ». Pour un montant de 0,56 M€, des crédits ont financés les « manifestations culturelles et festivals ». Pour le reste, les dépenses relevant du domaine développement culturel ont été consacrées principalement aux « contrats triennaux de développement culturel » et aux « anciens combattants » (20 000 €).

Les actions en faveur du « Développement de la lecture publique » (0,8 M€) se sont essentiellement traduites par le « développement de l'offre documentaire » (0,4 M€). A cela, s'ajoute le « développement culturel » avec le prix départemental de la nouvelle policière, et les actions culturelles pour la lecture (0,3 M€).

Enfin, l'enveloppe consacrée à diverses animations dans les médiathèques, à des formations ou encore à des éditions a représenté 100 000 €.

Les crédits alloués aux autres domaines ont permis de poursuivre la valorisation des collections départementales en matière « d'Archives » (0,3 M€), en faveur des « Musées » (0,6 M€) ou de notre « Patrimoine » (1,1 M€) dont 0,6 M€ au titre du château de Blandy-les-Tours et 0,3 M€ pour le festival du Patrimoine.

 **Politique publique « Education et formation » : 56 906 729 €**

L'enveloppe consacrée à la « Vie des collèves » représente 81 % de la politique de L'EDUCATION ET DE LA FORMATION, soit un montant global de 46,1 M€. Au premier rang de ces dépenses, il faut citer la participation du Département aux « budgets des collèves publics et privés » (respectivement 37,3 M€ et 5,8 M€ intégrant le forfait d'externat versé aux collèves privés). Au sein de cette enveloppe de 37,3 M€, le Département soutient les collectivités propriétaires et/ou gestionnaires d'équipements sportifs, en participant aux frais occasionnés par l'utilisation de leurs équipements sportifs par les collégiens. Ainsi, 1,5 M€ ont permis de soutenir les collectivités pour les frais engendrés par la mise à disposition de leurs équipements sportifs au profit des collèves, dans le cadre de la pratique de l'EPS et de l'UNSS.

Viennent ensuite, les « équipements et matériel TICE » pour un montant global de 1,5 M€ et les dépenses d'équipement et de suppléance des personnels ATTEE (0,4 M€).

La « restauration scolaire » et les « autres dépenses » liées à la vie des collèves ont généré chacune 0,6 M€ et 0,4 M€.

Au sein du domaine « Bâtiments des collèves » (7,2 M€), « l'entretien et les grosses réparations » ont mobilisé une enveloppe de 6,06 M€. La « construction, l'extension et la réhabilitation » des collèves nécessitent 1,17 M€ pour la location de bâtiments démontables, les dépenses d'assurances et les sinistres.

Les « Actions éducatives et d'appui à la scolarité » ont mobilisé 3,3 M€ dont 2,5 M€ en « aides à la restauration scolaire ». Il faut y ajouter les aides aux projets éducatifs (0,8 M€), notamment les actions d'orientation et de découverte des métiers.

Enfin « l'Enseignement supérieur et la recherche » a représenté 0,3 M€ en 2023.

## Politique publique « Jeunesse et sport » : 5 658 564 €

Une part essentielle des dépenses relatives aux « Activités sportives » (5,1 M€) a concerné le « **soutien au sport civil** » (2 M€). Sur ce montant, 1,1 M€ a bénéficié à des associations sportives civiles tandis que les aides apportées aux manifestations sportives s'élevaient à 0,3 M€. Toujours en faveur du sport civil, les écoles multisports (200 000 €) et les comités départementaux et leurs projets sportifs ont été soutenus (0,4 M€). L'aide au « **sport scolaire** » (0,6 M€) s'est traduite en dotations au bénéfice de 112 collèges et en subventions pour 135 associations. Parallèlement, le « **sport de haut niveau** » a représenté une dépense de 1,1 M€, essentiellement dans le cadre de contrats d'objectifs et d'aides directes à des clubs de très haut niveau. S'y ajoute une enveloppe de 200 000 € concernant les « **sports nature** » et plus particulièrement les Iles de loisirs. Enfin, les autres évènements sportifs ont généré 1,1 M€ de dépenses dont 0,4 M€ pour les JOP Paris 2024

Les actions du Département en direction de la « Jeunesse » menées spécifiquement au sein du service jeunesse de la DCEJ ont conduit à une dépense de 0,6 M€.

Une première enveloppe a été consacrée aux « **aides aux associations de jeunesse et d'éducation populaire** ». Elle a permis de verser 0,4 M€ à 15 organismes ou fédérations de jeunesse et d'éducation populaire. Ces actions sont complétées par les « **aides aux projets et initiatives jeunes** » (200 000 €) qui ont pour objectif de soutenir les jeunes par le biais de 2 dispositifs : les bourses B.A.F.A. (32 000 €) et le financement de projets jeunes (150 000 €).

### MISSION SOLIDARITE

709 108 467 € (56,6 % des dépenses opérationnelles de fonctionnement)

## Politique publique « Enfance et famille » : 192 774 992 €

Représentant 81,8 % des dépenses de cette politique, les « Frais d'hébergement des enfants » ont mobilisé 157,6 M€. Ces frais sont répartis entre « l'accueil en établissement » (115,3 M€), « l'accueil familial » (37,2 M€) et les « prestations en faveur des enfants » (5,1 M€). Sur ce dernier poste, on trouve principalement les prestations destinées aux enfants accueillis (2,7 M€), les dépenses relatives aux visites médiatisées permettant de maintenir les liens parents-enfants (2 M€) et des frais divers (0,3 M€).

Les dépenses de « Protection et de prévention des enfants à domicile » ont représenté 26,5 M€, dont la « protection en milieu ouvert » (15,3 M€) qui regroupe les crédits relatifs aux Aides Educatives en Milieu Ouvert (AEMO), aux Aides Educatives en Milieu Ouvert Renforcées (AEMO R) ainsi que l'allocation « Contrat Autonomie Jeunes Majeurs » (CAJM), et la « prévention spécialisée » (5,2 M€). A cela s'ajoutent, au titre du « soutien et de la prévention en milieu ouvert », l'action éducative à domicile et l'action éducative à domicile renforcée (5,1 M€), les allocations d'aides aux familles (0,5 M€) et les subventions et participations (0,3 M€).

Le dernier domaine de cette politique concerne les « Aides à la fonction parentale et à l'enfant ». Ces dépenses d'un montant global de 8,7 M€ se déclinent principalement en subventions pour le « fonctionnement des modes d'accueil de la petite enfance » (5,9 M€). Par ailleurs, 1,8 M€ a été consacré aux « actions de PMI ». A ce domaine sont rattachés, les frais de « formation des assistants maternels » (0,3 M€), les participations au fonctionnement des centres de « planification familiale » (0,3 M€) ainsi que des versements effectués aux associations œuvrant dans le « soutien à la parentalité » (0,2 M€).

### Politique publique « Habitat » : 3 483 860 €

La part essentielle des dépenses liées à l'habitat correspond à la participation du Département au « **fonds de Solidarité Logement** » (2,2 M€). Cette dernière permet de financer notamment des aides individuelles, sous forme de prêts remboursables ou de secours, pour l'accès ou le maintien dans le logement, la résorption des dettes liées aux fluides (eau, gaz, électricité) ainsi que certaines mesures d'accompagnement social.

Les « **autres actions d'insertion par le logement** » (1,3 M€) participent au financement des missions de nos partenaires, tels que INITIATIVES77, Relais Jeunes 77, ADIL 77 ou la gestion des aires de grands passages des gens du voyage.

### Politique publique « Insertion » : 225 277 775 €

Les allocations RSA représentent 92 % des dépenses de cette politique et augmentent de + 3,6 % par rapport à 2022 soit un montant réalisé de 207,4 M€. Toujours au sein du domaine « **Dispositif RSA** », il faut mentionner trois autres actions : les « **emplois aidés** » (2,4 M€), « **l'accompagnement des bénéficiaires du RSA** » pour 2,6 M€ et les mesures « **d'insertion par l'activité économique** » (2,4 M€) ou par « **l'emploi** » (6,1 M€).

Le domaine des « **Autres dispositifs d'insertion** » a représenté 4,3 M€ de dépenses en 2023. Il regroupe les fonds d'aide d'urgence (1,4 M€), les actions d'insertion sociale et médico-sociale (1,5 M€ principalement en faveur des secteurs caritatif ou humanitaire) et les dispositifs d'insertion des jeunes (1 M€). Les dépenses restantes concernent les Plans Locaux d'Insertion pour l'Emploi (0,3 M€ cofinancés par le FSE), les services en prestations juridiques, accompagnement et soutien (117 371 €) et les dépenses liées au soutien des MDS (0,07 M€).

### Politique publique « Personnes âgées » : 102 204 665 €

« **L'hébergement des Personnes âgées** » (44,7 M€), se répartit entre les frais d'hébergement proprement dits (19,4 M€) et l'Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA), versée aux établissements ou aux bénéficiaires (25,3 M€).

Les dépenses liées au « **Maintien à domicile des personnes âgées** » ont représenté 57,5 M€ dont 46,6 M€ destinés à l'Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA). Par ailleurs, les participations liées aux Pôles Autonomie Territoriaux et aux accords passés avec la CNSA s'élèvent à 8,1 M€ et les actions extra légales menées en faveur des personnes âgées à 0,4 M€.

### Politique publique « Personnes handicapées » : 185 046 360 €

« **L'hébergement des personnes handicapées** » s'élève à 127,9 M€ dont 115,4 M€ pour les frais liés à l'hébergement proprement dit, 9,7 M€ pour le financement des services d'accompagnement et 1,8 M€ pour les frais liés à la dépendance répartis entre la Prestation de Compensation du Handicap (1,5 M€) et l'Allocation Compensatrice pour Tierce Personne (0,3 M€). « **L'accueil familial** » a mobilisé, quant à lui, 0,9 M€.

Les aides au « **Maintien à domicile** » se sont élevées à 57,1 M€. La Prestation de Compensation du Handicap (P.C.H.) a représenté 48,6 M€ et l'Allocation Compensatrice pour Tierce Personne (A.C.T.P.) 5,1 M€. La « **maison départementale des personnes handicapées (MDPH)** » a perçu 2,9 M€ pour son fonctionnement. Les crédits restants ont permis de financer des « **actions extra-légales** » (0,3 M€).

 **Politique publique « Santé publique » : 320 814 €**

L'action « **démographie médicale** » qui est dédiée à la poursuite des engagements du Département à destination des étudiants par le financement des bourses aux étudiants en professions de santé, et à l'aide au fonctionnement des maisons de santé pluri professionnelles et universitaires, a représenté **320 814 €**.

<b>MISSION FONCTIONNELLE</b> <b>274 240 470 € (21,9 % des dépenses opérationnelles de fonctionnement)</b>
--

 **Politique publique « Conduite des politiques départementales » : 1 357 884 €**

Les dépenses de cette politique concernent principalement le domaine de la « Communication » avec une enveloppe consommée de **1,1 M€**. Elle finance d'une part, les éditions de « Seine et Marne Magazine » et d'autres documents d'information locale plus ciblée ainsi que les achats d'espaces dans la presse locale, le fonctionnement du site internet, les relations de presse ou encore la communication interne. D'autre part, l'enveloppe communication prend en charge le versement de subventions (72 500 €).

Au domaine « Présidence et cabinet » (**0,2 M€**) sont rattachées plusieurs cotisations et subventions à des associations d'élus locaux (Assemblée des Départements de France, Association des Maires de Seine-et-Marne ou Association des maires ruraux de Seine-et-Marne).

 **Politique publique « Direction et animation de l'action départementale » : 1 407 282 €**

La première enveloppe de cette politique concerne l'ensemble des dépenses financières autres que les frais financiers comme les services bancaires et les prestations de conseils (**0,5 M€**). La seconde enveloppe (**0,5 M€**) finance les « études diverses » dont la signalétique de certaines opérations de travaux mais aussi les dépenses liées à la « documentation » (documentation générale et technique, documentation informatisée, gestion de documents « presse », droits de copiage...). La dernière enveloppe concerne les frais de perception de la Taxe Locale sur la Consommation Finale d'Electricité (**4 456 €**) et le remboursement des indus TAM (**0,4 M€**).

 **Politique publique « Moyens généraux » : 26 970 622 €**

Premier poste de dépense de cette politique, la « Gestion du patrimoine immobilier » a généré **8,2 M€** de dépenses principalement sur les fluides (**5,8 M€**), les loyers et charges locatives (**0,8 M€**), les impôts et taxes foncières (**1 M€**) et le gardiennage (**0,6 M€**).

Deuxième poste, les « Systèmes d'information » ont représenté une dépense de **7,7 M€** répartie en entretien et maintenance (**2,2 M€**), en frais d'infrastructures téléphoniques (**1,2 M€**) et en prestations et fournitures (**4,2 M€**).

La « Logistique » a mobilisé **6,1 M€** dont les fournitures et services divers (**2,5 M€**), l'entretien des locaux (**2 M€**), la gestion de la flotte automobile (**1,4 M€**) et le matériel et mobilier (**0,1 M€**).

Enfin, il faut mentionner, les « Etudes et la prévention des risques », dépenses liées aux primes d'assurance, aux sinistres et aux conseils juridiques (**2,4 M€**) et les dépenses d'entretien et de réparations des « Bâtiments départementaux » (**2,6 M€**) dont **1,1 M€** au titre des bâtiments sociaux, **1,1 M€** pour l'Hôtel du Département et ses annexes et **0,4 M€** pour les Agences Routières Territoriales.

 **Politique publique « Ressources humaines » : 244 504 682 €**

L'ensemble des dépenses de cette politique a augmenté de 23% pour atteindre **244,5 M€** dont **95 %** concernent la « masse salariale ».

La « masse salariale » (**231,4 M€**) a augmenté de 26% entre 2022 et 2023.

Par ailleurs, une enveloppe de **6,8 M€** a été consacrée aux actions en faveur du personnel : elle finance notamment la subvention au COS (**1,2 M€**) et les prestations sociales diverses (**5,6 M€**). Viennent s'y ajouter les « frais de formation » et de « recrutement » (**1,9 M€** et **0,4 M€**) ainsi que les frais liés aux déplacements (**0,8 M€**), aux assurances (**1,1 M€**) et à l'intérim (**2 M€**).

## **1-4.B – Gestion pluriannuelle en fonctionnement**

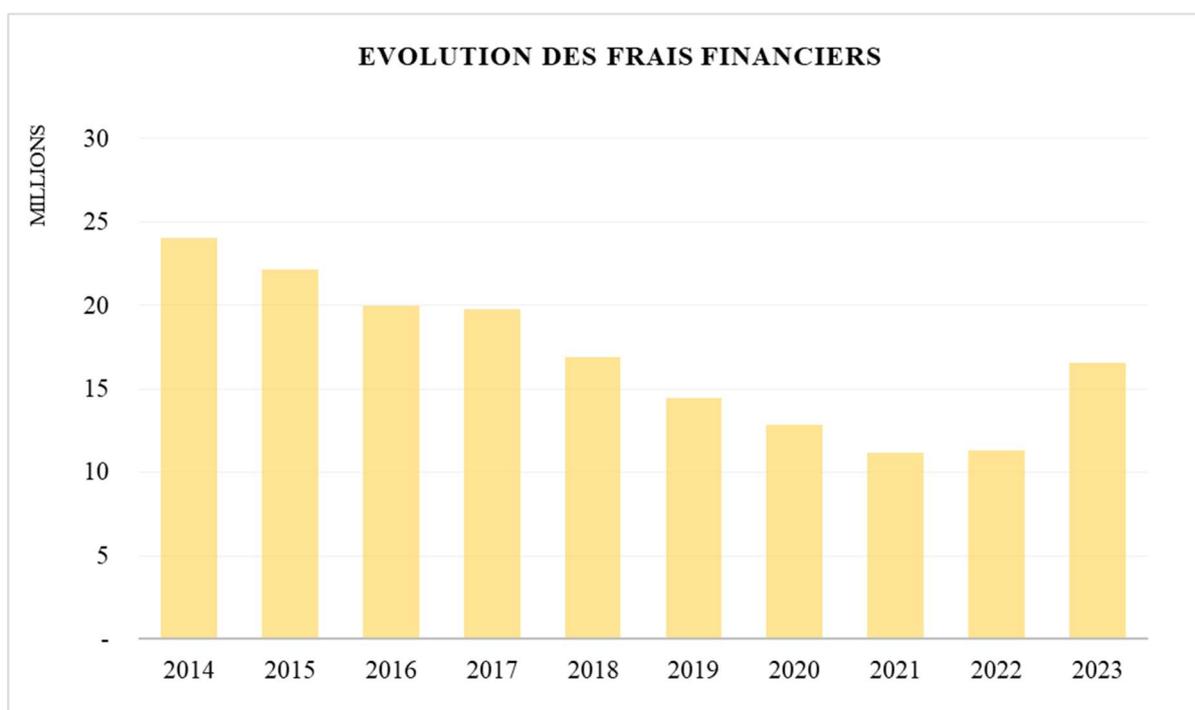
Les engagements pris en termes d'autorisations d'engagement non réalisées s'élevaient au 31 décembre 2023 à **20,7 M€**. Ce montant reste marginal par rapport au volume des crédits de paiement consommés en 2023 en fonctionnement (moins de 1,6 % des dépenses réelles de fonctionnement du Département).

Ce faible montant en engagements pluriannuels en fonctionnement est la conséquence d'un recours restreint à la procédure des autorisations d'engagement en fonctionnement, presque toutes les dépenses ayant un caractère annuel. Le recours aux AE est réservé aux seuls engagements dont l'exécution excède très largement l'exercice budgétaire, au-delà du simple glissement d'exécution.

Il concerne principalement le domaine de l'insertion (**12,2 M€**) avec des programmes de formation qui dépassent, lorsqu'ils sont engagés, le cadre de l'année civile. Dans le domaine des transports, il s'agit essentiellement des dépenses relatives au TZEN 2.

### **1-4.A 2 – Les frais financiers et les prélèvements sur les recettes fiscales**

**✚ Frais financiers : 16 514 029,70 €**



En 2023, les frais financiers ont représenté une charge de 16,5 M€ pour le Département qui se décompose de la façon suivante :

- les intérêts résultant de la dette à long terme pour **15,2 M€**,
- les charges financières liées aux instruments de couverture ou « swaps » pour **0,5 M€** soit un montant légèrement inférieur à 2022 due à l'amortissement progressif du capital couvert par ce contrat,
- l'augmentation des intérêts courus non échus (+ **0,8 M€**) de **3,8 M€** en 2022 à **4,6 M€** en 2023.

L'augmentation des frais financiers de **5,2 M€** (hors indemnité de remboursement anticipé, à caractère ponctuel) entre le CA 2022 et le CA 2023 est dû au contexte financier de 2023 qui s'est caractérisé par une remontée des taux durant toute l'année 2023.

Du fait de l'augmentation des taux d'intérêt sur l'année 2023, l'augmentation du montant des frais financiers est importante, puisque par un souci de diversification de la structure de la dette départementale 42 % des emprunts ont été conclus à taux variable.

Dans un contexte où les taux évoluent à la hausse en 2023, la stratégie portée par le Département en 2023 a consisté à favoriser les taux variables avec deux emprunts d'un montant global de 50 M€ auprès de la BEI, puisque à terme les taux variables ne peuvent que diminuer lorsqu'ils ont été conclus en période où ils sont hauts (contrairement à un taux fixe élevé qui le reste durant toute la durée du contrat).

En 2023, le taux moyen de la dette long terme du Département après couverture ressort à 2,85 % contre 1,88 % en 2022 et 1,80 % en 2021.

#### **Prélèvements du fonds national de péréquation des DMTO: 33 318 687 €**

Depuis 2020, un seul fonds national de péréquation des droits de mutation à titre onéreux a remplacé les trois anciens fonds de péréquation basés sur les DMTO : le fonds national de péréquation sur les DMTO (FNPDMTO) créé en 2011, le fonds de solidarité sur les DMTO (FSDMTO) créé en 2014 et le fonds de solidarité interdépartemental (FSID) créé en 2019.

Ce fonds est alimenté par deux prélèvements :

- le premier prélèvement est égal à 0,34 % du montant de l'assiette des DMTO de droit commun n-1 de l'ensemble des Départements (et de la Ville de Paris et de la Métropole de Lyon)
- le second prélèvement, d'un montant de 750 M€, concerne les départements dont l'assiette par habitant des DMTO est supérieure à 75 % de l'assiette par habitant de l'ensemble des départements. Ce second prélèvement est réparti en trois tranches. Le montant prélevé au titre de ce second prélèvement ne peut excéder 12 % du produit des DMTO n-1 du Département.

Lorsque le montant total des deux prélèvements est supérieur à 1,6 Mds€, le Comité des finances locales peut décider de mettre en réserve, dans un fonds de garantie départemental des corrections conjoncturelles, tout ou partie de l'excédent.

En 2023, le montant total du prélèvement s'est élevé à 1 907,9 M€ et le CFL a décidé de ne constituer aucune nouvelle mise en réserve. Le Département a subi en 2023 un prélèvement de 33,3 M€ en faveur du fonds national de péréquation des droits de mutation (FNPDMTO) contre 35,1 M€ en 2022. Ce prélèvement enregistre une baisse de - 5,0 % entre 2022 et 2023 en raison du produit des DMTO du Département resté stable alors que celui de l'ensemble des Départements a enregistré une croissance de + 1,7 % en 2022.

#### **Prélèvement du fonds national de péréquation de la CVAE**

En 2023, le Fonds national de péréquation de la CVAE a été supprimé et intégré au calcul de la fraction de taxe sur la valeur ajoutée compensant la CVAE. Au regard de la baisse de - 15,1 % du produit de la CVAE en 2022, le Département n'aurait subi aucun prélèvement au titre du fonds national de péréquation en 2023.

### **1-4.B – Gestion pluriannuelle en fonctionnement**

Les engagements pris en termes d'autorisations d'engagement non réalisées s'élevaient au 31 décembre 2023 à **20,7 M€**. Ce montant reste marginal par rapport au volume des crédits de paiement consommés en 2023 en fonctionnement (moins de 1,6 % des dépenses réelles de fonctionnement du Département).

<b>Missions / Politiques</b>	<b>Montant des Autorisations d'engagement à fin 2023</b>	<b>Réalisations à fin 2023</b>	<b>Reste à financer (au delà de 2023)</b>
Développement territorial	10 469 122	10 119 877	349 246
Protection de l'environnement	3 661 363	3 272 095	389 268
Routes départementales	84 112	84 112	-
Sécurité	525 344	453 797	71 547
Transports	4 755 527	3 638 103	1 117 424
<b>1 - Mission aménagement et développement du territoire</b>	<b>19 495 469</b>	<b>17 567 984</b>	<b>1 927 485</b>
Culture et patrimoine	8 924 648	8 145 948	778 700
Education formation	11 382 938	5 764 724	5 618 214
Jeunesse, sports et loisirs	475 762	475 762	-
<b>2 - Mission développement socio-éducatif, culturel et sportif</b>	<b>20 783 348</b>	<b>14 386 434</b>	<b>6 396 914</b>
Habitat	2 031 842	1 992 210	39 632
Insertion	146 289 887	134 103 587	12 186 301
Personnes âgées	468 949	468 949	-
<b>3 - Mission solidarité</b>	<b>148 790 678</b>	<b>136 564 745</b>	<b>12 225 933</b>
Direction et animation de l'action départementale	834 689	834 689	-
Moyens généraux	791 564	585 097	206 466
<b>4 - Mission fonctionnelle</b>	<b>1 626 253</b>	<b>1 419 786</b>	<b>206 466</b>
	<b>190 695 747</b>	<b>169 938 949</b>	<b>20 756 798</b>

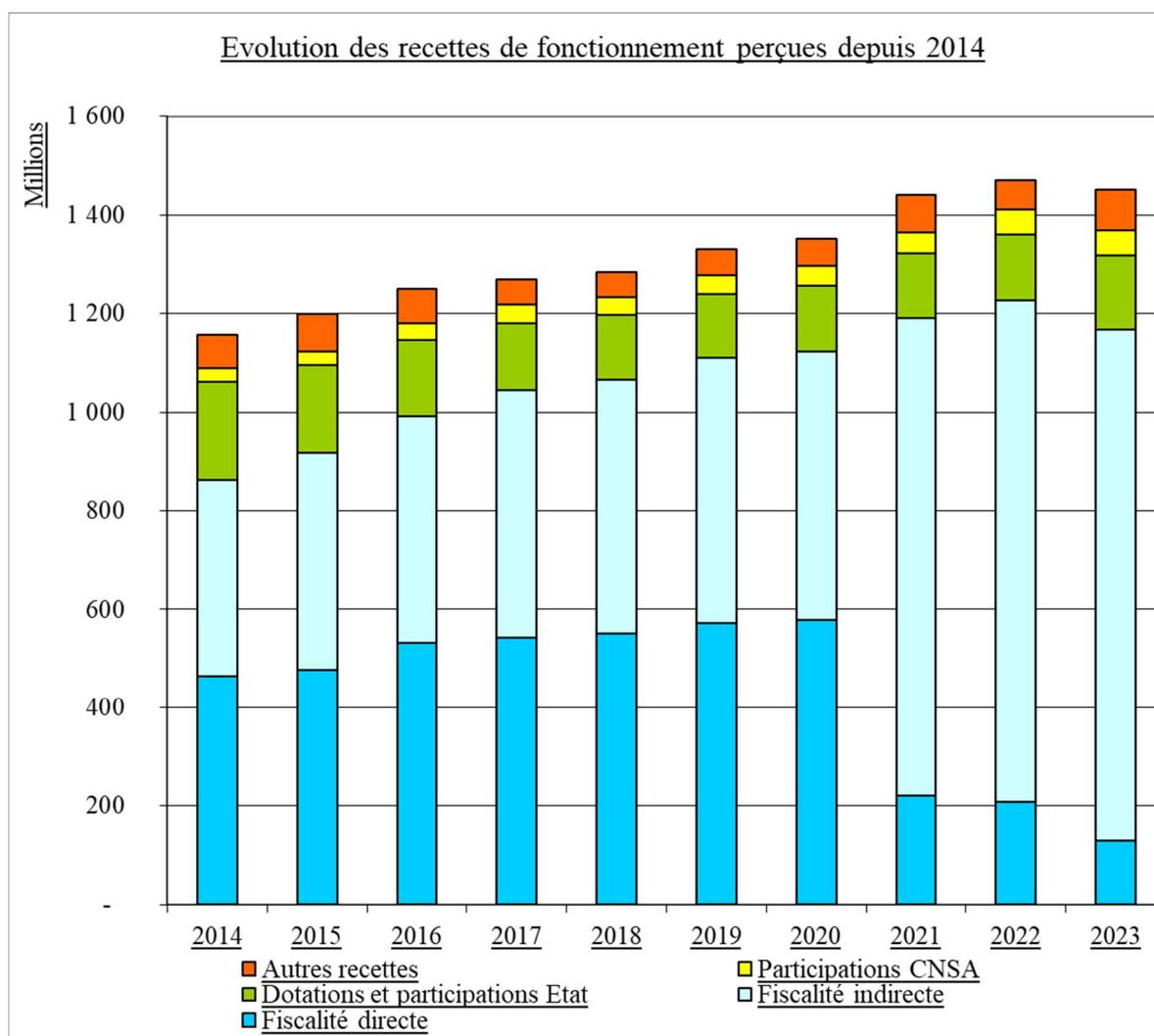
Ce faible montant en engagements pluriannuels en fonctionnement est la conséquence d'un recours restreint à la procédure des autorisations d'engagement en fonctionnement, presque toutes les dépenses ayant un caractère annuel. Le recours aux AE est réservé aux seuls engagements dont l'exécution excède très largement l'exercice budgétaire, au-delà du simple glissement d'exécution.

Il concerne principalement le domaine de l'insertion (**12,2 M€**) avec des programmes de formation qui dépassent, lorsqu'ils sont engagés, le cadre de l'année civile. Dans le domaine des transports, il s'agit essentiellement des dépenses relatives au TZEN 2.

## 1-4.C – Les recettes de fonctionnement

S'agissant des recettes propres à chaque exercice (c'est-à-dire hors excédents antérieurs reportés), leur montant s'élève à **1 451,1 M€** au CA 2023 contre **1 470,2 M€** en 2022, soit une diminution de **- 1,3 %**. Les principales recettes se ventilent de la façon suivante :

Nature de recettes	CA 2022	Crédits inscrits 2023	CA 2023	Taux de réalisation	% évol
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises	77 567 893				-100,0%
Reversement part régionale CVAE	85 671 811	85 671 811	85 671 811	100,0%	0,0%
Imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux	3 889 066	4 056 364	4 317 898	106,4%	11,0%
Fonds national de garantie individuelle des ressources	17 925 606	17 925 606	17 925 606	100,0%	0,0%
Reversement du Fonds de solidarité des Départements de la Région IDF	9 461 115	8 673 822	8 673 822	100,0%	-8,3%
Frais de gestion de la Taxe foncière sur les propriétés bâties	13 709 371	14 200 093	14 200 093	100,0%	3,6%
<b>Fiscalité directe</b>	<b>208 224 862</b>	<b>130 527 696</b>	<b>130 789 230</b>	<b>100,2%</b>	<b>-37,2%</b>
Fraction de TVA compensatoire de la TFPB	394 208 413	405 035 261	404 970 269	100,0%	2,7%
Fraction de TVA compensatoire de la CVAE		92 278 138	92 263 331	100,0%	100,0%
Droits de mutation à titre onéreux	340 000 185	245 000 000	246 145 378	100,5%	-27,6%
Reversement du Fonds national de péréquation des DMTO	15 953 314	19 026 230	19 026 230	100,0%	19,3%
Taxe d'aménagement	17 477 465	15 000 000	17 368 789	115,8%	-0,6%
Taxe spéciale sur les conventions d'assurance	151 784 309	167 622 670	161 447 303	96,3%	6,4%
Taxe d'électricité	20 355 860	16 408 147	16 694 880	101,7%	-18,0%
Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques	75 650 744	63 099 102	75 449 010	119,6%	-0,3%
Redevances des mines	2 343 721	2 500 000	2 177 832	87,1%	-7,1%
Taxe additionnelle à la taxe de séjour	1 386 388	1 200 000	1 675 165	139,6%	20,8%
<b>Fiscalité indirecte</b>	<b>1 019 160 400</b>	<b>1 027 169 548</b>	<b>1 037 218 187</b>	<b>101,0%</b>	<b>1,8%</b>
Dotation globale de fonctionnement	91 556 797	92 230 170	92 230 170	100,0%	0,7%
Allocations compensatrices	21 866 498	21 485 696	21 575 385	100,4%	-1,3%
Dotation générale de décentralisation	4 120 007	4 120 007	4 120 007	100,0%	0,0%
Fonds de mobilisation départemental pour l'insertion	9 554 099	8 900 000	10 203 936	114,7%	6,8%
FCTVA (Part.fonc.)	1 494 440	1 413 432	1 413 432	100,0%	-5,4%
Autres participations de l'Etat	3 358 913	6 111 974	19 995 157	327,1%	495,3%
<i>sous-total Etat</i>	<i>131 950 753</i>	<i>134 261 279</i>	<i>149 538 086</i>	<i>111,4%</i>	<i>13,3%</i>
Participation versée au titre de l'APA 1	20 656 053	21 400 000	23 874 803	111,6%	15,6%
Participation versée au titre de l'APA 2 (Loi ASV)	7 607 775	5 000 000	6 713 705	134,3%	-11,8%
Participation versée au titre de la Conférence des financeurs (Loi ASV)	1 664 203	1 450 000	2 031 324	140,1%	22,1%
Participation versée au titre de la PCH	17 064 145	16 300 000	18 903 736	116,0%	10,8%
Autres participations CNSA (accord cadre, Ségur, habitats partagés, soutien aux professionnels)	5 614 193	4 454 000	6 770 292	152,0%	20,6%
<i>sous-total CNSA</i>	<i>52 606 371</i>	<i>48 604 000</i>	<i>58 293 859</i>	<i>119,9%</i>	<i>10,8%</i>
Autres participations	33 678 929	44 115 889	43 373 979	98,3%	28,8%
<b>Dotations et participations</b>	<b>218 236 053</b>	<b>226 981 168</b>	<b>251 205 925</b>	<b>110,7%</b>	<b>15,1%</b>
Produits du domaine et gestion courante	9 903 937	6 758 401	7 244 118	107,2%	-26,9%
Excédent des BA		200 000		0,0%	
Recourvts dép. aide sociale et indus	5 365 866	9 711 550	11 382 647	117,2%	112,1%
Produits financiers	341 433	428 862	463 043	108,0%	35,6%
Produits exceptionnels	6 486 950	5 906 859	9 966 165	168,7%	53,6%
Reprises sur provisions	2 527 863	2 880 220	2 880 220	100,0%	13,9%
<b>Autres recettes</b>	<b>24 626 049</b>	<b>25 885 892</b>	<b>31 936 194</b>	<b>123,4%</b>	<b>29,7%</b>
<b>Total Recettes de fonctionnement</b>	<b>1 470 247 364</b>	<b>1 410 564 304</b>	<b>1 451 149 536</b>	<b>102,9%</b>	<b>-1,3%</b>



L'année 2023 est marquée par la mise en œuvre de la réforme fiscale suite à la suppression de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises pour les collectivités territoriales dès 2023 et par la très forte baisse du produit des droits de mutation.

Le produit de la CVAE a été remplacé dès 2023 pour les collectivités territoriales par une fraction de la taxe sur la valeur ajoutée. Le panier de ressources du Département résultant des réformes fiscales successives est désormais composé à 71,5 % de produits de fiscalité indirecte en 2023.

Les recettes réelles de fonctionnement présentent, entre 2022 et 2023, une baisse globale de - 19,1 M€. Cette baisse provient pour l'essentiel de la diminution entre 2022 et 2023 de - 27,6 % du produit des droits de mutation.

Les **produits de la fiscalité directe** ont diminué en 2023 de - 37,2 % par rapport à 2022, passant de 208,2 M € à 130,8 M€.

La diminution du poste « fiscalité directe » résulte de l'application de la réforme fiscale supprimant la cotisation sur la valeur ajoutée (CVAE) pour les collectivités territoriales dès 2023 et la remplaçant par une nouvelle fraction de taxe sur la valeur ajoutée. Pour rappel, la perte de la CVAE fait suite aux réformes successives venues bouleverser depuis 2010 le panier de ressources des collectivités et des Départements en particulier. Le panier de ressources départemental est devenu, à l'issue des réformes fiscales successives, plus dépendant à la conjoncture économique et plus déconnectée du territoire et de ses évolutions.

La Loi de finances pour 2016 a réduit la part départementale de la CVAE de 48,5 % à 23,5 %, celle des Régions passant de 25 % à 50 % à compter de 2017. Cette nouvelle répartition de la CVAE entre

Régions et Départements visait à compenser aux Régions les charges nouvelles résultant du transfert de compétences en matière de transports interurbains routiers de voyageurs et de transports scolaires opéré par l'article 15 de la Loi NOTRe du 7 août 2015.

En Île-de-France, ces compétences relevaient déjà de l'échelon régional à travers le Syndicat des transports d'Île-de-France (STIF), en application des dispositions de l'ordonnance du 7 janvier 1959, modifiée, relative à l'organisation des transports de voyageurs en Île-de-France.

La Région Île-de-France doit par conséquent reverser au Département de Seine-et-Marne une attribution de compensation financière égale à 51,5 % (25/48,5èmes) du montant de la cotisation sur la valeur ajoutée perçue par le Département en 2016 et ce montant est figé dans le temps selon les termes de la Loi de finances pour 2016. Le Département perd ainsi le dynamisme de cette part de taxe au profit de la Région évalué en cumulé à - 35,3 M€ sur la période 2017 - 2022.

La Loi de finances pour 2021 a supprimé, à compter de 2021, la part régionale de la CVAE (50 % de la CVAE) et l'a remplacé pour les Régions par une part de TVA égale à la CVAE 2020 mais le reversement de la Région au Département n'a pas été modifié.

Le **reversement de la part de CVAE transférée à la Région** s'est ainsi élevé à **85,7 M€** en 2023.

Le rendement de l'**Imposition Forfaitaire sur les Entreprises de Réseau (IFER)** s'est élevé à **4,3 M€** en 2023 enregistrant une progression de + 11,0 %. Cet impôt concerne essentiellement les centrales électriques et les stations radio-électriques.

Comptabilisé dans une subdivision de la fiscalité directe (puisqu'il est alimenté par un prélèvement sur les produits fiscaux des collectivités locales qui ont bénéficié d'un gain dans le cadre de la réforme de 2010), le **Fonds National de Garantie Individuelle des Ressources (FNGIR)** s'est élevé au montant désormais figé de **17,9 M€**.

Créé à compter de 2014, le fonds de solidarité des Départements de la Région Ile-de-France dispose d'un montant global de 60 M€. Son fonctionnement repose sur un indice synthétique de ressources et de charges. Bénéficiaire du **Fonds de solidarité des Départements de la Région Ile-de-France (FSDRIF)**, le Département de Seine-et-Marne a reçu une attribution d'un montant de **8,7 M€** en 2023 contre 9,5 M€ en 2022. Cette diminution est la conséquence indirecte de l'expérimentation de la recentralisation du RSA sur le potentiel utilisé dans la répartition du FSDRIF.

En vue d'un meilleur financement des allocations individuelles de solidarité, les Départements se sont vus transférer à compter de 2014 le produit des frais de gestion de la TFPB. Ce produit (1 063 M€ en 2023), est réparti entre les Départements en deux parts, l'une de 70 % sur la base des restes à charge des Départements au titre des trois AIS et l'autre de 30 % en fonction d'un indice synthétique de ressources et de charges. Le produit de ces deux parts est ensuite pondéré par le revenu par habitant.

Le **reversement du produit des frais de gestion de la TFPB** au Département de Seine-et-Marne s'est élevé en 2023 à **14,2 M€** enregistrant une hausse de + 3,6 % par rapport à 2022.

Les **recettes de fiscalité indirecte** ont augmenté en 2023 de + **1,8 %** par rapport à 2022 passant de **1 019,2 M€** à **1 037,2 M€**. Cette croissance est la conséquence directe de la réforme fiscale engendrée par la suppression de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises atténuée par la forte baisse constatée du produit des droits de mutation.

Dans l'objectif de soutien de l'activité économique et de reconquête industrielle et une volonté de poursuivre l'allègement des impôts de production initié en 2021, la Loi de finances pour 2023 a prévu de supprimer les dernières parts de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) après avoir supprimé en 2021 la part régionale de la CVAE qui représentait la moitié de la CVAE. Pour respecter les objectifs de maîtrise des finances publiques, cette suppression a été prévue initialement en deux fois : une moitié en 2023 et totalement en 2024. La LFI pour 2024 a prévu d'échelonner à nouveau sur quatre années supplémentaires la suppression de la CVAE restante dans un objectif de conciliation de la maîtrise de la situation des finances publiques et de poursuite de la réduction des impôts de production.

Pour compenser cette perte de recettes des collectivités, la LFI pour 2023 a affecté, dès 2023, une nouvelle fraction de Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA). La base de compensation des Départements est égale à :

- la moyenne quadriennale du produit de la CVAE perçu en 2020, 2021, 2022 et qui aurait été perçu en 2023
- Augmentée de la moyenne quadriennale des compensations d'exonérations de CVAE perçu en en 2020, 2021, 2022 et qui aurait été perçu en 2023
- Augmentée ou diminuée du solde des moyennes triennales des prélèvements et des reversements en 2020, 2021 et 2022 au titre du Fonds National de Péréquation de la CVAE (FNPCVAE).

Chaque Département bénéficie, de façon uniforme sur le territoire, de la dynamique de TVA associée à la fraction dont il bénéficie. Au contraire, le bloc communal, voit la dynamique de la TVA affectée, au niveau national, à un fonds national d'attractivité économique des territoires dans l'objectif de maintenir l'incitation pour les communes et groupements de communes à attirer de nouvelles activités économiques sur leur territoire.

Contrairement à la fraction de TVA attribuée en remplacement de la perte de la TFPB en 2021, les Départements n'ont pas subi une année blanche mais ont bénéficié du dynamisme du produit de la TVA entre 2022 et 2023.

**La fraction de taxe sur la valeur ajoutée (TVA) compensant la part départementale de CVAE** perçue par le Département en 2023 s'est élevée à **92,3 M€** alors que le produit de la CVAE que le Département aurait perçu sans la réforme et que l'Etat a perçu s'est élevé au montant estimé de 99,5 M€, soit une perte estimée de 8,0 M€ en 2023.

Depuis 2021, la part départementale de taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) a été remplacée par une fraction de taxe sur la valeur ajoutée (TVA) dans le cadre de la réforme fiscale supprimant la taxe d'habitation sur les résidences principales. **La fraction de taxe sur la valeur ajoutée (TVA) compensant la part départementale de la TFPB** du Département s'est élevée à **405,0 M€** en 2023 contre 394,2 M€ en 2022. Cette fraction a enregistré une hausse de + 2,7 % en 2023 par rapport au produit encaissé en 2022. Elle doit cependant être diminuée d'une reprise en dépenses effectuée au titre de la TVA 2022 définitive qui s'est révélée inférieure au montant encaissé en 2022 sur la base des prévisions de l'Etat. Cette reprise s'est élevée à 3,6 M€ en 2023. La fraction de TVA 2023 retraitée de cette reprise au titre de 2022 enregistre en net une évolution de + 1,8 %.

Le produit de TVA perçu au titre de 2023 a augmenté de + 2,8 % par rapport au produit perçu au titre de 2022 (produits corrigés des reprises encaissées en n+1) contre + 5,1 % prévue initialement en Loi de finances pour 2023.

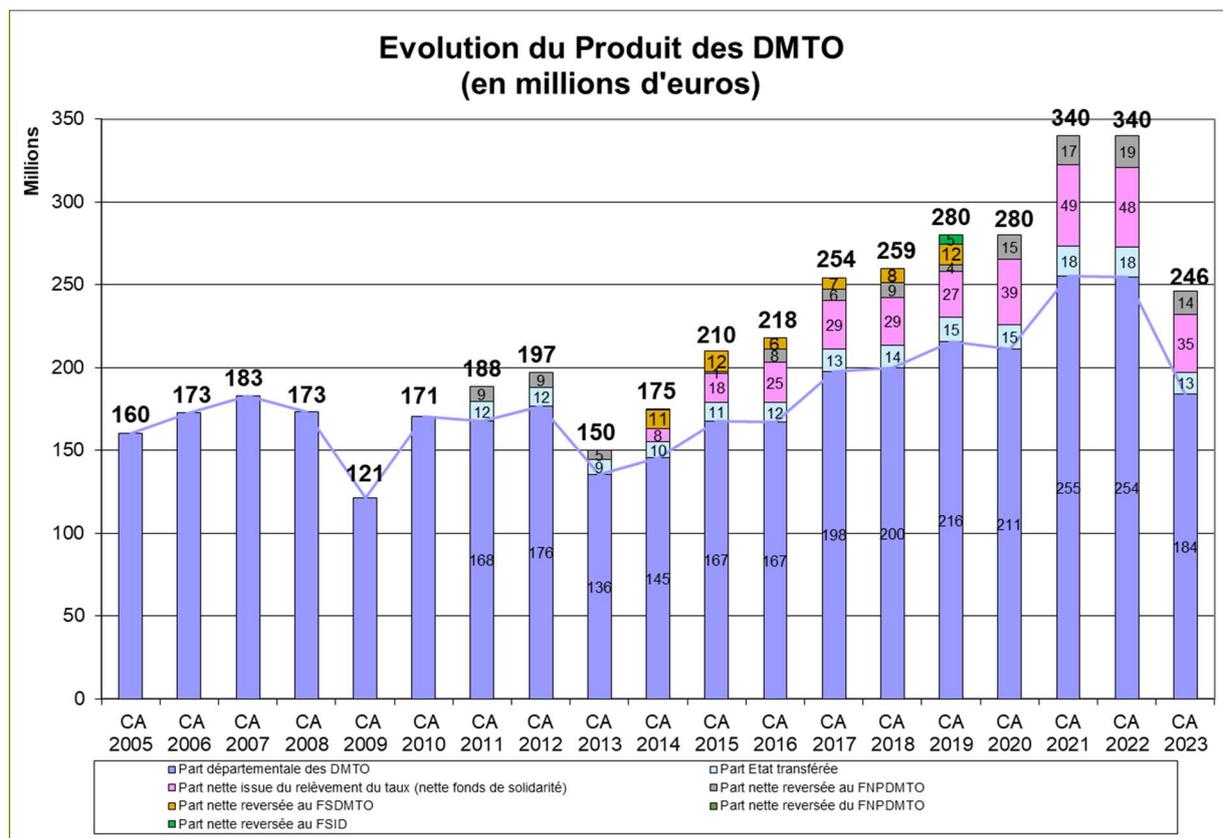
En complément du transfert du produit des frais de gestion de la TFPB pour permettre aux Départements de financer leur reste à charge sur les allocations individuelles de solidarité, l'Etat les a autorisés à relever le taux plafond des droits de mutation à compter 1<sup>er</sup> mars 2014 de 3,80 % à 4,50 %. Par une délibération du 13 janvier 2014, le Département a adopté l'augmentation du taux des DMTO à 4,50 % pour les actes passés et les conventions conclues à compter du 1<sup>er</sup> mars 2014 en Seine-et-Marne.

**Le produit des Droits de Mutation à Titre Onéreux (DMTO)** a diminué de - 27,6 % en 2023 passant de 340,0 M€ à **246,1 M€**. Cette diminution provient pour l'essentiel de la diminution du nombre de transactions.

Pour comparer le produit des DMTO depuis 2005, le produit 2023 doit être corrigé :

- de la part Etat transférée pour compenser une partie de la suppression de la taxe professionnelle (évaluée à 13,1 M€),
- du produit issu de la hausse du taux (évalué à 34,8 M€),
- de la contribution nette au fonds national de péréquation des DMTO (14,3 M€),

Le graphique ci-dessous illustre ainsi l'évolution réelle du produit des droits de mutation depuis 2005.



Sur proposition de l'ADF, la péréquation horizontale sur les DMTO a été réformée en Loi de finances pour 2020. Depuis 2020, le fonds national de péréquation des droits de mutation à titre onéreux a remplacé les trois fonds de péréquation existants basés sur les DMTO : le fonds national de péréquation sur les DMTO (FNPDMTO) créé en 2011, le fonds de solidarité sur les DMTO (FSDMTO) créé en 2014 et le fonds de solidarité interdépartemental (FSID) créé en 2019.

Les ressources du fonds de péréquation sont réparties en trois enveloppes :

- la première enveloppe, égale à 250 M€, est répartie entre les Départements selon les mêmes modalités que celle du FSID actuel
- la deuxième enveloppe, égale à 52 % du solde, est répartie entre les Départements selon des modalités analogues à celles du FNPDMTO.
- la troisième enveloppe, égale à 48 % du solde, est répartie entre les Départements selon les mêmes modalités que celle du FSDMTO.

Le montant total mis en répartition en 2023 s'est élevé à 1,9 Md€ sans mise en réserve préalable contrairement au 190,9 M€ mis en réserve en 2022 par le comité des finances locales.

Pour le Département de Seine-et-Marne, le **versement du fonds national de péréquation des droits de mutation** a atteint un montant de **19,0 M€** en 2023 contre 16,0 M€ en 2022. Le Département a bénéficié d'une attribution au titre de la deuxième et troisième enveloppe en raison de son potentiel financier par habitant inférieur au potentiel financier moyen des Départements. Parallèlement, le Département a contribué au fonds de péréquation des droits de mutation à hauteur de **33,3 M€** ce qui aboutit à une contribution nette du Département au fonds de **14,3 M€** en 2023.

Instituée en remplacement de la Taxe Départementale des Espaces Naturels Sensibles (TDENS) et la Taxe destinée au financement des CAUE (TDCAUE) depuis le 1<sup>er</sup> mars 2012, le produit de la **Taxe d'aménagement (TA)** s'est élevé à **17,4 M€** en 2023 contre 17,5 M€ en 2022. La Loi de finances pour 2021 a institué une réforme des modalités de gestion et de recouvrement de la taxe d'aménagement entrée en vigueur pour toutes les demandes d'autorisations d'urbanisme déposées à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2022. Cette réforme n'a produit aucun effet en 2023 comme en 2022 en raison des modalités de recouvrement pour l'essentiel.

Conformément à la répartition du taux adoptée par l'Assemblée départementale entre la politique des espaces naturels sensibles et le financement du CAUE, 0,2 % du taux voté de 2,2 % de la taxe d'aménagement est reversé au CAUE au cours de l'exercice d'encaissement.

**La Taxe Spéciale sur les Conventions d'Assurance (TSCA)** destinée à couvrir, d'une part, les charges relatives au SDIS et, d'autre part, les transferts de compétences intervenus en 2004, s'élève pour chacune de ces parts respectivement à **25,8 M€** (+ 4,3 % par rapport à 2022), et à **63,7 M€** en 2023 (+ 5,6 % par rapport à 2022).

Depuis 2011, la TSCA comprend également une nouvelle part accordée dans le cadre de la réforme de la fiscalité locale pour compenser, en partie, la suppression de la taxe professionnelle. Cette part a atteint en 2023 le montant de **72,0 M€** enregistrant une hausse de + 7,9 % par rapport à 2022. Au total, le produit 2023 de la TSCA a été de **161,4 M€**.

La TSCA s'étant révélée insuffisante à couvrir l'intégralité des charges induites par les transferts de compétences intervenus en 2004, une part complémentaire de TICPE est affectée aux Départements depuis 2008. Cette part s'est élevée à **12,3 M€** en 2023 (- 1,6% par rapport à 2022) et porte la compensation des transferts de compétences de 2004 à **76,0 M€** (+ 4,3 % par rapport à 2022).

Le produit de la **Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Énergétiques (TICPE)** a diminué de - 0,3 % entre 2022 et 2023. Outre cette part complémentaire (**12,3 M€**), cet impôt indirect vise à compenser à hauteur de **63,1 M€** pour 2023 les charges du Département au titre du RSA. Ce montant de compensation du RSA de 63,1 M€ est figé depuis 2014. Avec la part complémentaire de TICPE affectée aux charges de la décentralisation (**12,3 M€**), le produit total de la TICPE s'est élevé au total à **75,4 M€** en 2023.

Le produit de la **Taxe d'Électricité** perçu par le Département en 2023 a atteint le montant de **16,7 M€** contre 20,4 M€ en 2022 enregistrant une évolution de - 18,0 %. Cette diminution fait suite à la forte hausse constatée entre 2021 et 2022 et s'explique par la mise en place de la réforme introduite par la Loi de finances initiale pour 2021.

Dans un double objectif de simplification et d'harmonisation, la Loi de finances initiale pour 2021 a fusionné les taxes sur la consommation finale d'électricité et nationalisé leur gestion. Après l'alignement dès le 1er janvier 2021 des dispositifs juridiques et notamment les tarifs, les taxes communales et départementales sur la consommation finale d'électricité sont remplacées par une quote-part de la taxe intérieure sur la consommation finale d'électricité sans pouvoir de taux au 1er janvier 2022 pour la taxe départementale (TDCFE) et au 1er janvier 2023 pour la taxe communale (TCCFE). Au motif que les fournisseurs n'auront plus qu'à effectuer une déclaration unique, le prélèvement de 1,5 % du produit de la taxe dont bénéficiaient les fournisseurs d'électricité pour la délivrance des déclarations trimestrielles et du paiement de la taxe est supprimé et sera réattribué aux collectivités bénéficiaires.

En 2022, le Département a perçu :

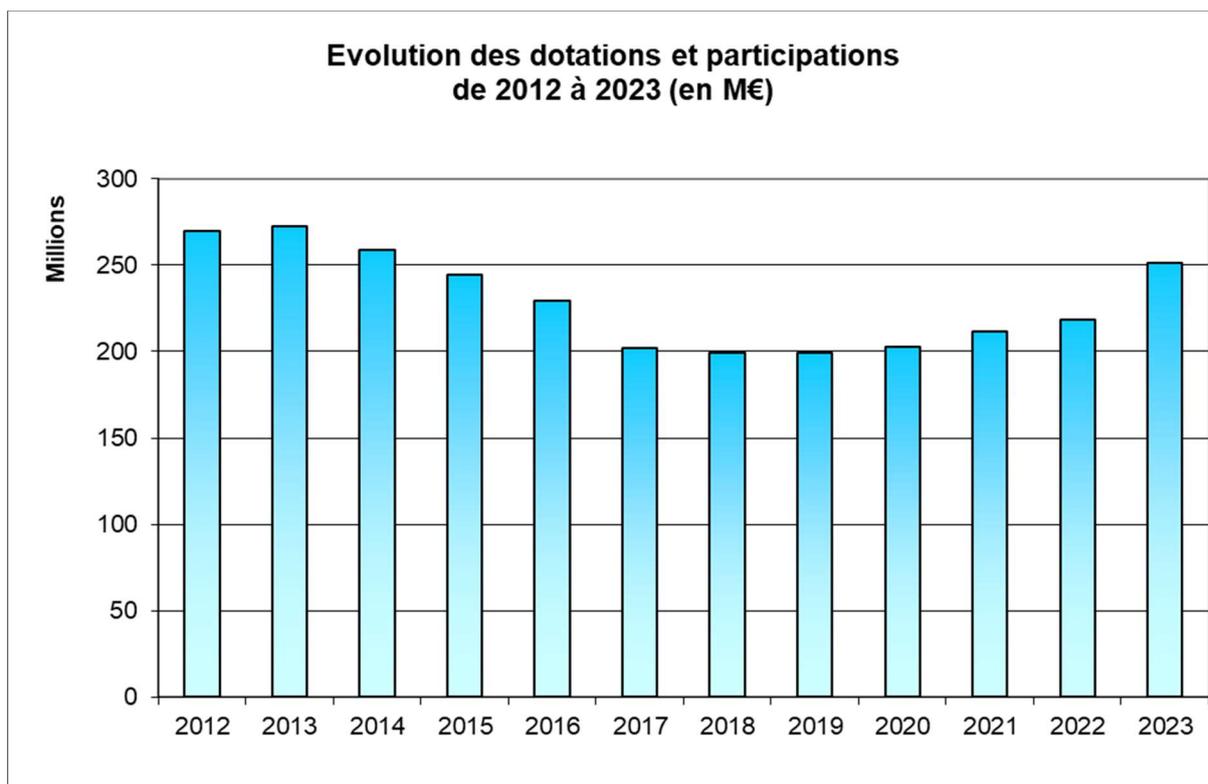
- Le quatrième trimestre 2021 de la TDCFE qui s'est élevé avec les reliquats au montant de 5,5 M€.
- La part départementale de la taxe intérieure sur la consommation d'électricité (TICFE) 2022 égale au produit de la TDCFE perçue au titre de l'année 2021 augmenté de l'évolution, entre 2019 et 2020, de l'indice des prix à la consommation hors tabac. Cette part a atteint le montant de 14,8 M€ en 2022. Cette part enregistre une croissance de + 1,7 % par rapport à la TDCFE 2021.

En 2023, le Département a perçu un montant de 16,4 M€ au titre de la taxe intérieure sur la consommation d'électricité (TICFE) enregistrant une croissance de + 10,7 % par rapport à 2022 et un montant de 0,3 M€ de reliquats de TDCFE.

Le produit de la **redevance des mines** s'est élevé en 2023 à **2,2 M€** contre 2,3 M€ en 2022 en raison de la diminution des tonnages extraits atténuée par la hausse des tarifs.

Le produit de la **taxe additionnelle à la taxe de séjour** a augmenté de + **20,8 %** en 2023 pour atteindre **1,7 M€** contre **1,4 M€** en 2022. Cette augmentation résulte pour l'essentiel d'un rattrapage dans les reversements.

**Les recettes liées aux dotations et participations** augmentent de + **15,1 %** entre 2022 et 2023. Elles se sont élevées à **251,2 M€** en 2023 contre **218,2 M€** en 2022.



Après quatre années successives de contribution des collectivités territoriales au redressement des finances publiques, diminuant la DGF, la logique de baisse des dotations a été abandonnée en 2018 au profit de la réalisation par les collectivités territoriales d'économies à hauteur de 13 milliards d'euros en dépenses de fonctionnement par rapport à leur évolution spontanée sur le quinquennat. La Loi de Programmation des Finances publiques pour 2018 à 2022 a fixés deux objectifs :

- l'un de baisse de l'évolution des dépenses de fonctionnement afin qu'elles progressent en valeur (y compris inflation) de 1,2 % chaque année sur la période, en moyenne pour les collectivités territoriales.
- Et l'autre de réduction du besoin de financement à hauteur de 13 Md€, soit 2,6 Md€ par an.

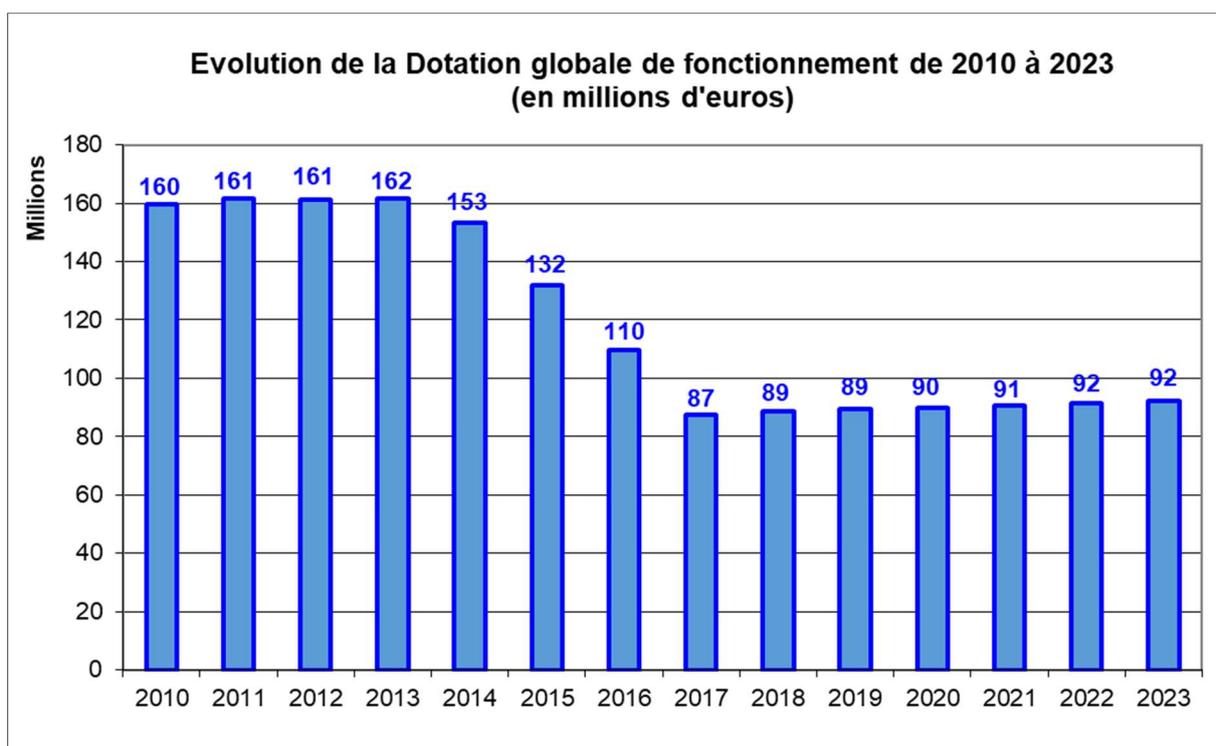
En 2020, face à la crise sanitaire et à ses impacts économiques, le dispositif de contractualisation limitant l'évolution des dépenses de fonctionnement des collectivités territoriales a été suspendu.

Malgré la suspension du dispositif de contractualisation mis en place en 2018, le niveau des concours financiers de l'Etat aux collectivités territoriales est maintenu en 2022, comme en 2021, à son niveau de 2021.

La LFI pour 2023 avait prévu une augmentation des dotations de péréquation de la DGF des Départements de + 10 M€ comme chaque année depuis 2018.

Le montant global de la **Dotation Globale de Fonctionnement** du Département de Seine-et-Marne a enregistré en 2023 une croissance de + 0,7 %, après une progression de + 1,1 % en 2021 et + 0,8 % en 2022. Ces faibles évolutions font suite à quatre années de baisses successives dues aux contributions au redressement des finances publiques appliquées de 2014 à 2017. La DGF du Département a été réduite sur la période de 79,2 M€.

Cette croissance de la DGF en 2022 résulte de la progression de + 0,6 M€ de la part dynamique de la population et de l'augmentation de + 0,1 M€ de la dotation de péréquation urbaine. Le montant global de la DGF s'est ainsi élevé en 2023 à **92,2 M€** contre **91,6 M€** en 2022 (soit + 0,7 M€ entre 2022 et 2023).



Pour respecter le maintien en valeur de l'enveloppe normée des dotations de l'Etat aux collectivités territoriales, les allocations compensatrices de fiscalité directe servent de variables d'ajustement. Depuis 2017, la Loi de finances a intégré la Dotation de Compensation de la Réforme de la Taxe Professionnelle (DCRTP) des Départements et des Régions, les allocations compensatrices de TH et les Fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle.

En 2023, seule la DCRTP et les allocations compensatrices des Départements ont fait l'objet d'une minoration. Les autres variables ont été maintenues à leur niveau 2022. La minoration des variables d'ajustement a été effectuée au prorata des recettes réelles de fonctionnement des bénéficiaires.

Le poste des **allocations compensatrices** du Département de Seine-et-Marne (dont la DCRTP) s'est élevé au montant global de 21,6 M€ en 2023 contre 21,9 M€ en 2022.

Après un montant resté stable en 2022, la **Dotation de Compensation de la Réforme de la Taxe Professionnelle (DCRTP)** a diminué de -0,5 % en 2023 et s'est élevée au montant de **18,7 M€**. Les **allocations compensatrices de fiscalité directe** ont baissé de -6,2 % pour atteindre le montant de **2,9 M€** en 2023 contre **3,1 M€** en 2022.

**La Dotation Générale de Décentralisation (DGD)** est figée en 2023 au montant de **4,1 M€**.

Créé en 2006 en vue de réduire l'écart entre la compensation et les charges induites par le RSA, le Fonds de Mobilisation Départemental pour l'Insertion (FMDI) a été pérennisé par la LFI pour 2017. Les attributions à la Seine-et-Marne du **Fonds de Mobilisation Départemental pour l'Insertion (FMDI)** se sont élevées au montant global de **10,2 M€** en 2023.

Versée pour la première fois en 2017 par l'Etat, le Département a perçu en 2023 une **part de FCTVA en section de fonctionnement** d'un montant de **1,4 M€**. La LFI 2016 et la LFR 2015 ont élargi l'assiette des dépenses éligibles aux dépenses d'entretien des bâtiments publics et de la voirie à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016.

**Les autres participations de l'Etat** passent de 3,4 M€ en 2022 à **20,0 M€** en 2023.

En 2023, les encaissements au titre de la **stratégie nationale de prévention et de protection de l'enfance s'élèvent à 8,4 M€**. S'y ajoutent les participations de l'Etat pour l'évaluation des MNA (**0,5 M€**), et les aides en faveur de l'hébergement ASE (**4,5 M€**). En matière d'insertion, les recettes liées à la Convention d'Appui à la Lutte contre la Pauvreté et d'Accès à l'Emploi et à la revalorisation du

RSA ont représenté **3,8 M€**. Les recettes de personnel se sont élevées en 2023 à **2,6 M€**, alors que dans le secteur culturel, musées et lecture publique, les aides de l'Etat ont représenté **0,2 M€**.

**Les recettes de la CNSA** enregistrent en 2023 une croissance globale de **+ 10,8 %** pour atteindre le montant de **58,3 M€** contre 52,6 M€ en 2022. Cette progression provient de la hausse de la première part du concours APA (23,9 M€ soit + 15,6 % par rapport à 2022), de celle du concours PCH (18,9 M€ soit + 10,8 %) et de la progression des autres participations de la CNSA composées pour l'essentiel par la compensation des coûts résultant de l'application du tarif minimal applicable aux services d'aide à domicile (+ 6,8 M€, soit + 20,6 %). La seconde part du concours APA a diminué de - 11,8 % et s'est élevée à 6,7 M€.

Les **autres participations** augmentent de **+ 28,8 %** de 2022 à 2023 et s'élèvent en 2023 à **43,4 M€** contre 33,7 M€ en 2022.

Elles comprennent les participations **d'Ile-de-France Mobilités (IDFM)** en faveur des transports scolaires d'un montant de **23,4 M€** en 2023. Cette participation se décompose entre celle au titre des **circuits spéciaux scolaires** pour **6,9 M€** et celle en faveur des **transports des élèves et étudiants handicapés** pour **16,5 M€**. Figurent également dans ce poste, la participation de la Région et de l'IDFM au **dispositif PAM 77** pour **4,7 M€** en 2023 et la **participation des familles à la restauration scolaire** pour **9 M€**. On trouve également dans ce poste les participations du **FSE (4,8 M€)**. Signalons que l'ensemble des participations perçues par le Département en matière de protection de l'environnement (eau, assainissement, cours d'eau, développement durable, laboratoire départemental..) s'élèvent à plus de **1 M€ en 2023**.

Le poste des **autres recettes** augmente de **+ 29,7 %** pour un volume de **31,9 M€** en 2023 contre **24,6 M€** en 2022.

Cette forte hausse s'explique pour l'essentiel par la forte augmentation du poste **des recouvrements sur les dépenses d'aides sociales dont le montant** a atteint **11,4 M€** en 2023 contre 5,4 M€ en 2022.

Le montant des **produits exceptionnels** a également augmenté de **+ 53,6 %** en 2023 et s'est élevé à **10,0 M€** en 2023 contre 6,5 M€ en 2022. De même, le montant des **produits financiers** est passé de 0,3 M€ en 2022 à **0,5 M€** en 2023.

Le montant des **reprises sur provisions** a également augmenté pour atteindre le montant de 2,9 M€ en 2023, contre 2,5 M€ en 2022.

Les **produits du domaine et de gestion courante** a diminué de - 26,9 % en 2023 et s'est élevé à **7,2 M€** en 2023 contre 9,9 M€ en 2022.

## 1-5 – La sous-compensation des trois allocations individuelles de solidarité (AIS)

Comme à l’occasion du BP 2023, il vous est rendu compte, à l’issue de l’exécution 2023, de la situation du financement pour le Département de Seine-et-Marne des trois allocations individuelles de solidarité que sont :

- l’allocation personnalisée d’autonomie (APA),
- le revenu de solidarité active (RSA),
- et la prestation de compensation du handicap (PCH).

Pour respecter les principes constitutionnels en cas de transferts de charges, l’Etat a attribué des **recettes de compensation pour chacune des trois allocations individuelles des solidarités**.

Pour le RMI confié aux Départements en 2003 devenu RSA Socle en 2009, l’Etat a compensé ces dépenses avec le transfert :

- d’une fraction de la Taxe Intérieure sur les Produits Pétroliers renommée Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (TICPE)
- complétée, à partir de 2009, suite au transfert aux Départements de la charge de l’API (allocation de parent isolé) dans le RSA, par une fraction supplémentaire de TICPE.

Dans l’objectif d’améliorer le financement des dépenses d’insertion, l’Etat a créé, en 2006, le Fonds de Mobilisation Départemental pour l’Insertion (FMDI). Ce fonds a été reconduit chaque année depuis 2006 puis pérennisé en Loi de finances initiale pour 2017.

Pour l’APA versé depuis 2002, les dépenses n’ont pas été accompagnées d’un droit à compensation mais d’un financement apporté pour 1/3 par la Caisse Nationale de Solidarité pour l’Autonomie (CNSA) et pour les 2/3 par les Départements. Le concours de la CNSA de la part d’APA historique dite « APA 1 » est complétée en 2016 par un concours de la CNSA « APA 2 » suite à la création de la seconde part d’APA créée par la loi d’adaptation de la société au vieillissement.

Enfin, s’agissant de la PCH, créée en 2005, elle a donné lieu à la mise en place d’un concours financier versé par la CNSA aux Départements.

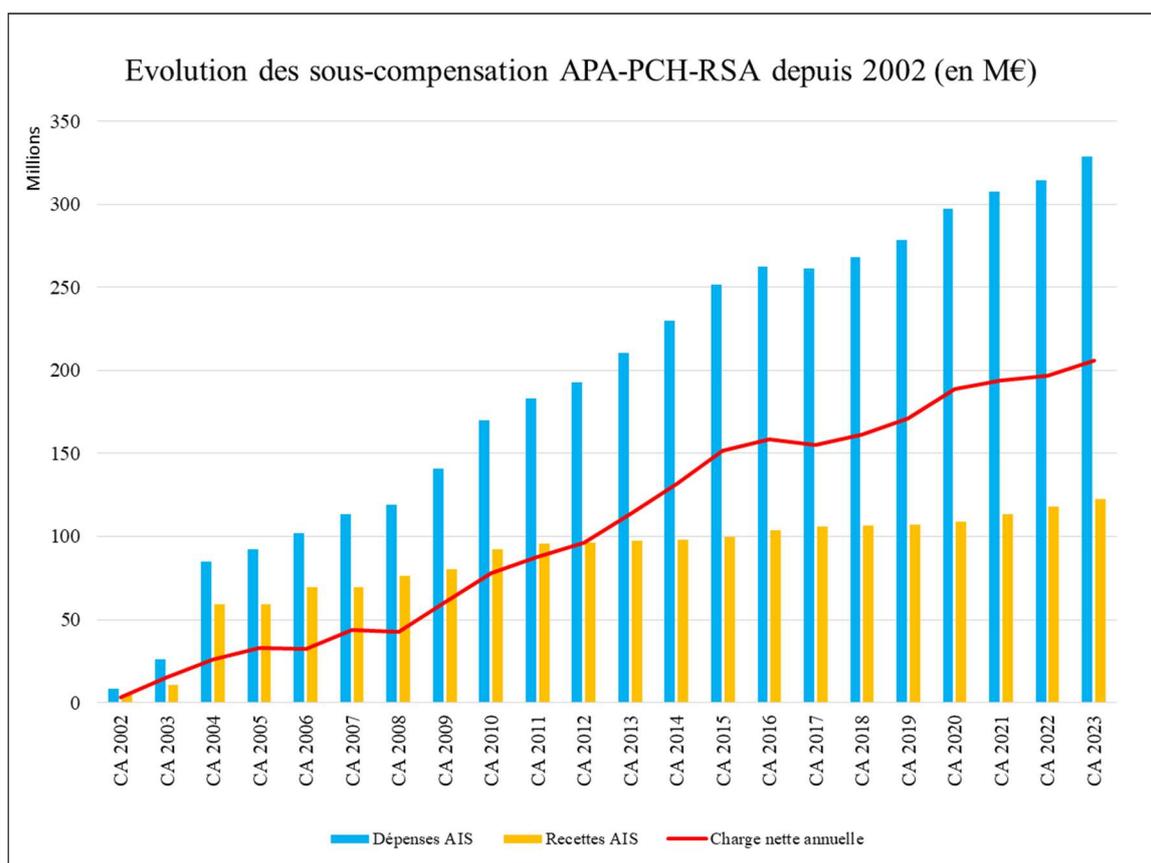
Depuis 2002, le Département est confronté à un reste à charge croissant résultant, d’une part, de la croissance continue de ses dépenses consacrées aux trois allocations individuelles de solidarité et, d’une part, des compensations insuffisantes.

En 2023, les compensations accordées par l’Etat au titre des trois allocations couvrent 37,3 % du coût des allocations. La charge nette pour le Département atteint 206,2 M€ au titre de la seule année 2023.

En euros	Charge	Compensation	Taux de couverture (%)	Charge nette pour le Département
APA	71 829 504	30 588 507	42,6%	41 240 997
PCH	50 145 691	18 903 736	37,7%	31 241 955
RMI/RSA	207 013 534	73 303 038	35,4%	133 710 496
<b>Total</b>	<b>328 988 730</b>	<b>122 795 281</b>	<b>37,3%</b>	<b>206 193 448</b>

En cumulé pour le Département de Seine-et-Marne depuis 2002, le reste à charge des trois AIS atteint le montant de 2 348,0 M€ en 2023, impactant lourdement les équilibres financiers de notre Département à l’instar de ce que subissent tous les Départements.

Le graphique ci-dessous montre l’évolution des restes charges depuis 2002.



Face à ces restes à charges croissants pour l'ensemble des Départements, l'Etat a accordé aux Départements des **recettes complémentaires**.

Suite au Pacte de confiance et de responsabilité du 16 juillet 2013 et dans l'objectif d'assurer un meilleur financement des allocations individuelles de solidarité, la Loi de finances pour 2014 a allouée aux Départements, à compter de 2014, deux nouvelles recettes départementales :

- le produit des frais de gestion de la taxe foncière sur les propriétés bâties
- et le relèvement du taux plafond des DMTO de 3,8 % à 4,5 % offrant la possibilité aux Départements d'augmenter leurs recettes. Par une délibération du 13 janvier 2014, le Département a adopté l'augmentation du taux des DMTO à 4,50 % pour les actes passés et les conventions conclues à compter du 1<sup>er</sup> mars 2014 en Seine-et-Marne.

Parallèlement, la LFI pour 2014 a augmenté la péréquation horizontale entre Départements en créant le fonds de solidarité sur les DMTO à compter de 2014.

En 2020, deux modifications législatives notables ont été introduites.

En premier lieu, la LFI pour 2020 a réformé la péréquation horizontale sur les DMTO. Le FSDMTO a fait l'objet en 2020 d'une fusion avec les deux autres fonds de péréquation existants sur les DMTO. Son suivi au sein des compensations des AIS n'est ainsi plus possible à compter de 2020.

En second lieu, sous couvert de « clarifier l'intention initiale du législateur » lors du « Plan pluriannuel contre la pauvreté et pour l'inclusion » adopté le 21 janvier 2013, la Loi de finances pour 2020 a codifié en tant que mécanismes de compensations allouées au seul financement des revalorisations exceptionnelles de RSA, les recettes allouées aux Départements en 2014 dans le cadre du Pacte de confiance et de responsabilité. Cette disposition a été adoptée dans le contexte du contentieux relatif à la compensation des décrets de revalorisation du RSA engagé par trois départements, de la reprise en charge par l'Etat du financement des dépenses de RSA en Outre-Mer ainsi que dans l'optique d'une éventuelle recentralisation du RSA.

Ces recettes complémentaires ont représenté, en 2023, pour le Département un montant de 49,0 M€ réduisant le reste à charge au titre des trois AIS à **157,1 M€** en 2023 et portant le taux de couverture à 52,2 %. En cumulé sur la période 2002 – 2023, le reste à charge atteint, avec ces recettes complémentaires, le montant de **1 920,7 M€** portant le taux de couverture à 54,7 %.

Confronté à des restes à charges croissants pour l'ensemble des Départements, la question de la **recentralisation du RSA** s'est posée.

En 2015 et 2016, en réponse à la demande des Départements, le Gouvernement avait proposé à l'Assemblée des Départements de France (ADF), une reprise en charge par l'Etat du financement du RSA, à condition que les départements s'engagent à renforcer l'accompagnement de ses bénéficiaires vers l'insertion et l'emploi. Les négociations s'étaient achevées sur un désaccord entre l'Etat et l'ADF. L'ADF avait refusé l'année de référence proposée par le Gouvernement particulièrement défavorable aux Départements.

Financé à l'origine par l'ensemble des Départements qui attribuent le droit au RSA, le revenu de solidarité active (RSA) ou le revenu de solidarité (RSO) a été recentralisé dans les Départements ou collectivités d'Outre-Mer :

- à compter du 1er janvier 2019 pour le RSA de la collectivité territoriale de Guyane et le Département de Mayotte.
- à compter du 1er janvier 2020 pour le RSA et le RSO du Département de la Réunion pour le RSO de la Guyane.

A la faveur de la crise sanitaire et économique et de la croissance du nombre des allocataires et des dépenses de RSA en résultant, l'Etat a proposé en octobre 2020 au Département de Seine-Saint-Denis d'expérimenter la reprise en charge du financement du RSA et d'ouvrir des négociations pour en déterminer les modalités financières notamment. Le Département de Seine-Saint-Denis et l'Etat ont signé le 19 octobre 2021 un protocole d'accord prévoyant son expérimentation à partir de 2022. En contrepartie de la recentralisation, le Département s'est engagé à doubler les crédits consacrés à l'insertion des allocataires.

Traduisant l'engagement de l'Etat, la Loi de finances pour 2022 a offert la **possibilité** aux Départements et collectivités à statut particulier **d'expérimenter**, dès le 1er janvier 2022, le transfert à l'Etat de l'instruction administrative, de la décision d'attribution, du contrôle administratif et du financement de ces allocations. Il précise que « cette expérimentation doit concourir au renforcement des politiques d'insertion des conseils départementaux qui s'engageraient dans cette voie ». L'expérimentation prendra fin au plus tard le 31 décembre 2026.

Pour compenser la recentralisation de ces dépenses de RSA estimées sur la base de leur moyenne annuelle sur trois ans (2018-2020), la LFI pour 2022 dispose que l'Etat procèdera, parallèlement à la reprise des ressources suivantes :

- des financements historiques tels que les fractions de TICPE socle et API
- et des recettes d'accompagnement que sont le fonds de mobilisation départementale pour l'insertion (FMDI) et le dispositif de compensation péréquée (DCP ou frais de gestion de la TFPB).

Au nom du principe de neutralité financière des transferts, le solde non couvert par les recettes historiques et les recettes d'accompagnement est compensé par la reprise complémentaire, dans l'ordre :

- d'une fraction maximum de 20 % du produit des DMTO,
- d'un montant fixe prélevé sur la dotation de compensation de la DGF,
- d'un montant fixe prélevé sur la dotation forfaitaire de la DGF
- et, en dernier ressort, d'un montant fixe prélevé sur le produit de la TVA.

Le décret du 26 octobre 2022 est venu préciser les trois critères cumulatifs d'éligibilité à l'expérimentation du RSA suivants :

- Un reste à charge par habitant du Département supérieur à 1,2 fois le reste à charge national moyen par habitant,
- Une proportion de bénéficiaires du RSA dans la population du département supérieure à 1,2 fois cette même proportion dans l'ensemble des départements

- Et un revenu moyen par habitant du département inférieur à 0,9 fois le revenu moyen par habitant de l'ensemble des départements.

Au regard, de ces critères, le Département de Seine-et-Marne n'est pas éligible à ce dispositif.

Trois Départements participent à l'expérimentation de la recentralisation du RSA : le Département de Seine-Saint-Denis et le Département des Pyrénées Orientales depuis le 1er janvier 2022 et le Département de l'Ariège depuis le 1er janvier 2023.

**Si le Département de Seine-et-Marne ne participe pas à l'expérimentation, il en subit, au même titre que les autres Départements non expérimentateurs, les impacts indirects sur les potentiels financiers, les dotations et la péréquation de l'ensemble des départements.**

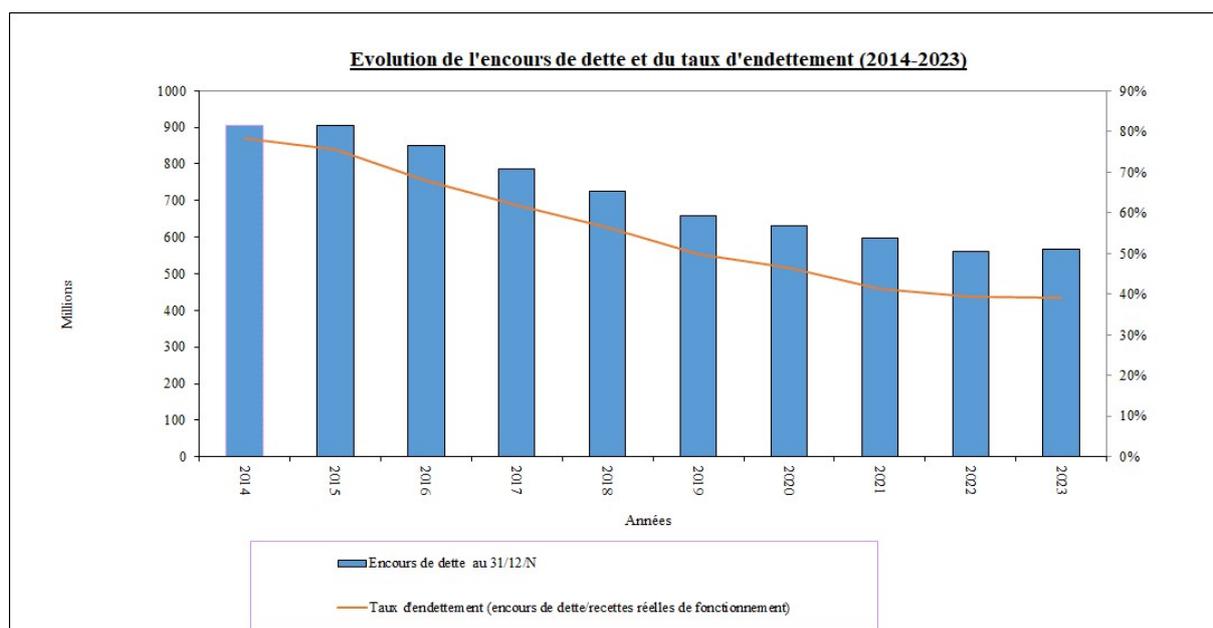
Cette expérimentation et les reprises de ressources correspondantes posent des questions d'égalité entre les Départements expérimentateurs et les autres en matière de potentiel financier notamment et, par suite, dans la répartition des dotations et des fonds de péréquation. Le produit des DMTO (moyenne sur 5 ans), les dotations de compensation et forfaitaire de la DGF sont des composantes du calcul du potentiel financier. Par conséquent, le potentiel financier des Départements expérimentateurs est considérablement réduit au détriment des autres Départements, qui peuvent alors voir leurs versements aux fonds de péréquation diminuer, voire perdre leur éligibilité à certains fonds.

Le potentiel fiscal ou financier est utilisé dans la répartition de nombreuses dotations ou fonds de péréquation tels que la DGF (écrêtement et dotation de péréquation), le FMDI, le Fonds National de Péréquation sur les DMTO (FNPDMTTO), le Fonds de Solidarité des Départements d'Île-de-France (FSDRIF), le Fonds National de Péréquation de la CVAE (FNPCVAE) ou les concours APA, PCH et MDPH.

Par ailleurs, la LFI pour 2022 a modifié la répartition du FNPDMTTO dans un objectif affiché de neutralisation des effets de la recentralisation du RSA. Elle prévoit que, pour les Départements expérimentant la recentralisation du RSA, l'assiette des DMTO utilisée pour le calcul des prélèvements est minorée du pourcentage des DMTO repris dans le cadre de la recentralisation au motif qu'ils ne perçoivent pas ce produit. Le prélèvement des Départements expérimentateurs est ainsi diminué et leur versement augmenté.

L'expérimentation de la recentralisation du RSA et ses conséquences indirectes apparaît en effet particulièrement injuste pour les Départements qui n'expérimentent pas la recentralisation du RSA, et qui doivent par ailleurs continuer à assumer les dépenses de RSA sous compensées.

## 1-6 – Situation financière



Le stock de dette long terme du Département au 31/12/2023 s'établit à 565,5 M€, soit une stabilité par rapport à l'année précédente. Le taux d'endettement (correspondant à l'encours de dette divisé par les recettes réelles de fonctionnement) s'élève au 31/12/2023 à 39 %. Ce niveau est ainsi en dégradation par rapport à celui de 2022 (38,2 %) suite à une stabilité du numérateur et du dénominateur (diminution des recettes réelles de fonctionnement de 9 %), ce qui indique une dégradation de la capacité de désendettement du Département.

En 2023, le Département de Seine-et-Marne a procédé au remboursement de 73,3 M€ d'emprunt et a souscrit un montant de 76,8 M€ de dette nouvelle. Cela représente une légère augmentation de son encours de dette de 3,5 M€ (soit + 0,6 %).

La capacité de désendettement (c'est-à-dire le nombre d'années dont aurait besoin le Département pour rembourser intégralement son stock de dette s'il y consacrait l'ensemble de l'épargne dégagé par la section de fonctionnement), représente 4 années d'épargne brute. Ce niveau est en dégradation par rapport à l'exercice précédent 2022 (2 années) du fait de la chute de l'épargne brute.

Début 2023, le Département disposait d'un encours de tirage de 100 M€ sur le contrat pluriannuel d'emprunt signé en décembre 2020 avec la Banque Européenne d'Investissement (BEI). Une mobilisation d'emprunt sur ce contrat à hauteur de 50 M€ a été effectuée en 2023.

A cela s'ajoutait, une disponibilité de 26,8 M€ sur les 3 contrats dit « revolving » (ou à encours variable) mobilisée au cours de l'exercice 2023. Ces contrats permettent de réaliser des mobilisations et des remboursements de dette de long terme dans la limite d'un plafond annuel.

## 1-7 – Affectation du résultat

Il convient enfin de procéder à l'affectation du résultat de fonctionnement. Je vous en rappelle ci-après le montant :

Résultat propre à la gestion 2023	Résultat antérieur	Résultat à affecter
53 699 259,85	156 528 259,70	210 227 519,55

Après intégration des restes à réaliser d'un montant de **7 229 872,28 €**, le besoin de financement de la section d'investissement du budget principal s'établit à **120 011 022,90 €**. C'est donc ce montant que je vous propose de prélever sur le résultat de fonctionnement, pour l'affecter à la couverture de ce besoin de financement.

A l'issue de cette affectation, il subsiste un reliquat de **90 216 496,66 €**, qui sera repris en section de fonctionnement lors de la DM1 2024.

## 2 - Comptes administratifs des services à comptabilité distincte

### 2-1 - Service GAIA

Ce budget annexe a été créé en mars 1997 pour retracer comptablement le partenariat instauré entre 17 Départements autour du logiciel de gestion des archives dénommé « GAIA » et mis au point par le Département de Seine-et-Marne.

Compte tenu des résultats antérieurs, les résultats cumulés à fin 2023 s'établissent ainsi :

- section d'investissement : solde d'exécution négatif de - **66 921,14 €**.
- section d'exploitation : excédent de **345 326,18 €**.

Les deux sections étant excédentaires, je vous propose par conséquent de reporter ces montants dans leur intégralité lors de la DM1 2024 (budget supplémentaire) et de clôturer le budget annexe GAIA.

### 2-2 – Equipements culturels

Ce budget annexe a été créé en 2005, à l'occasion de la reprise par le Département du Musée de l'Ecole de Barbizon dont les activités commerciales sont assujetties à la TVA. Il enregistre, en 2023, pour l'ensemble des boutiques des musées départementaux et du Château de Blandy-les-Tours, un excédent d'exploitation de **1 490 455,70 €**. Je vous propose de reporter l'intégralité de cet excédent lors de la DM1 2024 (budget supplémentaire).

### 2-3 – S.D.A.U.

L'année 2023 est la première année de fonctionnement du SDAUE.

Il a été créé par le Département au 1er janvier 2023 par l'unification et la reprise en régie de l'activité de deux foyers publics autonomes : Alizé et le Foyer de Meaux.

La reprise en régie des foyers de Meaux et d'Alizé a été décidée par la délibération du 17 décembre 2020.

Cette décision montre l'engagement du Département et sa volonté de s'impliquer encore plus fortement et directement au cœur de la politique de prévention et de protection de l'enfance en mobilisant l'ensemble de ses ressources et de ses leviers d'action, aux côtés des professionnels engagés.

La reprise poursuit plusieurs objectifs :

- Garantir à chaque enfant une équité de traitement quelle que soit sa situation, en tout point du territoire départemental ;
- Améliorer la qualité de service en plaçant chaque enfant au centre des actions menées ;
- Assurer l'efficacité et la lisibilité du dispositif.

Le SDAUE peut accueillir 184 jeunes, confiés de manière inconditionnelle au regard des situations d'urgence. Il peut s'agir de primo-admissions à l'Aide Sociale à l'Enfance ou de ruptures du placement. Les jeunes accueillis demandent une attention et des moyens renforcés, d'autant que nombre d'entre eux présentent des difficultés comportementales psychiques.

Par ailleurs, le SDAUE bénéficie de dispositifs support pour l'accompagnement des jeunes déscolarisés ou en attente de scolarisation ainsi que de dispositifs pour l'accompagnement des visites médiatisées, d'aide à la parentalité situés à Pamfou et à Rubelles.

Les recettes de fonctionnement au compte administratif 2023 s'élèvent à **20 212 538,80 €** tandis que les dépenses de fonctionnement sont arrêtées à **19 763 660,55 €**. Ainsi, le résultat à affecter du compte administratif 2023 est de **448 878,25€**.

### **Présentation de la section d'exploitation et d'investissement pour l'année 2023**

#### **Recettes d'exploitation**

Face à des **charges d'exploitation s'élevant à 19 763 660,55 €**, l'établissement a pu bénéficier des produits suivants :

- **19 207 493,31 €** de dotation de la direction de la protection de l'enfance et des familles (DPEF),
- **130 836,06 €** au titre de remboursements des salaires des agents en formation,
- **66 887,43 €** de recettes diverses
- **807 322 €** de reprise d'excédent.

#### **Dépenses d'exploitation**

##### **Dépense du Groupe I : 2 768 044,97 €.**

Les dépenses du groupe I correspondent aux dépenses liées à l'activité courante : alimentation, fournitures, fluides, prestations extérieurs, transport d'usager ...

##### **Dépenses de Groupe II : 16 096 291,20 €**

Elles permettent de financer les dépenses afférentes au personnel.

##### **Dépense du Groupe III : à 899 324,37 €**

Il s'agit de dépenses liées aux locations immobilières, à l'entretien et réparation des biens mobiliers et immobiliers, aux charges financières, à la dotation aux amortissements ...

#### **Recettes et dépenses d'investissement**

Les dépenses d'investissement en 2023 s'élèvent à 322 359,85 €. Les recettes d'investissement s'élèvent à 423 723,55 €. Ainsi le résultat en investissement est de 101 363,70 €.

### **3 - Bilan financier de la politique relative aux espaces naturels sensibles et de l'affectation de la taxe d'aménagement/ENS - exercice 2023 -**

La loi du 18 juillet 1985 a donné la possibilité aux Départements d'exercer une compétence volontaire pour « la préservation de la qualité des sites, paysages et milieux naturels » situés sur leur territoire. En Seine-et-Marne, la politique relative aux Espaces Naturels Sensibles est mise en œuvre depuis 1991 grâce à deux outils :

- foncier avec la création de périmètres, dans lesquels le Département exerce un droit de préemption,
- financier avec la mise en place et la perception de la Taxe d'Aménagement (TA) anciennement Taxe Départementale des Espaces Naturels Sensibles (TDENS). Cette taxe a été décidée par l'Assemblée départementale le 17 octobre 2011, et son taux a été fixé à 2 % pour les Espaces Naturels Sensibles.

Le présent rapport rend compte, pour l'année 2023, de l'utilisation de la Taxe d'Aménagement, pour sa part dédiée aux ENS.

#### **A - BILAN FONCIER 2023**

La maîtrise foncière, par acquisition à l'amiable ou par droit de préemption d'espaces naturels, permet au Département et aux Collectivités territoriales partenaires, d'engager les mesures nécessaires à leur préservation, tout en garantissant leur accès au public.

#### **LES SITES CLASSÉS ESPACES NATURELS SENSIBLES**

La surface totale de sites classés en Espaces Naturels Sensibles est de 7 008,67 ha, répartis sur 100 sites au 31 décembre 2023.

Au sein de ces sites classés, la surface soumise au droit de préemption des ENS est de 5 752,67 ha. Elle se répartit de la façon suivante :

- 2 897,67 ha avec un droit de préemption départemental,
- 786,3 ha avec un droit de préemption communal,
- 26,1 ha avec un droit de préemption intercommunal,
- 1 948,7 ha avec un droit de préemption régional,
- 93,9 ha avec un droit de préemption revenant à l'État.

Parmi les 7 008,8 ha de sites classés en Espaces Naturels Sensibles, la surface restante non soumise au droit de préemption des ENS, acquise par procédure d'acquisition amiable, est de 1 256 ha. Elle se répartit de la façon suivante :

- 1 175,2 ha acquis par le Département,
- 80,8 ha acquis par des Communes.

## **LE FONCIER DÉPARTEMENTAL ESPACES NATURELS SENSIBLES**

### **Les acquisitions départementales par voie de préemption ou par voie amiable :**

Deux dossiers de préemption ont été traités au cours de la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2023, pour un total de 1 627 m<sup>2</sup> de l'ENS départemental « La butte et le marais de Flagy ».

#### **BILAN :**

Au 31 décembre 2022, le Département était propriétaire de 1 760,75 ha de terrains au titre des ENS.

Ainsi, au 31 décembre 2023, le Département est propriétaire (actes notariés signés et promesses de vente confondues) de 1 760,91 ha répartis de la façon suivante :

- 585,71 ha dans les périmètres de préemption ;
- 1 175,2 ha acquis hors périmètre de préemption.

### **Les Espaces Naturels Sensibles départementaux ouverts au public**

On compte à ce jour 22 Espaces Naturels Sensibles départementaux ouverts au public, soit environ 1 170 ha.

#### **CONCLUSION :**

La surface totale concernée par la politique ENS sous maîtrise d'ouvrage départementale (périmètres de préemption départementaux et acquisitions amiables départementales) couvre près de 0,70 % du territoire seine-et-marnais et les propriétés départementales au titre des Espaces Naturels Sensibles (actes notariés signés et promesses de vente confondues) couvrent 0,29% du territoire seine-et-marnais.

## B - BILAN D'UTILISATION DE LA TAXE DEPARTEMENTALE DES ENS / TAXE D'AMÉNAGEMENT

Le tableau ci-après fait apparaître, par année, depuis l'instauration de la Taxe Départementale des Espaces Naturels Sensibles en 1992, et de la Taxe d'Aménagement dédiée aux ENS depuis mars 2012, l'ensemble des dépenses réalisées et des recettes effectivement perçues (décompte arrêté au 31 décembre 2023).

Année	Dépenses d'Investissement en €	Dépenses de Fonctionnement en €	Total des dépenses en €	Recettes TDENS/TA en €	Disponible TDENS/TA	Autres recettes en €
1992	109 001,05	26 651,54	135 652,59	111 065,49	-24 587,10	0
1993	395 640,92	159 615,56	555 256,48	851 567,90	296 311,42	32 776,54
1994	1 323 040,29	481 787,51	1 804 827,80	1 498 656,84	-306 170,96	50 765,52
1995	402 224,01	492 870,90	895 094,91	1 380 774,11	485 679,20	119 367,58
1996	238 221,44	466 782,14	705 003,58	1 369 598,69	664 595,11	170 819,43
1997	1 641 873,21	685 748,33	2 327 621,54	1 615 845,26	-711 776,28	160 071,47
1998	2 021 276,98	788 043,81	2 809 320,79	2 273 174,46	-536 146,33	40 094,09
1999	2 220 707,97	1 436 177,60	3 656 885,57	3 886 714,07	229 828,50	0
2000	3 314 275,81	2 854 959,00	6 169 234,81	4 592 538,23	-1 576 696,58	112 293,95
2001	2 037 614,21	1 918 488,64	3 956 102,85	4 601 300,54	645 197,69	78 732,29
2002	2 529 624,59	2 009 137,65	4 538 762,24	5 186 000,48	647 238,24	6 562,25
2003	2 632 231,27	3 392 005,65	6 024 236,92	5 302 670,17	-721 566,75	123 417,52
2004	4 256 305,12	3 046 833,50	7 303 138,62	6 192 545,22	-1 110 593,40	214 187,25
2005	4 656 396,76	3 657 048,55	8 313 445,31	3 966 086,17	-4 347 359,14	21 177,80
2006	3 359 361,70	3 479 397,31	6 838 759,01	4 512 232,83	-2 326 526,18	54 243,72
2007	6 114 413,98	4 151 397,42	10 265 811,40	4 934 683,10	-5 331 128,30	61 650,00
2008	7 578 373,92	4 310 158,01	11 888 531,93	6 249 701,00	-5 638 830,93	770 371,23
2009	4 962 953,60	3 321 072,31	8 284 025,91	6 465 856,81	-1 818 169,10	435 463,94
2010	3 266 030,18	3 035 618,43	6 301 648,61	5 905 211,00	-396 437,61	46 108,38
2011	12 316 110,78	3 122 021,07	15 438 131,85	9 797 823,00	-5 640 308,85	441 263,79
2012	10 342 112,76	3 006 431,73	13 348 544,49	9 748 386,00	-3 600 158,49	204 902,92
2013	10 937 124,56	3 219 716,95	14 156 841,51	9 873 354,38	-4 283 487,13	87 373,76
2014	8 278 243,89	2 886 310,66	11 164 554,55	7 824 947,29	-3 339 607,26	127 346,48
2015	8 861 496,17	2 898 260,01	11 759 756,18	12 477 731,31	717 975,13	326 002,65
2016	7 562 341,92	2 805 981,07	10 368 322,99	14 259 225,51	3 890 902,52	135 642,12
2017	5 256 702,07	2 725 292,03	7 981 994,10	15 282 285,80	7 300 291,70	21 419,32
2018	4 802 970,59	3 086 528,96	7 889 499,55	16 727 181,02	8 837 681,47	55 782,72
2019	4 983 350,48	2 977 996,39	7 961 346,87	15 927 037,20	7 965 690,33	33 898,49
2020	10 169 835,34	3 423 890,24	13 593 725,58	15 696 412,87	2 102 687,29	7 413,17
2021	12 839 635,23	3 482 921,28	16 322 556,51	13343 230,62	-2 979 325,89	59 831,20
2022	8 896 181,37	3 631 704,02	12 527 885,39	15 923 697,51	3 395 812,12	1 161 660,22
<b>Sous-totaux</b>	<b>158 305 672,17</b>	<b>76 980 848,27</b>	<b>235 286 520,44</b>	<b>227 777 534,88</b>	<b>-7 508 985,56</b>	<b>5 160 730,80</b>
2023	14 983 667,65	4 048 733,11	19 032 400,76	15 443 442,50	-3 588 958,26	475 289,00
<b>TOTAL</b>	<b>173 289 339,82</b>	<b>81 029 581,38</b>	<b>254 318 921,20</b>	<b>243 220 977,38</b>	<b>-11 097 943,82</b>	<b>5 636 019,80</b>

## 1 - Les recettes

La Taxe d'Aménagement instituée depuis le 1<sup>er</sup> mars 2012 en remplacement de la Taxe Départementale des Espaces Naturels Sensibles (TDENS) et de la Taxe Départementale destinée au financement du CAUE (TDCAUE), s'élève en 2023 à 17 368 789,17 €. Ce produit diminué des indus de taxe d'aménagement restitués en 2023 atteint le montant de 16 987 786,75 €. Conformément à la répartition du taux adoptée par l'Assemblée départementale entre la politique des espaces naturels sensibles et le financement du CAUE, une première part est reversée au CAUE pour un montant de 1 554 344,25 €. Le montant restant est affecté aux ENS, soit 15 443 442,50 €.

A ces recettes issues de la fiscalité sur les autorisations d'urbanisme s'ajoutent 475 289,00 € de recettes issues de la section de Fonctionnement. Elles concernent principalement des participations pour la protection en eau.

De 1992 à 2023, les recettes liées seulement à la TDENS/TA se sont élevées à 243 220 977,38 €, les autres recettes représentant un peu plus de 5,63 millions d'euros.

## 2 - Les dépenses de fonctionnement

La part des dépenses de fonctionnement s'élève au total pour l'année 2023 à **4 048 733,11 €**. Elle représente à la fois des dépenses directes (travaux d'entretien, études, subventions) et indirectes (moyens de fonctionnement, frais de personnel).

La dépense directe concernant l'entretien courant des ENS départementaux (hors frais de personnel) est à hauteur de 296 123,57 €. S'ajoutent des frais d'études pour un total de 144 963,31 € pour des inventaires intégrés dans les plans de gestion.

Le Département participe également à l'accueil du public dans les forêts domaniales et communales, à la gestion des espaces naturels communaux et intercommunaux et à la gestion durable des forêts privées pour un montant global de 335 304,80 €. Ces aides sont accordées sous forme de subventions prélevées sur les crédits des Espaces Naturels Sensibles.

Enfin, divers partenariats relatifs à l'animation des Espaces Naturels Sensibles et ceux participant à la valorisation du territoire représentent une dépense d'un montant de 411 055,40 €.

Les dépenses indirectes concernent d'une part les frais de personnel qui correspondent aux postes rattachés à cette politique, soit 1 254 145,42 € en 2023 (22 agents et 2 apprentis), et d'autre part les dépenses de fonctionnement pour 341 800,37 € (acquisition de petit matériel, prestations, frais de communication, frais de véhicules, fluides ou carburants, habillement, fournitures diverses).

Les dépenses directes et indirectes relatives à la préservation de la ressource en eau s'élèvent à 512 358,95 €. Celles liées aux arbres d'alignement contribuant à la mise en œuvre de la trame verte et bleue Seine-et-Marnaise s'élèvent à 752 981,29 €.

## 3 - Les dépenses d'investissement

La part des dépenses d'investissement s'élève au total pour l'année 2023 à 14 983 667,65 € et concerne en partie :

- des études pour les ENS : Marais du Lutin (poursuite des études de maîtrise d'œuvre), Marais du Refuge (étude délimitation zones humides, suite du dossier de modification APPB, et frais d'insertion pour le marché de maîtrise d'oeuvre), ENS Ile de l'Orvanne, bois de la Bergette et Basses Godernes (conception de panneaux), ENS la prairie Clemenceau (étude paysagère, diagnostic kiosque), ENS le Carreau Franc (levé topographique et bathymétrique), le Bois de la Rochette (bornage contradictoire), le Marais d'Episy (étude hydraulique – première phase ; suivi de pression de pâturage), le bois de Doue (étude géotechnique). Aussi des études inhérentes à l'élaboration d'un nouveau Schéma

départemental des Espaces Naturels Sensibles dans un objectif de protection du patrimoine naturel et d'accueil du public sur les sites.

Pour un total de 223 655,37 €.

- des travaux pour les ENS : pose de mobiliers et de panneaux d'orientation et d'interprétation pour la revalorisation des ENS les Iles de l'Orvanne et le bois de la Bergette. Il est dénombré également en matière de travaux : sur les Carrières de l'Enfer, des travaux de défrichage, de débroussaillage et d'installation de clôtures en vue de restaurer des pelouses calcaires et de les gérer par pâturage extensif ; sur le Val du Haut Morin, la poursuite de la restauration d'un ouvrage d'art a été nécessaire et la pose de panneaux routiers ; et les travaux de démolition, d'évacuation et de désamiantage du hangar agricole du Domaine de la Haye ont été achevés

Pour un total de 836 015,31 €.

- Le paiement des acquisitions s'élève à 17 099,78 € pour les parcelles dans l'ENS départemental.

Des aides aux collectivités territoriales sont également versées pour l'acquisition, l'aménagement et la gestion d'espaces naturels sensibles mais aussi de chemins de randonnée dans le cadre de la politique du Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnée. En 2023, leur montant atteint 177 838,60 €. S'ajoutent les dépenses d'aménagement en forêts domaniales (333 875,91 €), l'achat de matériels, outillage technique (102 565,38 €) et de véhicule (25 399,69 €). Enfin, les dépenses relatives à la préservation de la ressource en eau s'élèvent à 13 267 217,61 €. Les arbres d'alignement contribuant à la mise en œuvre de la trame verte et bleue Seine-et-Marnaise n'ont pas fait l'objet de dépense d'investissement en 2023.

## C – CONCLUSION

L'année 2023 présente des recettes qui ont fléchi de -3,02 %. Par différence entre les recettes relevant spécifiquement de la TA (15 443 442,50 €) et la somme des dépenses réalisées (19 032 551,01 €), il se dégage un solde négatif d'un montant de -3 588 958,26 € par rapport au bilan de l'année précédente.

Globalement pour l'année 2023, les dépenses dédiées aux Espaces Naturels Sensibles (hors trame verte et bleue) représentent 4 499 842,91 € soit 23,64% du montant total de la dépense, celles dédiées à la protection de la ressource en eau (13 779 576,56 €) représentent 72,40 %, celles dédiées à la trame verte et bleue (752 981,29 €) représentent 3,96 %.

Les dépenses relatives aux Espaces Naturels Sensibles, connaissent une hausse de 38,71 % et celles concernant la protection de la ressource en eau traduisent un taux de croissance de 62,56 %.

Enfin, le bilan global entre 1992 et 2023 pour la TDENS/TA s'élève à un déficit de - 11 097 943,82 €.

**CA 2023 - Récapitulatif par mission du montant cumulé des Autorisations de Programme et des crédits de paiement afférents (investissement)**

Mission	Politique	Domaine	Programme	Millésime	Stock AP disponible pour affectation 1erJanvier	Mouvements d'AP votées dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 1er janvier	Flux d'AP affectées dans l'année	AP affectées annulées dans l'année	Stock d'AP affectées restant à financer	CP mandatés au budget de l'année	Reste à financer au titre des AP affectées au 31 déc.		
1 - Mission aménagement et développement du territoire	Développement territorial	Agriculture	Agriculture	2014	2	0	19 198			19 198	0	19 198		
				2019	176 562	-3 078	138 953	81 603	3 078	217 478	82 767	134 711		
				2020	550 000	0	7 411	300 000		307 411	303 754	3 658		
				2021	33 375	30 000	0	40 000	9 445	30 555	30 555	0		
				2022	427 749	0	72 251	83 490	72 251	83 490	60 519	22 971		
					<b>Agriculture</b>	<b>1 187 688</b>	<b>26 922</b>	<b>237 813</b>	<b>505 093</b>	<b>84 774</b>	<b>658 132</b>	<b>477 595</b>	<b>180 537</b>	
					<b>Agriculture</b>	<b>1 187 688</b>	<b>26 922</b>	<b>237 813</b>	<b>505 093</b>	<b>84 774</b>	<b>658 132</b>	<b>477 595</b>	<b>180 537</b>	
				Aménagements routiers et liaisons douces	Liaisons douces	2014	0	0	2 819			2 819	0	2 819
						2015	0	0	1 249			1 249	0	1 249
						2016	0	0	1 338			1 338	0	1 338
		2017	25 612			0	0	25 612		25 612	0	25 612		
		2018	0			0	397 568			397 568	10 299	387 269		
		2019	0			0	578 754	33 111	49 924	561 942	36 942	525 000		
		2020	585 000			0	101 766	686 394	115 365	672 795	173 073	499 722		
		2021	1 198 900			-400 000	2 029 496	662 151	223 350	2 468 296	1 587 885	880 411		
		2022	2 300 000			0	67 749	1 902 000	338 326	1 631 423	128 539	1 502 884		
		2023	0			6 400 000	0	3 020 000		3 020 000	315 787	2 704 213		
			<b>Liaisons douces</b>	<b>4 109 512</b>	<b>6 000 000</b>	<b>3 180 740</b>	<b>6 329 269</b>	<b>726 966</b>	<b>8 783 043</b>	<b>2 252 526</b>	<b>6 530 517</b>			
			<b>Aménagements routiers et liaisons douces</b>	<b>4 109 512</b>	<b>6 000 000</b>	<b>3 180 740</b>	<b>6 329 269</b>	<b>726 966</b>	<b>8 783 043</b>	<b>2 252 526</b>	<b>6 530 517</b>			
		Développement local	Contrat Intercommunal de Développement	2016	0	0	60 000			60 000	60 000	0		
				2017	10 800	-10 800	142 954			142 954	142 954	0		
				2018	8 064	-24 348	1 524 479	302 656	620 188	1 206 947	327 976	878 971		
				2019	0	-83 577	3 788 948		143 050	3 645 898	2 167 439	1 478 459		
2020	109 833			-124 438	4 359 433		30 531	4 328 902	2 450 851	1 878 051				
2021	12 004 579			-9 758 465	570 265	2 253 199	7 085	2 816 378	672 511	2 143 867				
2022	11 715 855			-2 154 706	3 220 811	4 726 288		7 947 099	1 985 128	5 961 971				
2023	0			17 942 131	0	4 545 657		4 545 657	0	4 545 657				
	<b>Contrat Intercommunal de Développement</b>			<b>23 849 131</b>	<b>5 785 798</b>	<b>13 666 890</b>	<b>11 827 800</b>	<b>800 854</b>	<b>24 693 836</b>	<b>7 806 860</b>	<b>16 886 976</b>			
Contrats communaux	2012			0	-172 500	172 500		172 500	0	0	0			
	2015			7 691	-7 691	0			0	0	0			
	2016			8 487	-122	92 216	8 487	122	100 580	100 580	0			
	2018			0	-117 224	309 439	0	117 224	192 215	192 215	0			
	2019	23 990	-24 678	704 580		12 624	691 957	484 683	207 273					
	2020	47 440	-151 831	1 187 348		115 265	1 072 083	778 627	293 456					
	2021	38 971	-54 976	2 527 858		81 601	2 446 257	1 278 688	1 167 570					
	2022	1 790 922	-35 797	3 323 096	1 866 125	111 000	5 078 221	533 830	4 544 391					
2023	0	7 244 436	0	6 414 915		6 414 915	39 300	6 375 615						

Mission	Politique	Domaine	Programme	Millésime	Stock AP disponible pour affectation 1erJanvier	Mouvements d'AP votées dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 1er janvier	Flux d'AP affectées dans l'année	AP affectées annulées dans l'année	Stock d'AP affectées restant à financer	CP mandatés au budget de l'année	Reste à financer au titre des AP affectées au 31 déc.
			<b>Contrats communaux</b>		<b>1 917 501</b>	<b>6 679 616</b>	<b>8 317 038</b>	<b>8 289 526</b>	<b>610 336</b>	<b>15 996 228</b>	<b>3 407 923</b>	<b>12 588 305</b>
			Contrats intercommunaux	2018	0		0			0		0
				2019	0		0			0		0
				2020	10 406	-10 405	30 000			30 000	30 000	0
				2021	0	0	111 052			111 052	81 043	30 009
				2022	0	0	143 000			143 000	55 006	87 994
				2023	0	143 000	0	143 000		143 000	5 093	137 908
			<b>Contrats intercommunaux</b>		<b>10 406</b>	<b>132 595</b>	<b>284 052</b>	<b>143 000</b>		<b>427 052</b>	<b>171 141</b>	<b>255 911</b>
			Développement du réseau	2022	0		0			0		0
				2023	0	2 000 000	0	2 000 000		2 000 000	253 567	1 746 433
			<b>Développement du réseau</b>		<b>0</b>	<b>2 000 000</b>	<b>0</b>	<b>2 000 000</b>		<b>2 000 000</b>	<b>253 567</b>	<b>1 746 433</b>
			Fonds Aménagement Communal	2019	0	-228 995	533 956		228 995	304 961	304 961	0
				2020	0	0	1 240 233			1 240 233	675 303	564 931
				2021	4 315 492	-100 252	6 808 693	4 357 550	318 901	10 847 342	5 228 642	5 618 700
				2022	11 235 093	0	0	11 244 285	126 200	11 118 085	2 002 266	9 115 819
				2023	0	12 505 523	0	5 216 969		5 216 969	0	5 216 969
			<b>Fonds Aménagement Communal</b>		<b>15 550 585</b>	<b>12 176 276</b>	<b>8 582 883</b>	<b>20 818 804</b>	<b>674 097</b>	<b>28 727 591</b>	<b>8 211 172</b>	<b>20 516 419</b>
			Fonds d'aménagement	2019	0	0	358 540		140	358 400	118 496	239 904
				2021	200 000	-200 000	700 000			700 000	0	700 000
				2022	1 200 000	0	0	1 200 000		1 200 000	360 000	840 000
				2023	0	1 100 000	0	600 000		600 000	180 000	420 000
			<b>Fonds d'aménagement</b>		<b>1 400 000</b>	<b>900 000</b>	<b>1 058 540</b>	<b>1 800 000</b>	<b>140</b>	<b>2 858 400</b>	<b>658 496</b>	<b>2 199 904</b>
			Fonds d'Equipement Rural	2018	5 524	-40 524	35 000		35 000	0	0	0
				2019	44 151	-74 856	239 321		73 991	165 330	165 330	0
				2020	8 249	-107 321	1 078 802	8 836	129 575	958 064	580 113	377 951
				2021	89 960	-159 429	1 632 897	13 727	102 396	1 544 228	1 000 597	543 631
				2022	2 188 686	-996 040	3 231 172	1 258 093	126 995	4 362 270	2 529 761	1 832 509
				2023	0	4 846 885	0	3 616 145	1 331	3 614 815	420 485	3 194 329
			<b>Fonds d'Equipement Rural</b>		<b>2 336 569</b>	<b>3 468 715</b>	<b>6 217 192</b>	<b>4 896 801</b>	<b>469 288</b>	<b>10 644 705</b>	<b>4 696 285</b>	<b>5 948 420</b>
			Soutien au développement local -	2021	0	0	261 618			261 618	88 533	173 085
			<b>au développement local - divers partenariats</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>261 618</b>			<b>261 618</b>	<b>88 533</b>	<b>173 085</b>
			<b>Développement local</b>		<b>45 064 190</b>	<b>31 143 000</b>	<b>38 388 213</b>	<b>49 775 932</b>	<b>2 554 714</b>	<b>85 609 430</b>	<b>25 293 977</b>	<b>60 315 453</b>
		Promotion du territoire	Attractivité du territoire	2019	0	-973	443 540		973	442 566	136 849	305 717
				2020	28 978	-28 978	666 704			666 704	198 137	468 567
				2021	838 614	-168 614	1 728 887	700 000	30 000	2 398 887	478 679	1 920 207
				2022	1 000 000	598 566	0	1 148 429		1 148 429	77 437	1 070 992
				2023	0	0	0			0	0	0
			<b>Attractivité du territoire</b>		<b>1 867 592</b>	<b>400 000</b>	<b>2 839 130</b>	<b>1 848 429</b>	<b>30 973</b>	<b>4 656 586</b>	<b>891 102</b>	<b>3 765 484</b>

Mission	Politique	Domaine	Programme	Millésime	Stock AP disponible pour affectation 1erJanvier	Mouvements d'AP votées dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 1er janvier	Flux d'AP affectées dans l'année	AP affectées annulées dans l'année	Stock d'AP affectées restant à financer	CP mandatés au budget de l'année	Reste à financer au titre des AP affectées au 31 déc.
		<b>Promotion du territoire</b>			<b>1 867 592</b>	<b>400 000</b>	<b>2 839 130</b>	<b>1 848 429</b>	<b>30 973</b>	<b>4 656 586</b>	<b>891 102</b>	<b>3 765 484</b>
		<b>Développement territorial</b>			<b>52 228 983</b>	<b>37 569 922</b>	<b>44 645 895</b>	<b>58 458 722</b>	<b>3 397 428</b>	<b>99 707 190</b>	<b>28 915 199</b>	<b>70 791 991</b>
Protection de l'environnement	Eau	Assainissement	2016	3 548	-4 498	91 328	3 654	68 265	26 717	26 717	0	
			2017	37 926	-48 612	33 092		17 173	15 919	4 192	11 728	
			2018	4 692	-106 054	786 619	8 369	154 025	640 963	438 939	202 024	
			2019	12 413	-17 010	995 920	8 494	48 880	955 534	710 432	245 103	
			2020	34 314	-34 313	2 323 479		29 159	2 294 321	848 889	1 445 432	
			2021	1 719	-1 719	3 068 637	5 520	11 302	3 062 856	1 570 298	1 492 558	
			2022	744 197	0	6 017 986	744 828	631	6 762 183	2 990 494	3 771 689	
			2023	0	6 356 708	0	6 356 603		6 356 603	931 014	5 425 588	
			<b>Assainissement</b>	<b>838 809</b>	<b>6 144 502</b>	<b>13 317 062</b>	<b>7 127 468</b>	<b>329 434</b>	<b>20 115 096</b>	<b>7 520 974</b>	<b>12 594 122</b>	
		Cours d'eau	2016	0	-7 500	7 500		7 500	0	0	0	
			2017	0	-5 048	15 781		6 125	9 656	0	9 656	
			2018	0	0	1 277			1 277	1 277	0	
			2019	0	0	50 142			50 142	32 142	18 000	
			2020	1 586	-1 734	128 531		228	128 302	42 711	85 591	
			2021	0	0	81 215		1 777	79 438	79 438	0	
			2022	386 926	-231 709	13 074	155 217		168 291	77 129	91 162	
			2023	0	350 000	0	211 559		211 559	0	211 559	
			<b>Cours d'eau</b>	<b>388 512</b>	<b>104 009</b>	<b>297 519</b>	<b>366 776</b>	<b>15 630</b>	<b>648 665</b>	<b>232 698</b>	<b>415 968</b>	
		Eau potable	2015	1	-3 672	53 922		30 764	23 158	2 508	20 650	
			2016	0	0	2 036		2 036	0	0	0	
			2017	178	-178	119 743		4 574	115 169	56 472	58 697	
			2018	0	-16 946	694 246		20 498	673 747	111 589	562 158	
			2019	0	-13 454	665 477		13 455	652 022	270 162	381 860	
			2020	650	0	1 128 745		97 037	1 031 708	303 767	727 942	
			2021	12 706	-12 705	1 861 288	6 360	6 360	1 861 288	954 752	906 536	
			2022	2 417 167	0	2 027 099	2 433 719	16 610	4 444 208	2 888 874	1 555 334	
			2023	0	4 717 500	0	3 987 260	0	3 987 260	925 422	3 061 839	
				<b>Eau potable</b>	<b>2 430 701</b>	<b>4 670 544</b>	<b>6 552 557</b>	<b>6 427 339</b>	<b>191 335</b>	<b>12 788 562</b>	<b>5 513 546</b>	<b>7 275 016</b>
		Laboratoire dép. d'analyses - non assujetti	2020	165 443	-41 597	0			0	0	0	
2021	70 000		0	0			0	0	0			
2022	79 400		-79 400	70		70	0	0	0			
2023	0		272 997	0	316 309	43 918	272 392	240 600	31 792			
	<b>Laboratoire dép. d'analyses - non assujetti</b>	<b>314 843</b>	<b>152 000</b>	<b>70</b>	<b>316 309</b>	<b>43 988</b>	<b>272 392</b>	<b>240 600</b>	<b>31 792</b>			
	<b>Eau</b>	<b>3 972 865</b>	<b>11 071 056</b>	<b>20 167 209</b>	<b>14 237 893</b>	<b>580 387</b>	<b>33 824 715</b>	<b>13 507 817</b>	<b>20 316 897</b>			
Environnement	Aménagement foncier	2019	164 217	0	13 794	8 874	2 610	20 058	8 874	11 184		
		2020	455 734	-346 000	77 598	53 798	21 041	110 355	76 070	34 285		
		2021	52 402	-60 617	8 215		8 215	0	0	0		

Mission	Politique	Domaine	Programme	Millésime	Stock AP disponible pour affectation 1erJanvier	Mouvements d'AP votées dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 1er janvier	Flux d'AP affectées dans l'année	AP affectées annulées dans l'année	Stock d'AP affectées restant à financer	CP mandatés au budget de l'année	Reste à financer au titre des AP affectées au 31 déc.
				2022	454 894	58 976	1 641	87 054	35 601	53 094	48 958	4 136
				2023	0	413 000	0	3 000		3 000	461	2 539
			<b>Aménagement foncier</b>		<b>1 127 248</b>	<b>65 359</b>	<b>101 248</b>	<b>152 726</b>	<b>67 467</b>	<b>186 507</b>	<b>134 363</b>	<b>52 144</b>
			Environnement et développement durable	2019	16 240	-7 560	23 573	23 600	23 600	23 573	14 000	9 573
				2020	3 600	0	0			0	0	0
				2022	51 655	0	1 293	1 293	1 293	1 293	0	1 293
				2023	0	44 060	0	7 560		7 560	7 560	0
			<b>Environnement et développement durable</b>		<b>71 495</b>	<b>36 500</b>	<b>24 866</b>	<b>32 453</b>	<b>24 893</b>	<b>32 426</b>	<b>21 560</b>	<b>10 866</b>
			Espaces naturels sensibles - autres	2010	0	0	33 829			33 829	33 829	0
				2017	0	-7 044	7 044		7 044	0	0	0
				2018	0	0	33 796		12 690	21 106	12 980	8 126
				2019	4 935	-8 399	66 552		3 464	63 088	15 214	47 874
				2020	123	-71 275	249 796		71 322	178 475	158 809	19 666
				2021	3 849	-395	256 298	3 454		259 752	132 922	126 829
				2022	160 872	0	276 395	123 478	4 544	395 329	140 111	255 218
				2023	0	415 000	0	216 902		216 902	17 850	199 052
			<b>Espaces naturels sensibles - autres</b>		<b>169 779</b>	<b>327 887</b>	<b>923 709</b>	<b>343 834</b>	<b>99 064</b>	<b>1 168 479</b>	<b>511 715</b>	<b>656 765</b>
			Espaces naturels sensibles - Département	2019	0	0	1 124			1 124	0	1 124
				2020	118 895	-11 474	23 121	14 468	7 735	29 854	26 206	3 648
				2021	38 205	-136	7 488	28 153	403	35 238	35 238	0
				2022	1 081 857	53 153	164 817	771 508	81 430	854 895	759 105	95 790
				2023	0	1 364 000	0	381 340	6 797	374 543	249 807	124 737
			<b>Espaces naturels sensibles - Département</b>		<b>1 238 957</b>	<b>1 405 542</b>	<b>196 550</b>	<b>1 195 469</b>	<b>96 365</b>	<b>1 295 654</b>	<b>1 070 356</b>	<b>225 298</b>
			<b>Environnement</b>		<b>2 607 479</b>	<b>1 835 288</b>	<b>1 246 372</b>	<b>1 724 482</b>	<b>287 788</b>	<b>2 683 066</b>	<b>1 737 993</b>	<b>945 073</b>
			<b>Protection de l'environnement</b>		<b>6 580 344</b>	<b>12 906 344</b>	<b>21 413 581</b>	<b>15 962 375</b>	<b>868 175</b>	<b>36 507 781</b>	<b>15 245 811</b>	<b>21 261 970</b>
Routes départementales	Aménagement du réseau routier	Acquisitions foncières.		2011	2 116	0	0			0	0	0
				2012	0	0	1 637			1 637	0	1 637
				2014	0	0	118 053			118 053	23 666	94 387
				2015	0	0	134 229			134 229	0	134 229
				2016	0	0	316 099			316 099	0	316 099
				2017	0	0	81 285			81 285	0	81 285
				2018	0	0	202 390			202 390	480	201 910
				2019	0	0	376 514	19 486	19 564	376 436	134 435	242 000
				2020	0	0	60 000			60 000	0	60 000
				2021	0	0	58 275			58 275	0	58 275
				2022	0	0	2 180 162	450 000	450 000	2 180 162	616 419	1 563 743
				2023	0	1 000 000	0	1 000 000		1 000 000	0	1 000 000
			<b>Acquisitions foncières.</b>		<b>2 116</b>	<b>1 000 000</b>	<b>3 528 646</b>	<b>1 469 486</b>	<b>469 564</b>	<b>4 528 567</b>	<b>775 001</b>	<b>3 753 566</b>
			Améliorer les liaisons entre les rivières	2006	25 831	0	78 061			78 061	16 128	61 933

Mission	Politique	Domaine	Programme	Millésime	Stock AP disponible pour affectation 1erJanvier	Mouvements d'AP votées dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 1er janvier	Flux d'AP affectées dans l'année	AP affectées annulées dans l'année	Stock d'AP affectées restant à financer	CP mandatés au budget de l'année	Reste à financer au titre des AP affectées au 31 déc.
			poles	2013	0	0	139			139	0	139
				2017	874 028	0	2 646 546	1 607 413	746 640	3 507 319	2 916 055	591 264
				2020	13 790 000	0	2 955 770	85 000		3 040 770	249 230	2 791 540
				2021	2 300 000	0	4 031 656			4 031 656	433 888	3 597 768
				2022	19 000 000	0	0	2 000 000		2 000 000	54 736	1 945 264
				2023	0	14 500 000	0	1 000 000		1 000 000	88 142	911 858
			<b>Améliorer les liaisons entre les pôles</b>		<b>35 989 859</b>	<b>14 500 000</b>	<b>9 712 171</b>	<b>4 692 413</b>	<b>746 640</b>	<b>13 657 944</b>	<b>3 758 178</b>	<b>9 899 766</b>
			Aménagements pour la sécurité routière	2013	0	0	365			365	0	365
				2014	8 565	0	16 534	3 157		19 690	3 477	16 213
				2015	0	0	9 227			9 227	766	8 461
				2016	0	0	1 344 407			1 344 407	1 278 576	65 831
				2017	4 276	0	410 911	7 182	10 530	407 562	62 191	345 371
				2018	90 000	0	1 597 631			1 597 631	55 262	1 542 369
				2019	142 317	0	713 663	129 367		843 029	106 369	736 661
				2020	26 053	0	1 535 820	152 435	126 383	1 561 873	876 965	684 908
			<b>Aménagements pour la sécurité routière</b>		<b>271 211</b>	<b>0</b>	<b>5 628 557</b>	<b>292 140</b>	<b>136 913</b>	<b>5 783 784</b>	<b>2 383 606</b>	<b>3 400 179</b>
			Conservation Sécurité et Innovation du réseau routier	2017	0	0	9 070	4 688	4 688	9 070	7 313	1 757
				2018	500 516	0	1			1	0	1
				2019	0	0	36 332			36 332	20 671	15 661
				2020	112 659	0	188 150	80 320	5 661	262 809	147 531	115 278
				2021	2 238 049	0	6 576 530	1 018 808	474 407	7 120 931	4 850 297	2 270 634
				2022	13 252 785	-300 000	11 372 094	18 802 485	7 464 035	22 710 545	16 018 159	6 692 385
				2023	0	55 500 000	0	48 730 231	1 640 807	47 089 424	36 793 219	10 296 205
			<b>Conservation Sécurité et Innovation du réseau routier</b>		<b>16 104 009</b>	<b>55 200 000</b>	<b>18 182 177</b>	<b>68 636 533</b>	<b>9 589 598</b>	<b>77 229 112</b>	<b>57 837 190</b>	<b>19 391 922</b>
			Etudes voirie.	2014	36 294	0	2 917	324		3 241	324	2 917
				2016	5 969	0	21 312			21 312	0	21 312
				2017	17 731	0	11 166			11 166	0	11 166
				2018	100 000	0	283 993	100 000		383 993	87 532	296 461
				2019	9 435	0	953	17 570	9 355	9 168	9 168	0
				2020	1 081 497	0	268 023	15 992	16 087	267 928	43 462	224 466
				2021	0	0	46 381	515	515	46 381	27 724	18 657
				2022	42 908	0	118 133	60 542	57 661	121 014	115 276	5 738
				2023	0	2 000 000	0	1 723 988	79 719	1 644 270	893 503	750 767
			<b>Etudes voirie.</b>		<b>1 293 833</b>	<b>2 000 000</b>	<b>752 878</b>	<b>1 918 930</b>	<b>163 335</b>	<b>2 508 473</b>	<b>1 176 988</b>	<b>1 331 485</b>
			Favoriser le développement économique et local	2003	0	0	30 841			30 841	0	30 841
				2007	5 737 935	0	794 763	6 047 817	310 000	6 532 580	1 567 291	4 965 289
				2008	78 382	0	2 173 282			2 173 282	187 174	1 986 108
				2009	700 000	0	456 913			456 913	0	456 913
				2010	243 263	0	702 480			702 480	0	702 480

Mission	Politique	Domaine	Programme	Millésime	Stock AP disponible pour affectation 1erJanvier	Mouvements d'AP votées dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 1er janvier	Flux d'AP affectées dans l'année	AP affectées annulées dans l'année	Stock d'AP affectées restant à financer	CP mandatés au budget de l'année	Reste à financer au titre des AP affectées au 31 déc.
				2011	0	0	6 200 000			6 200 000	0	6 200 000
				2013	0	0	926			926	0	926
				2014	933 283	0	134 061			134 061	4 329	129 732
				2016	0	0	1 980 095		7 165	1 972 931	103 961	1 868 970
				2017	0	0	226 234			226 234	65 057	161 177
				2018	948 161	0	34 221			34 221	0	34 221
				2019	13 227 524	0	1 671 466		69 000	1 602 466	181 509	1 420 957
				2020	12 808 904	0	6 277 876	12 808 904		19 086 780	1 218 276	17 868 504
				2021	4 001 281	-4 000 000	139 104			139 104	0	139 104
				2022	15 997 200	1 000 000	129 159	8 532 596	194 984	8 466 771	3 821 779	4 644 992
				2023	0	10 500 000	0	1 800 000		1 800 000	133 863	1 666 137
			<b>Oriser le développement économique et local</b>		<b>54 675 935</b>	<b>7 500 000</b>	<b>20 951 421</b>	<b>29 189 317</b>	<b>581 149</b>	<b>49 559 589</b>	<b>7 283 239</b>	<b>42 276 350</b>
			Paysage et environnement - Aménagement	2013	0	0	666			666	0	666
				2014	9 414	0	28 909	18 530	25 000	22 438	586	21 852
				2019	421	0	75 229			75 229	48 472	26 757
				2020	392	0	66 470			66 470	21 571	44 899
				2021	82 773	0	217 336			217 336	13 354	203 982
				2022	400 000	0	100 000	30 000		130 000	68 140	61 860
				2023	0	500 000	0			0	0	0
			<b>Paysage et environnement - Aménagement</b>		<b>493 000</b>	<b>500 000</b>	<b>488 609</b>	<b>48 530</b>	<b>25 000</b>	<b>512 139</b>	<b>152 123</b>	<b>360 016</b>
			Raccorder les pôles.	2002	50 116	0	576 526	198 838	148 722	626 642	601 422	25 220
				2021	7 000 000	0	-1 483 599	5 000 000		3 516 401	3 422 168	94 234
				2022	4 500 000	-1 250 000	2 000 000			2 000 000	21 513	1 978 487
			<b>Raccorder les pôles.</b>		<b>11 550 116</b>	<b>-1 250 000</b>	<b>1 092 927</b>	<b>5 198 838</b>	<b>148 722</b>	<b>6 143 043</b>	<b>4 045 103</b>	<b>2 097 941</b>
			<b>Aménagement du réseau routier</b>		<b>120 380 079</b>	<b>79 450 000</b>	<b>60 337 385</b>	<b>111 446 187</b>	<b>11 860 921</b>	<b>159 922 651</b>	<b>77 411 426</b>	<b>82 511 225</b>
		Entretien et exploitation du réseau routier	Aménagement extérieur des ARD	2020	6 652	0	14 501	6 652		21 153	0	21 153
				2021	30 872	0	305 343	71 590	40 717	336 215	327 354	8 862
				2022	480 892	0	11 295	541 175	60 284	492 186	393 291	98 896
				2023	0	1 200 000	0	1 135 162		1 135 162	897 110	238 052
			<b>Aménagement extérieur des ARD</b>		<b>518 415</b>	<b>1 200 000</b>	<b>331 139</b>	<b>1 754 579</b>	<b>101 001</b>	<b>1 984 716</b>	<b>1 617 754</b>	<b>366 962</b>
			Moyens du parc départemental	2020	0	0	0			0	0	0
				2021	0	0	623 738			623 738	623 738	0
				2022	0	-12	1 875 031	161 523	161 921	1 874 633	1 874 633	0
				2023	0	3 260 000	0	4 313 784	1 059 485	3 254 299	2 033 439	1 220 861
			<b>Moyens du parc départemental</b>		<b>0</b>	<b>3 259 988</b>	<b>2 498 769</b>	<b>4 475 308</b>	<b>1 221 406</b>	<b>5 752 671</b>	<b>4 531 810</b>	<b>1 220 861</b>
			Signalisation	2020	0	0	0			0	0	0
				2021	0	0	3 308	3 308	3 308	3 308	3 308	0
				2022	1 091 432	0	1 180 428	1 818 120	726 689	2 271 860	2 182 905	88 955
				2023	0	2 000 000	0	1 048 685		1 048 685	769 948	278 737

Mission	Politique	Domaine	Programme	Millésime	Stock AP disponible pour affectation 1erJanvier	Mouvements d'AP votées dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 1er janvier	Flux d'AP affectées dans l'année	AP affectées annulées dans l'année	Stock d'AP affectées restant à financer	CP mandatés au budget de l'année	Reste à financer au titre des AP affectées au 31 déc.
			Signalisation		1 091 432	2 000 000	1 183 736	2 870 114	729 997	3 323 853	2 956 161	367 692
			Entretien et exploitation du réseau routier		1 609 847	6 459 988	4 013 644	9 100 000	2 052 404	11 061 240	9 105 725	1 955 515
			<b>Routes départementales</b>		<b>1 219 989 926</b>	<b>85 909 988</b>	<b>64 351 029</b>	<b>120 546 187</b>	<b>13 913 325</b>	<b>170 983 891</b>	<b>86 517 151</b>	<b>84 466 740</b>
Sécurité	Sécurité des biens et des personnes	Incendie et secours		2021	6 848	-15 133	48 286		8 286	40 000	0	40 000
				2022	80 000	-60 000	0	30 786	10 786	20 000	20 000	0
				2023	0	6 286 667	0	4 633 227		4 633 227	4 600 000	33 227
			<b>Incendie et secours</b>		<b>86 848</b>	<b>6 211 534</b>	<b>48 286</b>	<b>4 664 014</b>	<b>19 072</b>	<b>4 693 227</b>	<b>4 620 000</b>	<b>73 227</b>
		Sécurité		2022	1 063 832	0	1 156 194	750 689	30 646	1 876 238	1 025 354	850 883
				2023	0	4 650 000	0	933 864		933 864	13 405	920 460
			<b>Sécurité</b>		<b>1 063 832</b>	<b>4 650 000</b>	<b>1 156 194</b>	<b>1 684 553</b>	<b>30 646</b>	<b>2 810 102</b>	<b>1 038 759</b>	<b>1 771 343</b>
		<b>Sécurité des biens et des personnes</b>			<b>1 150 680</b>	<b>10 861 534</b>	<b>1 204 480</b>	<b>6 348 567</b>	<b>49 718</b>	<b>7 503 329</b>	<b>5 658 759</b>	<b>1 844 570</b>
		<b>Sécurité</b>			<b>1 150 680</b>	<b>10 861 534</b>	<b>1 204 480</b>	<b>6 348 567</b>	<b>49 718</b>	<b>7 503 329</b>	<b>5 658 759</b>	<b>1 844 570</b>
Transports	Transports publics	Infrastructures de transport		2014	482 452	0	44 754	216		44 970	3 922	41 048
				2015	6 111 209	49 896	2 738 119	3 772 571	2 630 248	3 880 441	3 315 307	565 135
				2016	0	-174 186	242 793		174 186	68 607	68 607	0
				2018	571 936	0	91 557	271 936		363 493	260 155	103 338
				2019	600 000	292 832	273 738	937 041	85 714	1 125 064	61 348	1 063 716
				2020	0	0	223 462			223 462	0	223 462
				2021	13 040 000	-370 000	299 060			299 060	194 389	104 671
				2022	34 587 087	-1 250 000	0	6 354 125	72 502	6 281 623	2 006 462	4 275 162
				2023	0	5 277 132	0	1 627 132		1 627 132	0	1 627 132
			<b>Infrastructures de transport</b>		<b>55 392 684</b>	<b>3 825 674</b>	<b>3 913 481</b>	<b>12 963 021</b>	<b>2 962 651</b>	<b>13 913 851</b>	<b>5 910 189</b>	<b>8 003 662</b>
		Plan de déplacement urbain.		2012	0	-15 139	15 139		15 139	0	0	0
				2014	871	0	1			1	0	1
				2015	80 315	0	159 912	30 000		189 912	50 671	139 241
				2016	0	0	117 761		5 668	112 093	27 013	85 079
				2017	150 000	0	127 114	75 553		202 667	116 107	86 560
				2018	633	0	544 567			544 567	498 814	45 754
				2019	0	0	533 696	259 519	259 519	533 696	213 950	319 745
				2020	500 000	0	100 000	394 390		494 390	166 892	327 498
				2021	500 000	0	165 486	500 000		665 486	497 701	167 785
				2022	500 000	0	0	220 000		220 000	27 126	192 874
				2023	0	641 875	0	441 875		441 875	0	441 875
			<b>Plan de déplacement urbain.</b>		<b>1 731 820</b>	<b>626 736</b>	<b>1 763 675</b>	<b>1 921 337</b>	<b>280 326</b>	<b>3 404 687</b>	<b>1 598 274</b>	<b>1 806 413</b>
		Points d'arrêt		2016	875 077	0	8 113	221 502		229 615	56 967	172 648
				2019	0	-1 107	27 000		1 107	25 893	25 893	0
				2023	0	3 900 000	0	690 307	326 827	363 480	188 590	174 890
			<b>Points d'arrêt</b>		<b>875 077</b>	<b>3 898 893</b>	<b>35 113</b>	<b>911 809</b>	<b>327 934</b>	<b>618 988</b>	<b>271 450</b>	<b>347 538</b>

Mission	Politique	Domaine	Programme	Millésime	Stock AP disponible pour affectation 1erJanvier	Mouvements d'AP votées dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 1er janvier	Flux d'AP affectées dans l'année	AP affectées annulées dans l'année	Stock d'AP affectées restant à financer	CP mandatés au budget de l'année	Reste à financer au titre des AP affectées au 31 déc.	
		<b>Transports publics</b>			<b>57 999 581</b>	<b>8 351 303</b>	<b>5 712 270</b>	<b>15 796 167</b>	<b>3 570 911</b>	<b>17 937 526</b>	<b>7 779 913</b>	<b>10 157 613</b>	
		<b>Transports</b>			<b>57 999 581</b>	<b>8 351 303</b>	<b>5 712 270</b>	<b>15 796 167</b>	<b>3 570 911</b>	<b>17 937 526</b>	<b>7 779 913</b>	<b>10 157 613</b>	
		<b>1 - Mission aménagement et développement du territoire</b>			<b>239 949 514</b>	<b>155 599 091</b>	<b>137 327 256</b>	<b>217 112 018</b>	<b>21 799 557</b>	<b>332 639 716</b>	<b>144 116 833</b>	<b>188 522 883</b>	
2 - Mission développement socio-éducatif, culturel et sportif	Culture et patrimoine	Archives	Développement des publics des Archives et valorisation des collections	2020	0	0	963			963	900	63	
				2021	12	0	10 337		8 904	1 433	1 433	0	
				2022	396	-396	37 583		6 255	31 328	21 959	9 369	
				2023	0	115 462	0	56 402		56 402	47 940	8 462	
			<b>s des Archives et valorisation des collections</b>			<b>408</b>	<b>115 066</b>	<b>48 883</b>	<b>56 402</b>	<b>15 159</b>	<b>90 126</b>	<b>72 232</b>	<b>17 894</b>
			<b>Archives</b>			<b>408</b>	<b>115 066</b>	<b>48 883</b>	<b>56 402</b>	<b>15 159</b>	<b>90 126</b>	<b>72 232</b>	<b>17 894</b>
			Développement culturel	Actions culturelles.	2020	0	0	10 428			10 428	0	10 428
					2021	74	-74	125 198			125 198	34 768	90 430
					2022	50 244	-40 000	149 756	10 000		159 756	56 000	103 756
					2023	0	380 000	0	340 000		340 000	160 000	180 000
		<b>Actions culturelles.</b>			<b>50 318</b>	<b>339 926</b>	<b>285 382</b>	<b>350 000</b>		<b>635 382</b>	<b>250 768</b>	<b>384 614</b>	
		Enseignement artistique et pratiques amateurs	Enseignement artistique et pratiques amateurs	2020	0	0	76 104			76 104	30 000	46 104	
				2021	0	0	12 637			12 637	0	12 637	
				2022	50 000	-50 000	0			0	0	0	
				2023	0	80 000	0	2 640		2 640	0	2 640	
		<b>Enseignement artistique et pratiques amateurs</b>			<b>50 000</b>	<b>30 000</b>	<b>88 741</b>	<b>2 640</b>		<b>91 381</b>	<b>30 000</b>	<b>61 381</b>	
		<b>Développement culturel</b>			<b>100 318</b>	<b>369 926</b>	<b>374 124</b>	<b>352 640</b>		<b>726 764</b>	<b>280 768</b>	<b>445 995</b>	
		Développement de la lecture publique	Autres - développement de la lecture publique	2021	0	-65	65		65	0	0	0	
				2022	12 543	-1 933	3 874	14 330	3 774	14 430	13 425	1 005	
				2023	0	15 000	0	16 880	5 000	11 880	11 781	99	
			<b>Autres - développement de la lecture publique</b>			<b>12 543</b>	<b>13 002</b>	<b>3 938</b>	<b>31 210</b>	<b>8 838</b>	<b>26 310</b>	<b>25 206</b>	<b>1 104</b>
			Développement de l'offre documentaire	Développement de l'offre documentaire	2022	0	-6 194	6 733		6 194	539	539	0
					2023	0	70 000	0	79 963	9 963	70 000	69 022	978
<b>Développement de l'offre documentaire</b>			<b>0</b>	<b>63 806</b>	<b>6 733</b>	<b>79 963</b>	<b>16 157</b>	<b>70 539</b>	<b>69 561</b>	<b>978</b>			
Développement du réseau - Médiathèque	Développement du réseau - Médiathèque	2016	0	-237	237		237	0	0	0			
		2018	0	-3 000	3 000		3 000	0	0	0			
		2019	0	0	0		0	0	0	0			
		2020	0	0	2 756		2 756	2 756	2 756	0			
		2021	25 740	-25 740	28 924	4 670	24 254	16 271	7 982				
		2022	64 064	0	5 936	42 821	8	48 749	8 430	40 319			
2023	0	85 000	0	1 817		1 817	1 817	0					
<b>Développement du réseau - Médiathèque</b>			<b>89 803</b>	<b>56 023</b>	<b>40 853</b>	<b>44 638</b>	<b>7 916</b>	<b>77 576</b>	<b>29 274</b>	<b>48 301</b>			
<b>Développement de la lecture publique</b>			<b>102 346</b>	<b>132 831</b>	<b>51 525</b>	<b>155 811</b>	<b>32 911</b>	<b>174 425</b>	<b>124 041</b>	<b>50 383</b>			
Musées	Musées	Développement et valorisation des collections - musées	2017	0	0	0			0	0	0		
			2020	876 454	-300 000	697 337	32 580	674 048	55 869	38 157	17 713		

Mission	Politique	Domaine	Programme	Millésime	Stock AP disponible pour affectation 1erJanvier	Mouvements d'AP votées dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 1er janvier	Flux d'AP affectées dans l'année	AP affectées annulées dans l'année	Stock d'AP affectées restant à financer	CP mandatés au budget de l'année	Reste à financer au titre des AP affectées au 31 déc.
				2022	166 280	-12 673	31 189	123 028	42 741	111 476	10 816	100 660
				2023	0	123 173	0	118 500	8 000	110 500	40 560	69 940
			<b>ment et valorisation des collections - musées</b>		<b>1 042 734</b>	<b>-189 500</b>	<b>728 526</b>	<b>274 108</b>	<b>724 789</b>	<b>277 845</b>	<b>89 533</b>	<b>188 313</b>
			<b>Musées</b>		<b>1 042 734</b>	<b>-189 500</b>	<b>728 526</b>	<b>274 108</b>	<b>724 789</b>	<b>277 845</b>	<b>89 533</b>	<b>188 313</b>
		Patrimoine	Antiquités et objets d'art	2017	1 441	-1 441	0			0	0	0
				2019	10 000	-10 000	39 366			39 366	3 538	35 828
				2020	0	-4 997	12 933		4 997	7 936	7 936	0
				2021	0	0	17 951			17 951	14 561	3 390
				2022	28 321	-9 983	31 679	18 338		50 017	30 000	20 017
				2023	0	80 000	0	77 412		77 412	0	77 412
			<b>Antiquités et objets d'art</b>		<b>39 762</b>	<b>53 579</b>	<b>101 929</b>	<b>95 750</b>	<b>4 997</b>	<b>192 682</b>	<b>56 034</b>	<b>136 647</b>
			Archéologie - recherche et	2023	0	50 000	0			0	0	0
			<b>Archéologie - recherche et valorisation</b>		<b>0</b>	<b>50 000</b>	<b>0</b>			<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
			Développement des publics du château de Blandy-les-Tours	2018	0	-5 318	8 063		5 318	2 744	2 744	0
				2019	0	0	466 736			466 736	30 049	436 687
				2022	308 959	6 000	13 518	326 362	25 576	314 305	208 138	106 167
				2023	0	580 000	0	377 127	288	376 839	27 391	349 448
			<b>t des publics du château de Blandy-les-Tours</b>		<b>308 959</b>	<b>580 682</b>	<b>488 317</b>	<b>703 490</b>	<b>31 182</b>	<b>1 160 625</b>	<b>268 322</b>	<b>892 302</b>
			Patrimoine monumental	2016	0	0	0			0	0	0
				2017	0	-19 051	62 330		19 051	43 279	43 279	0
				2018	0	0	39 213			39 213	21 213	18 000
				2019	0	-241	104 587		241	104 347	69 384	34 963
				2020	0	-16 418	696 291		16 418	679 873	412 207	267 666
				2021	23 494	-23 494	882 936			882 936	357 001	525 935
				2022	1 073 489	-595 821	903 513	181 703	4 035	1 081 181	281 414	799 767
				2023	0	1 414 654	0	1 005 545	1 823	1 003 722	57 139	946 583
			<b>Patrimoine monumental</b>		<b>1 096 983</b>	<b>759 630</b>	<b>2 688 871</b>	<b>1 187 248</b>	<b>41 567</b>	<b>3 834 551</b>	<b>1 241 638</b>	<b>2 592 914</b>
			Valorisation du patrimoine	2022	90 000	-70 202	4 202	24 000	4 202	24 000	24 000	0
				2023	0	579 202	0	36 926		36 926	0	36 926
			<b>Valorisation du patrimoine</b>		<b>90 000</b>	<b>509 000</b>	<b>4 202</b>	<b>60 926</b>	<b>4 202</b>	<b>60 926</b>	<b>24 000</b>	<b>36 926</b>
			<b>Patrimoine</b>		<b>1 535 704</b>	<b>1 952 890</b>	<b>3 283 318</b>	<b>2 047 414</b>	<b>81 948</b>	<b>5 248 784</b>	<b>1 589 994</b>	<b>3 658 789</b>
			<b>Culture et patrimoine</b>		<b>2 781 510</b>	<b>2 381 213</b>	<b>4 486 376</b>	<b>2 886 375</b>	<b>854 808</b>	<b>6 517 943</b>	<b>2 156 568</b>	<b>4 361 375</b>
	Education formation	Bâtiments des collèges	Acquisitions de terrains et bâtiments scolaires	2022	3 000	-2 116	2 116		2 116	0	0	0
				2023	0	10 000	0			0	0	0
			<b>acquisitions de terrains et bâtiments scolaires</b>		<b>3 000</b>	<b>7 884</b>	<b>2 116</b>		<b>2 116</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
			Constructions extensions réhabilitations	2002	0	0	52 672			52 672	25 485	27 187
				2005	1	-14 976	22 381	1	14 976	7 406	723	6 682
				2007	0	0	30 000			30 000	0	30 000

Mission	Politique	Domaine	Programme	Millésime	Stock AP disponible pour affectation 1erJanvier	Mouvements d'AP votées dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 1er janvier	Flux d'AP affectées dans l'année	AP affectées annulées dans l'année	Stock d'AP affectées restant à financer	CP mandatés au budget de l'année	Reste à financer au titre des AP affectées au 31 déc.
				2008	0	-5 877	310 194		5 877	304 316	114 899	189 418
				2009	0	0	293 880	0		293 880	0	293 880
				2011	0	0	539 027			539 027	78 902	460 125
				2013	0	0	85 911			85 911	0	85 911
				2014	0	0	1 357 723			1 357 723	212 933	1 144 790
				2015	0	200 000	1 574 872	200 000		1 774 872	21 474	1 753 398
				2016	2 000 000	0	15 957 460	2 000 000		17 957 460	10 830 738	7 126 721
				2017	0	2 853 150	10 548 987	3 000 912	147 762	13 402 137	8 188 605	5 213 533
				2018	1 000 000	0	16 851 485	1 000 410	410	17 851 485	1 327 745	16 523 740
				2019	0	9 500 000	23 595 911	9 525 000	25 000	33 095 911	1 395 268	31 700 643
				2020	2 650 000	910 204	31 625 515	4 652 500	1 092 296	35 185 719	12 896 545	22 289 173
				2021	350 000	2 608 220	17 565 409	4 590 277	1 632 058	20 523 629	16 661 856	3 861 773
				2022	94 774	26 691 780	17 601 124	28 530 000	1 838 220	44 292 904	2 935 876	41 357 028
				2023	0	40 750 000	0	70 750 000	30 000 000	40 750 000	307 395	40 442 605
			<b>Constructions extensions réhabilitations</b>		<b>6 094 775</b>	<b>83 492 500</b>	<b>138 012 552</b>	<b>124 249 100</b>	<b>34 756 599</b>	<b>227 505 053</b>	<b>54 998 445</b>	<b>172 506 608</b>
			Entretien et grosses réparations	2005	0	0	0			0	0	0
				2009	0	-18 363	18 363		18 363	0	0	0
				2011	0	-18 629	18 629		18 629	0	0	0
				2013	0	-270	270		270	0	0	0
				2014	0	0	5 913			5 913	975	4 938
				2015	0	-31 669	144 576	2 821	34 491	112 907	13 191	99 715
				2016	0	-145 070	243 201	13 002	158 071	98 131	3 787	94 345
				2017	588	-91 273	1 301 683	327 379	418 064	1 210 997	321 634	889 363
				2018	0	-219 952	2 280 080	510 418	730 370	2 060 128	466 402	1 593 726
				2019	21 926	341 587	3 760 739	1 088 600	725 087	4 124 252	931 844	3 192 407
				2020	0	1 289 402	16 855 822	3 792 679	2 503 276	18 145 224	3 368 012	14 777 212
				2021	0	2 109 282	20 634 315	6 248 153	4 138 872	22 743 596	5 420 058	17 323 538
				2022	2 136 294	950 695	23 633 967	11 297 695	8 440 609	26 491 053	9 148 070	17 342 983
				2023	0	39 755 259	0	45 958 411	6 203 152	39 755 259	12 344 651	27 410 608
			<b>Entretien et grosses réparations</b>		<b>2 158 807</b>	<b>43 921 000</b>	<b>68 897 556</b>	<b>69 239 159</b>	<b>23 389 254</b>	<b>114 747 461</b>	<b>32 018 625</b>	<b>82 728 836</b>
			<b>Bâtiments des collèges</b>		<b>8 256 582</b>	<b>127 421 384</b>	<b>206 912 224</b>	<b>193 488 259</b>	<b>58 147 969</b>	<b>342 252 514</b>	<b>87 017 070</b>	<b>255 235 444</b>
		Enseignement supérieur et recherche	Enseignement supérieur et recherche	2020	88	0	800 000			800 000	0	800 000
			<b>Enseignement supérieur et recherche.</b>		<b>88</b>	<b>0</b>	<b>800 000</b>			<b>800 000</b>	<b>0</b>	<b>800 000</b>
			<b>Enseignement supérieur et recherche</b>		<b>88</b>	<b>0</b>	<b>800 000</b>			<b>800 000</b>	<b>0</b>	<b>800 000</b>
		Vie des collèges	Equipement et matériel TICE	2011	0	-20 278	20 278		20 278	0	0	0
				2015	259 402	20 278	181 983	279 680		461 662	81 059	380 603
				2020	0	0	6 269			6 269	0	6 269
				2021	758 710	-3 347	836 524	782 831	261 144	1 358 211	1 103 441	254 770
				2022	2 419 479	-56	234 493	2 419 479	56	2 653 916	2 586 653	67 263

Mission	Politique	Domaine	Programme	Millésime	Stock AP disponible pour affectation 1erJanvier	Mouvements d'AP votées dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 1er janvier	Flux d'AP affectées dans l'année	AP affectées annulées dans l'année	Stock d'AP affectées restant à financer	CP mandatés au budget de l'année	Reste à financer au titre des AP affectées au 31 déc.
				2023	0	3 600 000	0	3 600 000		3 600 000	1 230 955	2 369 045
			<b>Equipement et matériel TICE</b>		<b>3 437 591</b>	<b>3 596 597</b>	<b>1 279 546</b>	<b>7 081 990</b>	<b>281 478</b>	<b>8 080 058</b>	<b>5 002 108</b>	<b>3 077 950</b>
			Matériel et mobilier des collèges	2012	0		13 898			13 898		13 898
				2018	0	-397	397		397	0	0	0
				2019	0	-6 453	6 453		6 453	0	0	0
				2020	2 825	-9 350	9 748		8 563	1 186	1 186	0
				2021	63 191	-66 111	31 046		2 920	28 126	19 725	8 402
				2022	228 732	-102 748	418 426	174 455	110 747	482 134	442 414	39 720
				2023	0	2 447 000	0	2 454 539	164 012	2 290 527	1 912 534	377 993
			<b>Matériel et mobilier des collèges</b>		<b>294 749</b>	<b>2 261 943</b>	<b>479 967</b>	<b>2 628 994</b>	<b>293 090</b>	<b>2 815 871</b>	<b>2 375 859</b>	<b>440 012</b>
			Participation au budget des collèges privés	2019	0	0	23 490			23 490	23 490	0
				2022	1 626 000	174 000	0	3 593 400	1 800 000	1 793 400	0	1 793 400
			<b>Participation au budget des collèges privés</b>		<b>1 626 000</b>	<b>174 000</b>	<b>23 490</b>	<b>3 593 400</b>	<b>1 800 000</b>	<b>1 816 890</b>	<b>23 490</b>	<b>1 793 400</b>
			Restauration scolaire	2022	297 769	-150 355	131 169	112 475	800	242 844	242 844	0
				2023	0	1 720 000	0	1 712 978	335	1 712 643	1 346 033	366 610
			<b>Restauration scolaire</b>		<b>297 769</b>	<b>1 569 645</b>	<b>131 169</b>	<b>1 825 453</b>	<b>1 135</b>	<b>1 955 487</b>	<b>1 588 877</b>	<b>366 610</b>
			<b>Vie des collèges</b>		<b>5 656 109</b>	<b>7 602 185</b>	<b>1 914 172</b>	<b>15 129 837</b>	<b>2 375 703</b>	<b>14 668 306</b>	<b>8 990 334</b>	<b>5 677 973</b>
			<b>Education formation</b>		<b>13 912 779</b>	<b>135 023 569</b>	<b>209 626 395</b>	<b>208 618 097</b>	<b>60 523 672</b>	<b>357 720 820</b>	<b>96 007 403</b>	<b>261 713 417</b>
	Jeunesse, sports et loisirs	Activités sportives	Equipements sportifs	2019	0	0	1 952 841			1 952 841	814 852	1 137 989
				2020	4 458	-504 458	1 803 399		500 000	1 303 399	250 000	1 053 399
				2021	40 029	-1 436	931 907		50 022	881 885	881 885	0
				2022	142 500	-150 000	1 191 578		150 000	1 041 578	448 641	592 937
				2023	0	1 350 000	0	406 182		406 182	5 155	401 027
			<b>Equipements sportifs</b>		<b>186 987</b>	<b>694 106</b>	<b>5 879 725</b>	<b>406 182</b>	<b>700 022</b>	<b>5 585 885</b>	<b>2 400 533</b>	<b>3 185 352</b>
			<b>Activités sportives</b>		<b>186 987</b>	<b>694 106</b>	<b>5 879 725</b>	<b>406 182</b>	<b>700 022</b>	<b>5 585 885</b>	<b>2 400 533</b>	<b>3 185 352</b>
			<b>Jeunesse, sports et loisirs</b>		<b>186 987</b>	<b>694 106</b>	<b>5 879 725</b>	<b>406 182</b>	<b>700 022</b>	<b>5 585 885</b>	<b>2 400 533</b>	<b>3 185 352</b>
			<b>2 - Mission développement socio-éducatif, culturel et sportif</b>		<b>16 881 276</b>	<b>138 098 888</b>	<b>219 992 497</b>	<b>211 910 653</b>	<b>62 078 502</b>	<b>369 824 648</b>	<b>100 564 505</b>	<b>269 260 144</b>
3 - Mission solidarité	Habitat	Développement et amélioration de l'offre de logement	Développement et amélioration de l'offre du parc privé	2017	0	100	34 373			34 373	0	34 373
				2018	0	-16 956	16 956		16 956	0	0	0
				2020	0	-17 310	45 629		17 310	28 319	0	28 319
				2021	0	0	7 390			7 390	0	7 390
				2022	170 047	-170 047	16 834	32 937	32 937	16 834	8 417	8 417
				2023	0	150 537	0	150 082		150 082	98 923	51 159
			<b>ment et amélioration de l'offre du parc privé</b>		<b>170 047</b>	<b>-53 676</b>	<b>121 181</b>	<b>183 019</b>	<b>67 203</b>	<b>236 997</b>	<b>107 340</b>	<b>129 657</b>
			Développement et amélioration de l'offre du parc social	2021	0	0	8 380			8 380	8 380	0
				2022	30 000	-30 000	0			0	0	0
				2023	0	192 000	0			0	0	0
			<b>ment et amélioration de l'offre du parc social</b>		<b>30 000</b>	<b>162 000</b>	<b>8 380</b>			<b>8 380</b>	<b>8 380</b>	<b>0</b>

Mission	Politique	Domaine	Programme	Millésime	Stock AP disponible pour affectation 1erJanvier	Mouvements d'AP votées dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 1er janvier	Flux d'AP affectées dans l'année	AP affectées annulées dans l'année	Stock d'AP affectées restant à financer	CP mandatés au budget de l'année	Reste à financer au titre des AP affectées au 31 déc.			
		<b>Développement et amélioration de l'offre de logement</b>				<b>200 047</b>	<b>108 324</b>	<b>129 561</b>	<b>183 019</b>	<b>67 203</b>	<b>245 377</b>	<b>115 720</b>	<b>129 657</b>		
		Insertion par le logement	Actions d'insertion par le logement	2007	0	0	69 000			69 000	0	69 000			
						2009	0	0	64 400			64 400	0	64 400	
						2021	0	-92 000	92 000		92 000	0	0	0	
						2022	161 000	-115 000	69 000	161 000	115 000	115 000	115 000	0	
						<b>Actions d'insertion par le logement</b>			<b>161 000</b>	<b>-207 000</b>	<b>294 400</b>	<b>161 000</b>	<b>207 000</b>	<b>248 400</b>	<b>115 000</b>
		<b>Insertion par le logement</b>				<b>161 000</b>	<b>-207 000</b>	<b>294 400</b>	<b>161 000</b>	<b>207 000</b>	<b>248 400</b>	<b>115 000</b>	<b>133 400</b>		
		<b>Habitat</b>				<b>361 047</b>	<b>-98 676</b>	<b>423 961</b>	<b>344 019</b>	<b>274 203</b>	<b>493 777</b>	<b>230 720</b>	<b>263 057</b>		
Personnes âgées	Hébergement des personnes âgées	Frais liés à l'hébergement en établissement des personnes âgées	2017	0	0	202 500				202 500	0	202 500			
			2018	0	0	1 040 000				1 040 000	371 250	668 750			
			2020	0		0				0		0			
			2021	1 400 000	0	97 200	1 400 000			1 497 200	1 400 000	97 200			
			2022	774 000	0	0	867 000	93 000		774 000	339 000	435 000			
			2023	0	1 089 500	0	1 029 500			1 029 500	1 029 500	0			
						<b>ement en établissement des personnes âgées</b>			<b>2 174 000</b>	<b>1 089 500</b>	<b>1 339 700</b>	<b>3 296 500</b>	<b>93 000</b>	<b>4 543 200</b>	<b>3 139 750</b>
		<b>Hébergement des personnes âgées</b>				<b>2 174 000</b>	<b>1 089 500</b>	<b>1 339 700</b>	<b>3 296 500</b>	<b>93 000</b>	<b>4 543 200</b>	<b>3 139 750</b>	<b>1 403 450</b>		
		<b>Personnes âgées</b>				<b>2 174 000</b>	<b>1 089 500</b>	<b>1 339 700</b>	<b>3 296 500</b>	<b>93 000</b>	<b>4 543 200</b>	<b>3 139 750</b>	<b>1 403 450</b>		
Personnes handicapées	Hébergement des personnes handicapées	Frais liés à l'hébergement en établissement des personnes handicapées	2019	0	0	675 000				675 000	67 500	607 500			
			2021	75 000	0	0	75 000			75 000	75 000	0			
			2022	46 500	0	0	7 500			7 500	7 500	0			
			2023	0	60 000	0	0			0	0	0			
						<b>en établissement des personnes handicapées</b>			<b>121 500</b>	<b>60 000</b>	<b>675 000</b>	<b>82 500</b>	<b>757 500</b>	<b>150 000</b>	<b>607 500</b>
					<b>Hébergement des personnes handicapées</b>				<b>121 500</b>	<b>60 000</b>	<b>675 000</b>	<b>82 500</b>	<b>757 500</b>	<b>150 000</b>	<b>607 500</b>
					Maintien à domicile des personnes handicapées	Maison Départementale des	2012	917 490	-917 490	0		0	0	0	
		<b>Départementale des Personnes Handicapées</b>	<b>917 490</b>	<b>-917 490</b>		<b>0</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>					
		<b>Maintien à domicile des personnes handicapées</b>				<b>917 490</b>	<b>-917 490</b>	<b>0</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>			
		<b>Personnes handicapées</b>				<b>1 038 990</b>	<b>-857 490</b>	<b>675 000</b>	<b>82 500</b>	<b>757 500</b>	<b>150 000</b>	<b>607 500</b>			
Santé publique	Santé publique	Démographie médicale	2020	22 800	-22 800	165 271				165 271	115 710	49 561			
			2022	1 000 000	-600 000	0				0	0	0			
						<b>Démographie médicale</b>			<b>1 022 800</b>	<b>-622 800</b>	<b>165 271</b>		<b>165 271</b>	<b>115 710</b>	<b>49 561</b>
					<b>Santé publique</b>			<b>1 022 800</b>	<b>-622 800</b>	<b>165 271</b>		<b>165 271</b>	<b>115 710</b>	<b>49 561</b>	
		<b>Santé publique</b>				<b>1 022 800</b>	<b>-622 800</b>	<b>165 271</b>		<b>165 271</b>	<b>115 710</b>	<b>49 561</b>			
		<b>3 - Mission solidarité</b>				<b>4 596 837</b>	<b>-489 466</b>	<b>2 603 931</b>	<b>3 723 019</b>	<b>367 203</b>	<b>5 959 747</b>	<b>3 636 180</b>	<b>2 323 567</b>		
4 - Mission fonctionnelle	Conduite des politiques départementales	Communication	Communication.	2023	0	20 000	0	20 000		20 000	18 712	1 288			
						<b>Communication.</b>			<b>0</b>	<b>20 000</b>	<b>0</b>	<b>20 000</b>	<b>18 712</b>	<b>1 288</b>	
			Développement des services et	2020	61 011	0	0	61 011			61 011	1 823	59 188		
					<b>Développement des services et usages</b>			<b>61 011</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>61 011</b>		<b>61 011</b>	<b>1 823</b>	<b>59 188</b>

Mission	Politique	Domaine	Programme	Millésime	Stock AP disponible pour affectation 1erJanvier	Mouvements d'AP votées dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 1er janvier	Flux d'AP affectées dans l'année	AP affectées annulées dans l'année	Stock d'AP affectées restant à financer	CP mandatés au budget de l'année	Reste à financer au titre des AP affectées au 31 déc.	
		<b>Communication</b>			<b>61 011</b>	<b>20 000</b>	<b>0</b>	<b>81 011</b>		<b>81 011</b>	<b>20 534</b>	<b>60 476</b>	
		<b>Conduite des politiques départementales</b>			<b>61 011</b>	<b>20 000</b>	<b>0</b>	<b>81 011</b>		<b>81 011</b>	<b>20 534</b>	<b>60 476</b>	
Direction et animation de l'action départementale	Finances	Autres opérations financières	2023	0	839 767	0	5 041		5 041	5 041	0		
		<b>Autres opérations financières</b>			<b>0</b>	<b>839 767</b>	<b>0</b>	<b>5 041</b>		<b>5 041</b>	<b>5 041</b>	<b>0</b>	
		Dépenses/Recettes	2023	0	19 384 000	0	19 384 000		19 384 000	19 384 000	0		
		<b>Dépenses/Recettes d'investissement.</b>			<b>0</b>	<b>19 384 000</b>	<b>0</b>	<b>19 384 000</b>		<b>19 384 000</b>	<b>19 384 000</b>	<b>0</b>	
		<b>Finances</b>			<b>0</b>	<b>20 223 767</b>	<b>0</b>	<b>19 389 041</b>		<b>19 389 041</b>	<b>19 389 041</b>	<b>0</b>	
		<b>Direction et animation de l'action départementale</b>			<b>0</b>	<b>20 223 767</b>	<b>0</b>	<b>19 389 041</b>		<b>19 389 041</b>	<b>19 389 041</b>	<b>0</b>	
Moyens généraux	Bâtiments départementaux	Culture et patrimoine - construction	2020	0	0	152 190				152 190	113 224	38 966	
		<b>Culture et patrimoine - construction</b>			<b>0</b>	<b>0</b>	<b>152 190</b>				<b>152 190</b>	<b>113 224</b>	<b>38 966</b>
		Culture et patrimoine - entretien et grosses réparations	2015	0	0	0				0	0	0	
			2018	250 000	0	237 702	250 621	621	487 702	151 727	335 974		
			2019	0	0	86 185	7 443	7 443	86 185	7 502	78 683		
			2020	0	0	225 147			225 147	66 757	158 390		
			2021	0	0	440 988	9 118	9 118	440 988	44 021	396 967		
			2022	18 107	0	466 341	19 557	1 450	484 447	217 505	266 942		
			2023	0	510 000	0	510 000		510 000	95 480	414 520		
		<b>patrimoine - entretien et grosses réparations</b>			<b>268 107</b>	<b>510 000</b>	<b>1 456 364</b>	<b>796 739</b>	<b>18 632</b>	<b>2 234 470</b>	<b>582 992</b>	<b>1 651 478</b>	
		Services départementaux - construction	2018	0	0	0			0	0	0		
			2019	0	-150 000	150 000		150 000	0	0	0		
			2020	0	-48 000	406 123		48 000	358 123	16 121	342 002		
			2021	0	0	34 233 301			34 233 301	43 588	34 189 713		
			2022	0	-3 300	3 300		3 300	0	0	0		
			2023	0	803 300	0	803 300		803 300	0	803 300		
		<b>Services départementaux - construction</b>			<b>0</b>	<b>602 000</b>	<b>34 792 723</b>	<b>803 300</b>	<b>201 300</b>	<b>35 394 723</b>	<b>59 709</b>	<b>35 335 015</b>	
		Services départementaux - entretien et grosses réparations	2013	0	0	0			0	0	0		
			2014	0	0	180 950	43 900	43 900	180 950	137 950	43 000		
			2015	0	0	279 931	50 164	50 164	279 931	42 159	237 772		
			2016	700 000	800 000	2 926 033	1 602 040	102 040	4 426 033	614 071	3 811 962		
			2017	0	150 000	348 309	150 000		498 309	158 171	340 138		
			2018	0	0	162 525	1 324	1 324	162 525	98 546	63 979		
			2019	0	0	1 098 948	23 073	23 073	1 098 948	278 619	820 329		
			2020	0	0	699 130	20 057	20 057	699 130	132 782	566 348		
			2021	0	196 840	605 777	238 759	41 919	802 618	269 894	532 724		
			2022	325 958	1 667 098	2 216 358	1 993 056		4 209 414	846 271	3 363 143		
	2023	0	1 970 000	0	3 370 000	1 400 000	1 970 000	138 507	1 831 493				
<b>ementaux - entretien et grosses réparations</b>			<b>1 025 958</b>	<b>4 783 938</b>	<b>8 517 962</b>	<b>7 492 372</b>	<b>1 682 476</b>	<b>14 327 858</b>	<b>2 716 970</b>	<b>11 610 887</b>			
Solidarité - construction	2014	0	-314 752	314 752			314 752	0	0				

Mission	Politique	Domaine	Programme	Millésime	Stock AP disponible pour affectation 1erJanvier	Mouvements d'AP votées dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 1er janvier	Flux d'AP affectées dans l'année	AP affectées annulées dans l'année	Stock d'AP affectées restant à financer	CP mandatés au budget de l'année	Reste à financer au titre des AP affectées au 31 déc.
				2019	0	0	241 202			241 202	24 298	216 904
				2020	0	-858 628	13 378 309		858 628	12 519 680	2 223 743	10 295 937
				2021	0	-103 715	103 715		103 715	0	0	0
				2022	0	0	1 456 192			1 456 192	27 552	1 428 640
				2023	0	1 000 000	0	1 000 000		1 000 000	624 346	375 654
			<b>Solidarité - construction</b>		<b>0</b>	<b>-277 095</b>	<b>15 494 170</b>	<b>1 000 000</b>	<b>1 277 095</b>	<b>15 217 075</b>	<b>2 899 940</b>	<b>12 317 135</b>
			Solidarité - entretien et grosses réparations	2016	0	-1 931	66 570	6	1 937	64 639	14 700	49 939
				2017	0	120 000	85 632	120 000		205 632	69 987	135 645
				2018	0	-1 032	116 434	2 732	3 764	115 402	19 689	95 712
				2019	0	-17 148	250 042	25 130	42 278	232 894	48 708	184 186
				2020	5	0	514 245	21 193	21 187	514 250	204 347	309 903
				2021	0	0	833 581			833 581	139 932	693 649
				2022	3 996	1 931	987 904	76 290	70 363	993 831	409 234	584 597
				2023	0	3 390 000	0	3 474 160	84 160	3 390 000	362 108	3 027 892
			<b>Solidarité - entretien et grosses réparations</b>		<b>4 002</b>	<b>3 491 820</b>	<b>2 854 408</b>	<b>3 719 511</b>	<b>223 689</b>	<b>6 350 229</b>	<b>1 268 706</b>	<b>5 081 524</b>
			Voirie - construction	2017	0	-51 946	51 946		51 946	0	0	0
				2019	0	0	451 709			451 709	404 065	47 644
				2021	0	0	705 319			705 319	117 711	587 608
				2022	0	51 946	5 095 840	51 946		5 147 786	4 511 893	635 893
				2023	0	1 700 000	0	1 700 000		1 700 000	9 343	1 690 657
			<b>Voirie - construction</b>		<b>0</b>	<b>1 700 000</b>	<b>6 304 813</b>	<b>1 751 946</b>	<b>51 946</b>	<b>8 004 813</b>	<b>5 043 012</b>	<b>2 961 802</b>
			Voirie - entretien et grosses réparations	2016	0	0	23 361			23 361	0	23 361
				2017	0	0	188 080	5 057	5 057	188 080	5 567	182 513
				2018	0	0	92 988			92 988	36 694	56 293
				2019	0	0	461 242	1 312	1 312	461 242	279 997	181 245
				2020	0	0	401 302	1 079	1 079	401 302	119 643	281 660
				2021	0	0	931 711	5 395	5 395	931 711	287 963	643 747
				2022	50 000	0	701 394	50 906	906	751 394	310 698	440 696
				2023	0	1 030 000	0	1 030 256	256	1 030 000	198 755	831 245
			<b>Voirie - entretien et grosses réparations</b>		<b>50 000</b>	<b>1 030 000</b>	<b>2 800 077</b>	<b>1 094 004</b>	<b>14 004</b>	<b>3 880 077</b>	<b>1 239 317</b>	<b>2 640 760</b>
			<b>Bâtiments départementaux</b>		<b>1 348 066</b>	<b>11 840 663</b>	<b>72 372 707</b>	<b>16 657 872</b>	<b>3 469 143</b>	<b>85 561 436</b>	<b>13 923 870</b>	<b>71 637 566</b>
			Etude et prévention du risque	Assurances et sinistres	2022	0	-18 878	18 878	18 878	0	0	0
					2023	0	97 600	0	122 094	24 494	61 687	35 913
				<b>Assurances et sinistres</b>	<b>0</b>	<b>78 722</b>	<b>18 878</b>	<b>122 094</b>	<b>43 372</b>	<b>97 600</b>	<b>61 687</b>	<b>35 913</b>
			<b>Etude et prévention du risque</b>		<b>0</b>	<b>78 722</b>	<b>18 878</b>	<b>122 094</b>	<b>43 372</b>	<b>97 600</b>	<b>61 687</b>	<b>35 913</b>
			Gestion du patrimoine immobilier	Services départementaux - acquisitions et cessions	2019	1 965 760	-1 231 990	0	733 770	733 770	733 770	0
					2023	0	31 006	0	31 006	31 006	31 006	0
				<b>es départementaux - acquisitions et cessions</b>	<b>1 965 760</b>	<b>-1 200 984</b>	<b>0</b>	<b>764 776</b>		<b>764 776</b>	<b>764 776</b>	<b>0</b>
			Solidarité - acquisitions et cessions	2018	3 000 000	-3 000 000	0			0	0	0

Mission	Politique	Domaine	Programme	Millésime	Stock AP disponible pour affectation 1erJanvier	Mouvements d'AP votées dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 1er janvier	Flux d'AP affectées dans l'année	AP affectées annulées dans l'année	Stock d'AP affectées restant à financer	CP mandatés au budget de l'année	Reste à financer au titre des AP affectées au 31 déc.
				2020	550 000	-16 225	-533 775	533 775		0	0	0
			<b>Solidarité - acquisitions et cessions</b>		<b>3 550 000</b>	<b>-3 016 225</b>	<b>-533 775</b>	<b>533 775</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
			<b>Gestion du patrimoine immobilier</b>		<b>5 515 760</b>	<b>-4 217 209</b>	<b>-533 775</b>	<b>1 298 551</b>		<b>764 776</b>	<b>764 776</b>	<b>0</b>
		Logistique	Gestion de la flotte des véhicules	2021	0	0	134 160			134 160	110 450	23 710
				2022	0	-70 000	1 586 635	68 347	138 347	1 516 635	1 055 012	461 623
				2023	0	2 018 800	0	2 264 744	245 944	2 018 800	219 406	1 799 395
			<b>Gestion de la flotte des véhicules</b>		<b>0</b>	<b>1 948 800</b>	<b>1 720 795</b>	<b>2 333 091</b>	<b>384 291</b>	<b>3 669 595</b>	<b>1 384 868</b>	<b>2 284 728</b>
			Matériel et mobilier	2018	0	-254	843		254	588	588	0
				2019	0	-708	13 772		708	13 064	10 655	2 410
				2020	0	-482	2 820		482	2 338	2 338	0
				2021	0	-1 381	7 182		1 381	5 802	2 727	3 075
				2022	150 000	-17	230 536	238 911	135 488	333 959	281 387	52 572
				2023	0	982 538	0	1 102 174	119 636	982 538	259 725	722 812
			<b>Matériel et mobilier</b>		<b>150 000</b>	<b>979 695</b>	<b>255 154</b>	<b>1 341 085</b>	<b>257 949</b>	<b>1 338 290</b>	<b>557 420</b>	<b>780 869</b>
			<b>Logistique</b>		<b>150 000</b>	<b>2 928 495</b>	<b>1 975 949</b>	<b>3 674 175</b>	<b>642 240</b>	<b>5 007 885</b>	<b>1 942 288</b>	<b>3 065 597</b>
		Système d'information	Etudes et solutions logicielles	2017	346 421	-4 958	107 927	420 770	79 307	449 390	359 799	89 592
				2021	126 063	-75 000	349 818	115 063	230 546	234 334	234 334	0
				2022	28 000	-28 000	1 724 237		974 131	750 106	606 978	143 128
				2023	0	2 179 540	0	2 511 906	332 579	2 179 328	1 453 628	725 700
			<b>Etudes et solutions logicielles</b>		<b>500 484</b>	<b>2 071 582</b>	<b>2 181 982</b>	<b>3 047 739</b>	<b>1 616 563</b>	<b>3 613 158</b>	<b>2 654 739</b>	<b>958 419</b>
			Infrastructures	2017	0	0	98 715		11 633	87 082	0	87 082
				2020	0	0	62 733			62 733	62 733	0
				2021	529 826	-32 188	184 759	540 512	323 115	402 156	391 638	10 518
				2022	192 000	40 100	423 543	597 352	365 252	655 643	471 237	184 406
				2023	0	4 611 784	0	5 179 134	567 350	4 611 784	4 525 819	85 966
			<b>Infrastructures</b>		<b>721 826</b>	<b>4 619 696</b>	<b>769 750</b>	<b>6 316 999</b>	<b>1 267 350</b>	<b>5 819 399</b>	<b>5 451 427</b>	<b>367 973</b>
			Matériels et logiciels clients	2021	0	0	1 036			1 036	0	1 036
				2022	565 453	314 293	664 554	929 715	49 969	1 544 300	1 532 092	12 208
				2023	0	2 026 582	0	2 557 775	531 291	2 026 484	1 901 548	124 936
			<b>Matériels et logiciels clients</b>		<b>565 453</b>	<b>2 340 876</b>	<b>665 590</b>	<b>3 487 490</b>	<b>581 260</b>	<b>3 571 820</b>	<b>3 433 640</b>	<b>138 180</b>
			<b>Système d'information</b>		<b>1 787 763</b>	<b>9 032 154</b>	<b>3 617 322</b>	<b>12 852 228</b>	<b>3 465 172</b>	<b>13 004 378</b>	<b>11 539 806</b>	<b>1 464 572</b>
			<b>Moyens généraux</b>		<b>8 801 589</b>	<b>19 662 825</b>	<b>77 451 081</b>	<b>34 604 921</b>	<b>7 619 927</b>	<b>104 436 074</b>	<b>28 232 427</b>	<b>76 203 647</b>
	Ressources humaines	Santé, actions sociales, relations sociales	Santé	2022	25 157	-84 408	83 947		59 251	24 696	19 795	4 901
				2023	0	283 095	0	353 502	70 407	283 095	98 055	185 040
			<b>Santé</b>		<b>25 157</b>	<b>198 687</b>	<b>83 947</b>	<b>353 502</b>	<b>129 658</b>	<b>307 791</b>	<b>117 850</b>	<b>189 941</b>
			<b>Santé, actions sociales, relations sociales</b>		<b>25 157</b>	<b>198 687</b>	<b>83 947</b>	<b>353 502</b>	<b>129 658</b>	<b>307 791</b>	<b>117 850</b>	<b>189 941</b>
			<b>Ressources humaines</b>		<b>25 157</b>	<b>198 687</b>	<b>83 947</b>	<b>353 502</b>	<b>129 658</b>	<b>307 791</b>	<b>117 850</b>	<b>189 941</b>
			<b>4 - Mission fonctionnelle</b>		<b>8 887 757</b>	<b>40 105 280</b>	<b>77 535 028</b>	<b>54 428 475</b>	<b>7 749 585</b>	<b>124 213 917</b>	<b>47 759 853</b>	<b>76 454 064</b>

Mission	Politique	Domaine	Programme	Millésime	Stock AP disponible pour affectation 1erJanvier	Mouvements d'AP votées dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 1er janvier	Flux d'AP affectées dans l'année	AP affectées annulées dans l'année	Stock d'AP affectées restant à financer	CP mandatés au budget de l'année	Reste à financer au titre des AP affectées au 31 déc.
					270 315 384	333 313 793	437 458 711	487 174 164	91 994 847	832 638 029	296 077 370	536 560 659

## CA 2023 - Récapitulatif par mission du montant cumulé des Autorisations d'Engagement et des crédits de paiement afférents (fonctionnement)

Mission	Politique	Domaine	Programme	Millésime	Stock AP disponible pour affectation 1erJanvier	Mouvements d'AE votées dans l'année	AE affectées non couvertes par des CP réalisés au 1er janvier	Flux d'AE affectées dans l'année	AE affectées annulées dans l'année	Stock d'AE affectées restant à financer	CP mandatés au budget de l'année	Reste à financer au titre des AE affectées au 31 déc.	
1 - Mission aménagement et développement du territoire	Développement territorial	Agriculture	Agriculture	2021	35 000	-35 000	0			0	0	0	
				2023	0	70 000	0			0	0	0	
				<b>Agriculture</b>	<b>35 000</b>	<b>35 000</b>	<b>0</b>			<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	
					<b>Agriculture</b>		<b>35 000</b>	<b>35 000</b>	<b>0</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
		Développement local	Aménagement, urbanisme et prospective	2022	150 000	-150 000	0			0	0	0	0
				2023	0	19 000	0			0	0	0	0
				<b>Aménagement, urbanisme et prospective</b>	<b>150 000</b>	<b>-131 000</b>	<b>0</b>			<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	
			Contrats intercommunaux	2022	26 000	-14 100	50 000	11 900	61 900	61 900	0		
				2023	0	100 000	0	100 000	100 000	3 154	96 846		
			<b>Contrats intercommunaux</b>	<b>26 000</b>	<b>85 900</b>	<b>50 000</b>	<b>111 900</b>	<b>161 900</b>	<b>65 054</b>	<b>96 846</b>			
			Soutien au développement local - divers partenariats	2023	0	163 400	0		0	0	0	0	
		<b>Soutien au développement local - divers partenariats</b>	<b>0</b>	<b>163 400</b>	<b>0</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>			
		<b>Développement local</b>	<b>176 000</b>	<b>118 300</b>	<b>50 000</b>	<b>111 900</b>	<b>161 900</b>	<b>65 054</b>	<b>96 846</b>				
		<b>Développement territorial</b>	<b>211 000</b>	<b>153 300</b>	<b>50 000</b>	<b>111 900</b>	<b>161 900</b>	<b>65 054</b>	<b>96 846</b>				
Protection de l'environnement	Eau	Cours d'eau	2021	84 510	-112 666	73 294		28 156	45 138	33 138	12 000		
			2022	164 905	-43 119	80 095	196 347	74 562	201 880	201 880	0		
			2023	0	368 119	0	293 119	293 119	69 678	223 441			
		<b>Cours d'eau</b>	<b>249 415</b>	<b>212 334</b>	<b>153 389</b>	<b>489 466</b>	<b>102 718</b>	<b>540 137</b>	<b>304 696</b>	<b>235 441</b>			
		Eau potable	2023	0	105 000	0	63 000	63 000	63 000	0			
	<b>Eau potable</b>	<b>0</b>	<b>105 000</b>	<b>0</b>	<b>63 000</b>	<b>63 000</b>	<b>63 000</b>	<b>63 000</b>	<b>0</b>				
	<b>Eau</b>	<b>249 415</b>	<b>317 334</b>	<b>153 389</b>	<b>552 466</b>	<b>102 718</b>	<b>603 137</b>	<b>367 696</b>	<b>235 441</b>				
	Environnement	Environnement et développement durable	2020	20 000	-1 737	0	18 263	18 263	18 263	0			
			2023	0	21 737	0	9 305	9 305	9 305	0			
			<b>Environnement et développement durable</b>	<b>20 000</b>	<b>20 000</b>	<b>0</b>	<b>27 568</b>	<b>27 568</b>	<b>27 568</b>	<b>27 568</b>	<b>0</b>		
Espaces naturels sensibles - autres		2021	0	0	1 421		1 421	1 421	0				
		2022	11 719	-9 019	6 715	4 575	1 875	9 415	9 415	0			
2023	0	30 000	0	12 176	12 176	5 607	6 569						
<b>Espaces naturels sensibles - autres</b>	<b>11 719</b>	<b>20 981</b>	<b>8 136</b>	<b>16 751</b>	<b>1 875</b>	<b>23 012</b>	<b>16 443</b>	<b>6 569</b>					
<b>Environnement</b>	<b>31 719</b>	<b>40 981</b>	<b>8 136</b>	<b>44 319</b>	<b>1 875</b>	<b>50 580</b>	<b>44 011</b>	<b>6 569</b>					
<b>Protection de l'environnement</b>	<b>281 134</b>	<b>358 315</b>	<b>161 525</b>	<b>596 784</b>	<b>104 593</b>	<b>653 717</b>	<b>411 707</b>	<b>242 010</b>					
Sécurité	Sécurité des biens et des personnes	Opérations de sensibilisation à la sécurité routière	2021	0	-12 306	12 306		12 306	0	0	0		
			2022	47 600	0	0	47 600	23 947	23 653	23 653	0		
			2023	0	47 600	0			0	0	0		

Conseil départemental 21 juin 2024

Mission	Politique	Domaine	Programme	Millésime	Stock AP disponible pour affectation 1erJanvier	Mouvements d'AE votées dans l'année	AE affectées non couvertes par des CP réalisés au 1er janvier	Flux d'AE affectées dans l'année	AE affectées annulées dans l'année	Stock d'AE affectées restant à financer	CP mandatés au budget de l'année	Reste à financer au titre des AE affectées au 31 déc.
			<b>Opérations de sensibilisation à la sécurité routière</b>		<b>47 600</b>	<b>35 294</b>	<b>12 306</b>	<b>47 600</b>	<b>36 253</b>	<b>23 653</b>	<b>23 653</b>	<b>0</b>
			<b>Sécurité des biens et des personnes</b>		<b>47 600</b>	<b>35 294</b>	<b>12 306</b>	<b>47 600</b>	<b>36 253</b>	<b>23 653</b>	<b>23 653</b>	<b>0</b>
			<b>Sécurité</b>		<b>47 600</b>	<b>35 294</b>	<b>12 306</b>	<b>47 600</b>	<b>36 253</b>	<b>23 653</b>	<b>23 653</b>	<b>0</b>
	Transports	Transports publics	Etudes	2022	105 000	0	0	15 000		15 000	15 000	0
			<b>Etudes</b>		<b>105 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>15 000</b>		<b>15 000</b>	<b>15 000</b>	<b>0</b>
			Infrastructures de transport	2015	563 080	0	30 124	163 154	73 154	120 124	70 580	49 544
				2017	0	0	10 650			10 650	1 825	8 825
				2020	76 000	50 000	0			0	0	0
				2021	40 000	40 000	18 950	98 950	18 950	98 950	10 290	88 660
				2023	0	20 000	0			0	0	0
			<b>Infrastructures de transport</b>		<b>679 080</b>	<b>110 000</b>	<b>59 724</b>	<b>262 104</b>	<b>92 104</b>	<b>229 724</b>	<b>82 695</b>	<b>147 029</b>
			PAM77	2021	184 691	-67 364	7 674	147 339	60 013	95 000	87 012	7 989
			<b>PAM77</b>		<b>184 691</b>	<b>-67 364</b>	<b>7 674</b>	<b>147 339</b>	<b>60 013</b>	<b>95 000</b>	<b>87 012</b>	<b>7 989</b>
			<b>Transports publics</b>		<b>968 771</b>	<b>42 636</b>	<b>67 398</b>	<b>424 443</b>	<b>152 116</b>	<b>339 724</b>	<b>184 707</b>	<b>155 018</b>
	Transports scolaires	Transport scolaire	Transport scolaire	2021	90 000	0	0	27 500		27 500	14 500	13 000
			<b>Transport scolaire</b>		<b>90 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>27 500</b>		<b>27 500</b>	<b>14 500</b>	<b>13 000</b>
			Transport scolaire des élèves et étudiants handicapés	2021	145 632	0	26 188	30 000	6 007	50 181	23 993	26 188
			<b>Transport scolaire des élèves et étudiants handicapés</b>		<b>145 632</b>	<b>0</b>	<b>26 188</b>	<b>30 000</b>	<b>6 007</b>	<b>50 181</b>	<b>23 993</b>	<b>26 188</b>
			<b>Transports scolaires</b>		<b>235 632</b>	<b>0</b>	<b>26 188</b>	<b>57 500</b>	<b>6 007</b>	<b>77 681</b>	<b>38 493</b>	<b>39 188</b>
			<b>Transports</b>		<b>1 204 403</b>	<b>42 636</b>	<b>93 586</b>	<b>481 943</b>	<b>158 123</b>	<b>417 405</b>	<b>223 200</b>	<b>194 206</b>
			<b>1 - Mission aménagement et développement du territoire</b>		<b>1 744 137</b>	<b>589 545</b>	<b>317 417</b>	<b>1 238 227</b>	<b>298 969</b>	<b>1 256 675</b>	<b>723 613</b>	<b>533 062</b>
2 - Mission développement socio-éducatif, culturel et sportif	Culture et patrimoine	Développement culturel	Actions culturelles.	2022	450 700	0	0	330 000		330 000	272 000	58 000
			<b>Actions culturelles.</b>		<b>450 700</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>330 000</b>		<b>330 000</b>	<b>272 000</b>	<b>58 000</b>
			<b>Développement culturel</b>		<b>450 700</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>330 000</b>		<b>330 000</b>	<b>272 000</b>	<b>58 000</b>
		Patrimoine	Développement des publics du château de Blandy-les-Tours	2022	202 935	-10 135	0	192 800		192 800	192 800	0
				2023	0	600 000	0			0	0	0
			<b>Développement des publics du château de Blandy-les-Tours</b>		<b>202 935</b>	<b>589 865</b>	<b>0</b>	<b>192 800</b>		<b>192 800</b>	<b>192 800</b>	<b>0</b>
			<b>Patrimoine</b>		<b>202 935</b>	<b>589 865</b>	<b>0</b>	<b>192 800</b>		<b>192 800</b>	<b>192 800</b>	<b>0</b>
			<b>Culture et patrimoine</b>		<b>653 635</b>	<b>589 865</b>	<b>0</b>	<b>522 800</b>		<b>522 800</b>	<b>464 800</b>	<b>58 000</b>
	Education formation	Action éducative et appui à la scolarité	Projets éducatifs: actions en faveur de la jeunesse seine-et-marnaise	2018	20 000	0	0	20 000		20 000	0	20 000
				2022	1 293 129	-212 274		876 027	36 616	839 411	611 868	227 543
			<b>Projets éducatifs: actions en faveur de la jeunesse seine-et-marnaise</b>		<b>1 313 129</b>	<b>-212 274</b>	<b>0</b>	<b>896 027</b>	<b>36 616</b>	<b>859 411</b>	<b>611 868</b>	<b>247 543</b>
			<b>Action éducative et appui à la scolarité</b>		<b>1 313 129</b>	<b>-212 274</b>	<b>0</b>	<b>896 027</b>	<b>36 616</b>	<b>859 411</b>	<b>611 868</b>	<b>247 543</b>
		Enseignement supérieur et recherche	Enseignement supérieur et recherche.	2021	0	0	150 000			150 000	50 000	100 000
				2022	250 000	0		250 000		250 000	50 000	200 000

Conseil départemental 21 juin 2024

Mission	Politique	Domaine	Programme	Millésime	Stock AP disponible pour affectation 1erJanvier	Mouvements d'AE votées dans l'année	AE affectées non couvertes par des CP réalisés au 1er janvier	Flux d'AE affectées dans l'année	AE affectées annulées dans l'année	Stock d'AE affectées restant à financer	CP mandatés au budget de l'année	Reste à financer au titre des AE affectées au 31 déc.
				2023	0	1 050 000	0	630 000		630 000	120 000	510 000
			<b>Enseignement supérieur et recherche.</b>		<b>250 000</b>	<b>1 050 000</b>	<b>150 000</b>	<b>880 000</b>		<b>1 030 000</b>	<b>220 000</b>	<b>810 000</b>
			<b>Enseignement supérieur et recherche</b>		<b>250 000</b>	<b>1 050 000</b>	<b>150 000</b>	<b>880 000</b>		<b>1 030 000</b>	<b>220 000</b>	<b>810 000</b>
		Vie des collèves	Autres - vie des collèves	2018	172 740	510 000	0	392 748	40 008	352 740	320 008	32 732
			<b>Autres - vie des collèves</b>		<b>172 740</b>	<b>510 000</b>	<b>0</b>	<b>392 748</b>	<b>40 008</b>	<b>352 740</b>	<b>320 008</b>	<b>32 732</b>
			Equipement et suppléance des ATTEE	2022	550 000	-85 000	0	245 010	10	245 000	245 000	0
			<b>Equipement et suppléance des ATTEE</b>		<b>550 000</b>	<b>-85 000</b>	<b>0</b>	<b>245 010</b>	<b>10</b>	<b>245 000</b>	<b>245 000</b>	<b>0</b>
			Restauration scolaire	2023	0	3 746 200	0	901 265	696 774	204 490	204 490	0
			<b>Restauration scolaire</b>		<b>0</b>	<b>3 746 200</b>	<b>0</b>	<b>901 265</b>	<b>696 774</b>	<b>204 490</b>	<b>204 490</b>	<b>0</b>
			<b>Vie des collèves</b>		<b>722 740</b>	<b>4 171 200</b>	<b>0</b>	<b>1 539 023</b>	<b>736 792</b>	<b>802 230</b>	<b>769 498</b>	<b>32 732</b>
			<b>Education formation</b>		<b>2 285 869</b>	<b>5 008 926</b>	<b>150 000</b>	<b>3 315 050</b>	<b>773 408</b>	<b>2 691 642</b>	<b>1 601 367</b>	<b>1 090 275</b>
	Jeunesse, sports et loisirs	Activités sportives	Autres - activités sportives	2022	450 000	-12 993	0	450 000	12 993	437 007	437 007	0
			<b>Autres - activités sportives</b>		<b>450 000</b>	<b>-12 993</b>	<b>0</b>	<b>450 000</b>	<b>12 993</b>	<b>437 007</b>	<b>437 007</b>	<b>0</b>
			<b>Activités sportives</b>		<b>450 000</b>	<b>-12 993</b>	<b>0</b>	<b>450 000</b>	<b>12 993</b>	<b>437 007</b>	<b>437 007</b>	<b>0</b>
			<b>Jeunesse, sports et loisirs</b>		<b>450 000</b>	<b>-12 993</b>	<b>0</b>	<b>450 000</b>	<b>12 993</b>	<b>437 007</b>	<b>437 007</b>	<b>0</b>
			<b>2 - Mission développement socio-éducatif, culturel et sportif</b>		<b>3 389 504</b>	<b>5 585 798</b>	<b>150 000</b>	<b>4 287 850</b>	<b>786 401</b>	<b>3 651 449</b>	<b>2 503 174</b>	<b>1 148 275</b>
3 - Mission solidarité	Habitat	Insertion par le logement	Actions d'insertion par le logement	2019	0	0	2 628			2 628	2 628	0
				2020	0	0	2 112			2 112	0	2 112
				2022	30 520	0	0	30 520		30 520	0	30 520
				2023	0	7 000	0			0	0	0
			<b>Actions d'insertion par le logement</b>		<b>30 520</b>	<b>7 000</b>	<b>4 740</b>	<b>30 520</b>		<b>35 260</b>	<b>2 628</b>	<b>32 632</b>
			<b>Insertion par le logement</b>		<b>30 520</b>	<b>7 000</b>	<b>4 740</b>	<b>30 520</b>		<b>35 260</b>	<b>2 628</b>	<b>32 632</b>
			<b>Habitat</b>		<b>30 520</b>	<b>7 000</b>	<b>4 740</b>	<b>30 520</b>		<b>35 260</b>	<b>2 628</b>	<b>32 632</b>
	Insertion	Autres dispositifs d'insertion	Dispositifs d'insertion sociale et médico sociale	2015	0		1 616			1 616	0	1 616
				2016	0		21			21	0	21
				2021	0	-283 783	413 783		325 459	88 324	88 324	0
				2022	488 000	283 783		201 948		201 948	415 052	-213 104
				2023	0	800 000	0			0	43 687	-43 687
			<b>Dispositifs d'insertion sociale et médico sociale</b>		<b>488 000</b>	<b>800 000</b>	<b>415 420</b>	<b>201 948</b>	<b>325 459</b>	<b>291 909</b>	<b>547 063</b>	<b>-255 154</b>
			Plans Locaux d'Insertion pour l'Emploi (PLIE)	2021	63 396	-96 566	33 170		33 170	0	0	0
				2022	945 000	0	0	944 923		944 923	258 713	686 210
			<b>Plans Locaux d'Insertion pour l'Emploi (PLIE)</b>		<b>1 008 396</b>	<b>-96 566</b>	<b>33 170</b>	<b>944 923</b>	<b>33 170</b>	<b>944 923</b>	<b>258 713</b>	<b>686 210</b>
			<b>Autres dispositifs d'insertion</b>		<b>1 496 396</b>	<b>703 434</b>	<b>448 590</b>	<b>1 146 871</b>	<b>358 629</b>	<b>1 236 832</b>	<b>805 776</b>	<b>431 056</b>
	Dispositifs RSA	Accompagnement des bénéficiaires du RSA		2020	10 660	-74 630	63 970		63 970	0	0	0
				2021	27 525	-321 787	294 262	25 899	320 161	0	0	0
				2022	255 813	0	1 354 543	154 537	17 037	1 492 043	1 208 189	283 855

Conseil départemental 21 juin 2024

Mission	Politique	Domaine	Programme	Millésime	Stock AP disponible pour affectation 1erJanvier	Mouvements d'AE votées dans l'année	AE affectées non couvertes par des CP réalisés au 1er janvier	Flux d'AE affectées dans l'année	AE affectées annulées dans l'année	Stock d'AE affectées restant à financer	CP mandatés au budget de l'année	Reste à financer au titre des AE affectées au 31 déc.
				2023	0	3 165 025	0	3 160 513		3 160 513	1 437 920	1 722 593
			<b>Accompagnement des bénéficiaires du RSA</b>		<b>293 999</b>	<b>2 768 608</b>	<b>1 712 775</b>	<b>3 340 948</b>	<b>401 167</b>	<b>4 652 556</b>	<b>2 646 109</b>	<b>2 006 448</b>
			Actions d'insertion par l'activité économique	2021	0	-1 260	1 260		1 260	0	0	0
				2022	55 300	6 260	1 133 350	58 350	21 374	1 170 326	1 146 151	24 175
				2023	0	2 490 500	0	2 440 539		2 440 539	1 232 470	1 208 070
			<b>Actions d'insertion par l'activité économique</b>		<b>55 300</b>	<b>2 495 500</b>	<b>1 134 610</b>	<b>2 498 889</b>	<b>22 634</b>	<b>3 610 865</b>	<b>2 378 620</b>	<b>1 232 245</b>
			Dispositifs d'insertion	2019	84	-44 853	68 955		44 769	24 186	24 186	0
				2020	1	7 637	857 362	60 437	52 862	864 937	864 937	0
				2021	550 933	49 404	359 117	625 539	35 035	949 621	429 754	519 867
				2022	3 923 224	-178 501	520 715	3 705 549	639 799	3 586 466	2 448 612	1 137 854
				2023	0	6 963 600	0	5 707 950		5 707 950	2 362 648	3 345 302
			<b>Dispositifs d'insertion</b>		<b>4 474 242</b>	<b>6 797 287</b>	<b>1 806 150</b>	<b>10 099 475</b>	<b>772 465</b>	<b>11 133 161</b>	<b>6 130 138</b>	<b>5 003 023</b>
			<b>Dispositifs RSA</b>		<b>4 823 540</b>	<b>12 061 394</b>	<b>4 653 535</b>	<b>15 939 313</b>	<b>1 196 267</b>	<b>19 396 581</b>	<b>11 154 867</b>	<b>8 241 715</b>
			<b>Insertion</b>		<b>6 319 936</b>	<b>12 764 828</b>	<b>5 102 126</b>	<b>17 086 183</b>	<b>1 554 896</b>	<b>20 633 413</b>	<b>11 960 642</b>	<b>8 672 771</b>
	Personnes âgées	Maintien à domicile des personnes âgées	Aide à domicile et accord-cadre CNSA	2020	709 733	-901 652	212 606	2 878	194 797	20 687	20 687	0
			<b>Aide à domicile et accord-cadre CNSA</b>		<b>709 733</b>	<b>-901 652</b>	<b>212 606</b>	<b>2 878</b>	<b>194 797</b>	<b>20 687</b>	<b>20 687</b>	<b>0</b>
			<b>Maintien à domicile des personnes âgées</b>		<b>709 733</b>	<b>-901 652</b>	<b>212 606</b>	<b>2 878</b>	<b>194 797</b>	<b>20 687</b>	<b>20 687</b>	<b>0</b>
			<b>Personnes âgées</b>		<b>709 733</b>	<b>-901 652</b>	<b>212 606</b>	<b>2 878</b>	<b>194 797</b>	<b>20 687</b>	<b>20 687</b>	<b>0</b>
			<b>3 - Mission solidarité</b>		<b>7 060 189</b>	<b>11 870 176</b>	<b>5 319 472</b>	<b>17 119 581</b>	<b>1 749 692</b>	<b>20 689 360</b>	<b>11 983 957</b>	<b>8 705 403</b>
4 - Mission fonctionnelle	Moyens généraux	Système d'information	Prestations et fournitures	2021	0	-8 436	8 436		8 436	0	0	0
				2023	0	400 000	0	400 000		400 000	193 534	206 466
			<b>Prestations et fournitures</b>		<b>0</b>	<b>391 564</b>	<b>8 436</b>	<b>400 000</b>	<b>8 436</b>	<b>400 000</b>	<b>193 534</b>	<b>206 466</b>
			<b>Système d'information</b>		<b>0</b>	<b>391 564</b>	<b>8 436</b>	<b>400 000</b>	<b>8 436</b>	<b>400 000</b>	<b>193 534</b>	<b>206 466</b>
			<b>Moyens généraux</b>		<b>0</b>	<b>391 564</b>	<b>8 436</b>	<b>400 000</b>	<b>8 436</b>	<b>400 000</b>	<b>193 534</b>	<b>206 466</b>
			<b>4 - Mission fonctionnelle</b>		<b>0</b>	<b>391 564</b>	<b>8 436</b>	<b>400 000</b>	<b>8 436</b>	<b>400 000</b>	<b>193 534</b>	<b>206 466</b>
			<b>TOTAL AE</b>		<b>12 193 830</b>	<b>18 437 082</b>	<b>5 795 325</b>	<b>23 045 658</b>	<b>2 843 499</b>	<b>25 997 484</b>	<b>15 404 278</b>	<b>10 593 206</b>

## CA 2023 - Etat des caducités sur Autorisations de Programme et Autorisations d'Engagement

## AP

Mission	Politique	Domaine	Programme	Millésime	Opération	Mt pluriannuel voté	Mt affecté au 31/12/23	Mt caduc au 31/12/23	
1 - Mission aménagement et développement du territoire	Développement territorial	Aménagements routiers et liaisons douces	Liaisons douces	2021	Participation départementale aux liaisons du PlanVélo77 (FS2I) (DI21)	400 000,00	40 000,00	360 000,00	
			<b>Aménagements routiers et liaisons douces</b>						
		Développement local	Contrats communaux	2019	Contrats ruraux (DI19)	3 145 343,17	3 133 407,53	11 935,64	
				2020	Contrats ruraux (DI20)	3 751 030,76	3 740 156,57	10 874,19	
				2021	Contrats ruraux (DI21)	2 870 978,49	2 805 382,73	65 595,76	
				2022	Contrats ruraux (DI22)	5 078 221,16	5 078 221,14	0,02	
			Contrats intercommunaux	2020	Aide au Parc Naturel Régional du Gâtinais Français (DI20)	132 594,97	132 594,47	0,50	
			Fonds Aménagement Communal	2021	Fonds Aménagement Communal (DI21)	12 937 260,76	12 760 670,14	176 590,62	
				2022	Fonds d'aménagement communal (DI22)	11 235 093,03	11 118 084,76	117 008,27	
			Fonds d'aménagement	2019	Fonds d'aménagement (DI19)	1 360 000,00	1 359 860,00	140,00	
	Fonds d'Equipement Rural		2019	Fonds d'Equipement Rural (DI19)	4 304 001,41	4 260 715,64	43 285,77		
			2020	Fonds Equipement Rural (DI20)	4 899 615,74	4 877 950,06	21 665,68		
		2021	Fonds d'équipement rural (DI21)	4 110 513,12	4 091 312,14	19 200,98			
		2022	Fonds d'Equipement Rural (DI22)	4 607 582,17	4 546 034,12	61 548,05			
	<b>Développement local</b>							<b>527 845,48</b>	
	Promotion du	Attractivité du territoire	2022	Fonds développement touristique (DI22)	1 598 565,72	1 148 429,00	450 136,72		
	<b>Promotion du territoire</b>							<b>450 136,72</b>	
	<b>Développement territorial</b>							<b>1 337 982,20</b>	
	Protection de l'environnement	Eau	Assainissement	2016	Assainissement (FS2I) (DI16)	3 152 932,12	3 089 271,62	63 660,50	
				2017	Assainissement (FS2I) (DI17)	2 541 102,85	2 534 615,92	6 486,93	
				2018	Assainissement (FS2I) (DI18)	5 096 678,24	5 052 383,99	44 294,25	
				2019	Assainissement (FS2I) (DI19)	4 158 938,44	4 123 149,65	35 788,79	
				2020	Assainissement (FS2I) (DI20)	5 199 977,00	5 170 817,44	29 159,56	
2021				Assainissement (FS2I) (DI21)	4 257 281,00	4 251 499,37	5 781,63		
Cours d'eau			2017	Aménagement rivières (FS2I) (DI17)	30 700,00	29 623,30	1 076,70		
			2020	Aménagement rivières (FS2I) (DI20)	220 713,79	220 633,47	80,32		
			2021	Aménagement rivières (FS2I) (DI21)	81 215,00	79 437,83	1 777,17		
Eau potable			2015	Eau potable sub. aux communes (FS2I) (DI15)	3 589 228,44	3 562 135,87	27 092,57		
			2016	Eau potable sub. aux communes (FS2I) (DI16)	3 998 321,49	3 996 285,29	2 036,20		
			2017	Eau potable sub. aux communes (FS2I) (DI17)	4 281 446,82	4 276 872,46	4 574,36		
			2018	Eau potable sub. aux communes (FS2I) (DI18)	2 017 399,13	2 013 847,14	3 551,99		
			2019	Eau potable sub. aux communes (FS2I) (DI19)	3 045 680,87	3 045 679,97	0,90		
2020	Eau potable sub. aux communes (FS2I) (DI20)	3 897 212,00	3 799 525,39	97 686,61					

Conseil départemental du 21 juin 2024

			2021	Eau potable sub. aux communes (FS2I) (DI21)	2 789 995,00	2 789 994,41	0,59
			2022	Matériel de désherbage thermique ou mécanique (DI22)	70 000,00	69 943,90	56,10
				Eau potable sub. aux communes (FS2I) (DI22)	6 847 540,00	6 847 538,00	2,00
				<b>Eau</b>			<b>323 107,17</b>
Environnement	Aménagement foncier		2022	Aménagement foncier/Echanges et cessions amiables (DI22)	8 000,00	4 866,80	3 133,20
	Espaces naturels sensibles - autres		2018	ENS/Subventions acquisition ou aménagement (DI18)	85 384,00	72 694,00	12 690,00
			2020	ENS/ONF Aménagement forêts domaniales (DI20)	170 000,00	169 830,12	169,88
			2022	ENS/Subventions acquisition ou aménagement (DI22)	90 000,00	57 636,00	32 364,00
			2022	ENS/Subv randonnée et biodiversité (DI22)	220 000,00	214 970,00	5 030,00
				ENS/ONF Aménagement forêts domaniales (DI22)	170 000,00	165 456,32	4 543,68
				<b>Environnement</b>			<b>57 930,76</b>
				<b>Protection de l'environnement</b>			<b>381 037,93</b>
Routes départementales	Aménagement du réseau routier	Conservation Sécurité et Innovation du réseau routier	2021	Déclassement de voirie (DI21)	200 000,00		200 000,00
		Etudes voirie.	2022	Déclassement de voirie (DI22)	200 000,00	158 000,00	42 000,00
			2020	Subvention études APRR Desserte Sympav (DI20)	60 000,00	50 000,00	10 000,00
			2022	Participation aux études de trafic de la CARPF	40 000,00		40 000,00
		Favoriser le développement économique et local	2019	Doublement boulevard circulaire Sud Ouest COD0 (DI19)	896 961,83	896 961,23	0,60
			2021	Doublement avenue Schumann à Coupvray (DI21)	200 000,00	198 719,12	1 280,88
			2022	Infrastructures primaires de Marne-la-Vallée-Concours financier CD77(DI22)	5 250 000,00		5 250 000,00
				subvention etudes pour la valorisation des coteaux de courtry	7 200,00		7 200,00
				<b>Routes départementales</b>			<b>5 550 481,48</b>
Sécurité	Sécurité des biens et des personnes	Sécurité	2022	Subvention SMN vidéosurveillance (FS2I) (DI22)	150 000,00		150 000,00
				Bouclier sécurité aide aux collectivités (FS2I) (DI22)	2 000 000,00	1 968 478,84	31 521,16
				<b>Sécurité</b>			<b>181 521,16</b>
Transports	Transports publics	Infrastructures de transport	2019	Participation études PRO gare SNCF Bry-Villiers-Champigny (FS2I) (DI19)	1 660 000,00	1 629 888,30	30 111,70
			2021	Participation travaux gare SNCF Bry-Villiers-Champigny (FS2I) (DI21)	4 630 000,00		4 630 000,00
				<b>Transports</b>			<b>4 660 111,70</b>
				<b>1 - Mission aménagement et développement du territoire</b>			<b>12 111 134,47</b>
2 - Mission développement socio-éducatif, culturel et sportif	Culture et patrimoine	Archives	2021	Restauration des archives communales (DI21)	5 880,00	5 868,00	12,00
				<b>Archives</b>			<b>12,00</b>
		Développement	2022	Equipement en faveur des Scènes nationales (DI22)	120 000,00	119 756,00	244,00
				<b>Développement culturel</b>			<b>244,00</b>
		Développement de la lecture publique	2021	Subv d'inv aide à l'informatisation (DI21)	9 260,46	9 235,48	24,98
		Développement du réseau - Médiathèque		Subv d'inv équipement mobilier (DI21)	20 000,00	15 354,80	4 645,20
			2022	Sub inv aide à l'informatisation (DI22)	40 000,00	20 559,50	19 440,50
				Sub inv équipement mobilier (DI22)	30 000,00	28 189,11	1 810,89
				<b>Développement de la lecture publique</b>			<b>25 921,57</b>
		Patrimoine	2022	Patrimoine remarquable (CPER Meaux) (DI22)	300 000,00		300 000,00
				<b>Patrimoine</b>			<b>300 000,00</b>
				<b>Culture et patrimoine</b>			<b>326 177,57</b>
Education	Bâtiments des	Constructions extensions	2022	Subvention pour travaux de viabilisation-Construction du COLLEGE DE COUBE	94 773,95		94 773,95

Conseil départemental du 21 juin 2024

formation	colleges	Entretien et grosses réparations	2022	travaux de securisation des abords des colleges (DI22)	95 000,00	25 098,00	69 902,00	
				Subvention pour kit GSM ascenseurs (DI22)	160 000,00		160 000,00	
	<b>Bâtiments des collèges</b>						<b>324 675,95</b>	
	Enseignement	Enseignement supérieur et	2020	Aide aux équipts de Formation Enseigné sup et Recherche (DI20)	102 100,00	102 011,81	88,19	
	<b>Enseignement supérieur et recherche</b>						<b>88,19</b>	
	Vie des collèges	Participation au budget des	2022	Sub. d'investissement aux collèges privés (DI22)	1 800 000,00	1 793 400,00	6 600,00	
				Restauration scolaire	2022	Subv. pour informatisation des demi-pensions (DI22)	75 000,00	48 358,55
	<b>Vie des collèges</b>						<b>33 241,45</b>	
	<b>Education formation</b>						<b>358 005,59</b>	
	Jeunesse, sports et loisirs	Activités sportives	Equipements sportifs	2021	Petits équipements sportifs en accompagnement des collèges (DI21)	98 564,21	59 971,21	38 593,00
Team 77 - Destination olympique (FS2I) (DI21)					1 300 000,00	1 249 978,00	50 022,00	
2022				Petits équipements sportifs en accomp. des collèges(DI22)	100 000,00	97 500,00	2 500,00	
<b>Jeunesse, sports et loisirs</b>						<b>91 115,00</b>		
<b>2 - Mission développement socio-éducatif, culturel et sportif</b>						<b>775 298,16</b>		
3 - Mission solidarité	Habitat	Développement et	Développement et	2017	Développement offre de logement parc privé (DI17)	284 964,00	284 864,00	100,00
								<b>Habitat</b>
<b>3 - Mission solidarité</b>						<b>100,00</b>		
					<b>Total général</b>			<b>12 886 532,63</b>

**AE**

Mission	Politique	Domaine	Programme	Millésime	Opération	Mt pluriannuel voté	Mt affecté au 31/12/23	Mt caduc au 31/12/23				
1 - Mission aménagement et développement du territoire	Protection de l'environnement	Eau	Cours d'eau	2022	Entretien des rivières (AE22)	201 881,00	201 880,09	0,91				
					Sécurité	Sécurité des biens et des personnes	Opérations de sensibilisation à la sécurité	2022	Subvention sécurité routière DR (AE22)	47 600,00	23 652,51	23 947,49
					Transports	Transports publics	Etudes	2022	Etude Partenariat (AE22)	40 000,00	15 000,00	25 000,00
<b>1 - Mission aménagement et développement du territoire</b>								<b>48 948,40</b>				
2 - Mission développement socio-éducatif, culturel et sportif	Culture et patrimoine	Développement culturel	Actions culturelles.	2022	Plan de soutien exceptionnel à la création (partenariat DRAC) AE22	500 000,00	379 300,00	120 700,00				
					Education formation	Action éducative et appui à la scolarité	Projets éducatifs: actions en faveur de la jeunesse seine-et-marnaise	2022	Parcours Collégiens - Subventions (AE22)	659 707,09	657 188,96	2 518,13
<b>2 - Mission développement socio-éducatif, culturel et sportif</b>								<b>123 218,13</b>				
3 - Mission solidarité	Insertion	Autres dispositifs d'insertion	Dispositifs d'insertion sociale et médico sociale	2022	Soutien à la lutte contre les violences intrafamiliales_AAP (AE22)	228 000,00	199 500,00	28 500,00				
					Plans Locaux d'Insertion pour l'Emploi (PLIE)	2022	Plans Locaux d'Insertion pour l'Emploi FSE (AE22)	945 000,00	944 922,68	77,32		
					<b>Autres dispositifs d'insertion</b>						<b>28 577,32</b>	

Conseil départemental du 21 juin 2024

Dispositifs RSA	Accompagnement des bénéficiaires du RSA	2022	Mission accompagnement vers l'emploi FSE (AE22)	1 558 000,00	1 439 686,55	118 313,45	
	Actions d'insertion par l'activité économique	2022	Actions d'insertion par l'activité économique (AE22)	2 336 260,00	2 311 675,58	24 584,42	
		Dispositifs d'insertion	2020	Développement de parcours d'accès à l'emploi pérenne (AE20)	1 534 500,00	1 534 437,23	62,77
	2021		Actions d'insertion socioprofessionnelle (AE21)	533 534,58	533 069,16	465,42	
			Développement de parcours d'accès à l'emploi pérenne (AE21)	2 525 600,00	2 525 539,00	61,00	
	2022		Dispositif spécialisé Travailleurs non salariés (AE21)	446 810,31	437 503,95	9 306,36	
			Actions d'insertion socioprofessionnelle (AE22)	550 000,00	547 500,00	2 500,00	
		Développement de parcours d'accès à l'emploi pérenne (AE22)	2 200 000,00	1 760 000,00	440 000,00		
		Projets accès à l'emploi organisations professionnelles (AE22)	55 000,00	54 340,00	660,00		
		Dispositif de préparation à l'emploi sur les métiers en tension (AE22)	949 105,48	948 210,96	894,52		
				Dispositif spécialisé Travailleurs non salariés (AE22)	574 000,00	573 062,00	938,00
				Dispositif d'accès à la mobilité_AAP (AE22)	200 000,00	185 000,00	15 000,00
	<b>Dispositifs RSA</b>						<b>612 785,94</b>
	<b>Insertion</b>						<b>641 363,26</b>
	<b>3 - Mission solidarité</b>						<b>641 363,26</b>
<b>Total général</b>						<b>813 529,79</b>	

## DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

### CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Accusé de réception en préfecture

077-227700010-20240621-D240621\_702BH1-DE

Date de télétransmission : 27/06/2024

Date de réception préfecture : 27/06/2024

Date de Publication : 01/07/2024

Séance du vendredi 21 juin 2024

### DÉLIBÉRATION N° CD-2024/06/21-7/02B

---

Commission n° 7 - Finances, Ressources Humaines et Administration générale  
Rapporteur(s) : LUCZAK Daisy

---

OBJET : Compte administratif 2023 et affectation des résultats  
Délibération Equipements culturels

Le compte administratif retrace l'exécution, en dépenses et en recettes, du budget du Département au cours d'une année civile (1er janvier au 31 décembre). Pour 2023, le compte administratif du budget principal présente un volume total de dépenses propres à l'exercice (en mouvements réels) de 1 milliard 795 millions d'euros pour 1 milliard 892 millions d'euros en recettes propres à l'exercice (en mouvements réels). Ces opérations, propres à l'exercice 2023, se soldent ainsi par un "excédent" de 97,4 M€ constituant le résultat de gestion 2023. Cet excédent s'ajoute au résultat reporté cumulé à fin 2022 qui était excédentaire de 156,5 M€. Ce résultat financera prioritairement le déficit des reports de 2022 sur 2023 (7,2 M€). Dès lors le résultat disponible cumulé à fin 2023 qui sera repris en DM1 2024 (valant budget supplémentaire), sera de 90,2 M€.

Deux budgets annexes au budget principal présentent, par ailleurs, les résultats suivants:

- Budget annexe GAIA: excédent d'exploitation de 345 326,18 € et excédent d'investissement de 66 921,14€.
- Budget annexe Equipements culturels: excédent de fonctionnement de 1 490 455,70 €.

### LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

VU le Code général des Collectivités territoriales,

VU les comptes de gestion établis pour l'exercice 2023 par Madame le Payeur Départemental,

VU l'avis des Commissions précitées,

VU le rapport du Président du Conseil départemental,

Après en avoir délibéré,

**DÉCIDE**

**Article 1 :** d'approuver les comptes administratifs du budget annexe « **Equipements culturels** » pour l'exercice 2023 présentés par Monsieur le Président du Conseil départemental ;

**Article 2 :** de déterminer, pour le budget annexe « **Equipements culturels** » les soldes d'exécution ainsi qu'il suit :

	INVESTISSEMENT		FONCTIONNEMENT	
	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents
Résultat antérieur				1 475 336,92
Réalisé de l'exercice 2023			443 431,06	458 549,84
TOTAL			443 431,06	1 933 886,76
<b>RESULTAT A AFFECTER</b>				<b>1 490 455,70</b>
Restes à réaliser				
TOTAL			-	1 490 455,70
<b>Résultat définitif</b>				<b>1 490 455,70</b>

**Article 3 :** d'approuver l'affectation de l'excédent d'exploitation 2023 qui sera repris en report à nouveau créateur à la DM1, budget supplémentaire de l'exercice 2024.

Adopté à la majorité

Ont voté POUR : 35

Mme Emma ABREU

Mme Nathalie BEAULNES-SERENI

Mme Majdoline BOURGEGAS – EL ABIDI

M. Thierry CERRI

M. Jean-Marc CHANUSSOT

M. Bernard COZIC

Mme Sophie DELOISY

M. Yann DUBOSC

Mme Isoline GARREAU

M. Laurent GAUTIER

Mme Anne GBIORCZYK

M. Pascal GOUHOURY

M. Michel JOZON

M. Denis JULLEMIER

Mme Sarah LACROIX

M. Olivier LAVENKA

Mme Nolwenn LE BOUTER

Mme Daisy LUCZAK

M. Olivier MORIN

Mme Mireille MUNCH

Mme Céline NETTHAVONGS

Mme Véronique PASQUIER

M. Vincent PAUL-PETIT

M. Ugo PEZZETTA

M. Brice RABASTE

M. Christian ROBACHE

Mme Béatrice RUCHETON

M. Patrick SEPTIERS

M. Jean-Louis THIERIOT

Mme Claudine THOMAS

M. Xavier VANDERBISE

Mme Véronique VEAU

Mme Bouchra FENZAR-RIZKI a donné pouvoir à M. ROBACHE Christian

Mme Cindy MOUSSI-LE GUILLOU a donné pouvoir à M. GOUHOURY Pascal

Mme Sandrine SOSINSKI a donné pouvoir à M. PAUL-PETIT Vincent

Ont voté CONTRE : 10

M. Eric BAREILLE

M. Smaïl DJEBARA

M. Vincent ÉBLÉ

Mme Julie GOBERT

M. Anthony GRATACOS

M. Jean LAVIOLETTE

Mme Nathalie MOINE

Mme Marie-Line PICHERY

Mme Virginie THOBOR

Mme Sara SHORT-FERJULE a donné pouvoir à M. DJEBARA Smaïl

Se sont ABSTENUS : 0

N'a pas pris part au vote et, en conséquence, est sorti de la Salle des Séances : 1

M. Jean-François PARIGI en sa qualité de président du Conseil départemental de Seine-et-Marne, doit sortir de la salle des séances « au moment du vote » (article L.3312-5 CGCT)

Etaient ABSENTS: 0

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'J' and 'P' followed by a horizontal line.

Jean-François PARIGI  
Président du Conseil départemental  
de Seine-et-Marne

## DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

### CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Accusé de réception en préfecture

077-227700010-20240621-D240621\_702CH1-DE

Date de télétransmission : 27/06/2024

Date de réception préfecture : 27/06/2024

Date de Publication : 01/07/2024

Séance du vendredi 21 juin 2024

### DÉLIBÉRATION N° CD-2024/06/21-7/02C

---

Commission n° 7 - Finances, Ressources Humaines et Administration générale  
Rapporteur(s) : LUCZAK Daisy

---

OBJET : Compte administratif 2023 et affectation des résultats  
Délibération GAIA

Le compte administratif retrace l'exécution, en dépenses et en recettes, du budget du Département au cours d'une année civile (1er janvier au 31 décembre). Pour 2023, le compte administratif du budget principal présente un volume total de dépenses propres à l'exercice (en mouvements réels) de 1 milliard 795 millions d'euros pour 1 milliard 892 millions d'euros en recettes propres à l'exercice (en mouvements réels). Ces opérations, propres à l'exercice 2023, se soldent ainsi par un "excédent" de 97,4 M€ constituant le résultat de gestion 2023. Cet excédent s'ajoute au résultat reporté cumulé à fin 2022 qui était excédentaire de 156,5 M€. Ce résultat financera prioritairement le déficit des reports de 2022 sur 2023 (7,2 M€). Dès lors le résultat disponible cumulé à fin 2023 qui sera repris en DM1 2024 (valant budget supplémentaire), sera de 90,2 M€.

Deux budgets annexes au budget principal présentent, par ailleurs, les résultats suivants:

- Budget annexe GAIA: excédent d'exploitation de 345 326,18 € et excédent d'investissement de 66 921,14€.
- Budget annexe Equipements culturels: excédent de fonctionnement de 1 490 455,70 €.

### LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

VU le Code général des Collectivités territoriales,

VU les comptes de gestion établis pour l'exercice 2023 par Madame le Payeur Départemental,

VU l'avis des Commissions précitées,

VU le rapport du Président du Conseil départemental,

Après en avoir délibéré,

**DÉCIDE**

**Article 1 :** d'approuver le compte administratif du budget annexe GAIA pour l'exercice 2023 présentés par Monsieur le Président du Conseil départemental ;

**Article 2 :** de déterminer, pour le **budget annexe « GAIA »** les soldes d'exécution ainsi qu'il suit :

	INVESTISSEMENT		FONCTIONNEMENT	
	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents
Résultat antérieur		54 927,14		173 092,89
Réalisé de l'exercice 2023	0,00	11 994,00	166 672,61	338 905,90
TOTAL	0,00	66 921,14	166 672,61	511 998,79
<b>RESULTAT A AFFECTER</b>		<b>66 921,14</b>		<b>345 326,18</b>
Restes à réaliser				
TOTAL		66 921,14	-	345 326,18
<b>Résultat définitif</b>		<b>66 921,14</b>		<b>345 326,18</b>

**Article 3 :** d'acter la clôture de ce budget annexe à la fin de l'exercice comptable 2023 et la reprise des excédents constatés, en exploitation (345 326,18 €) et en investissement (66 921,14 €), lors de la DM1, budget supplémentaire de l'exercice 2024, du budget général.

Adopté à la majorité

Ont voté POUR : 35

Mme Emma ABREU

Mme Nathalie BEAULNES-SERENI

Mme Majdoline BOURGEOIS – EL ABIDI

M. Thierry CERRI

M. Jean-Marc CHANUSSOT

M. Bernard COZIC

Mme Sophie DELOISY

M. Yann DUBOSC

Mme Isoline GARREAU

M. Laurent GAUTIER

Mme Anne GBIORCZYK

M. Pascal GOUHOURY

M. Michel JOZON

M. Denis JULLEMIER

Mme Sarah LACROIX

M. Olivier LAVENKA

Mme Nolwenn LE BOUTER

Mme Daisy LUCZAK  
M. Olivier MORIN  
Mme Mireille MUNCH  
Mme Céline NETTHAVONGS  
Mme Véronique PASQUIER  
M. Vincent PAUL-PETIT  
M. Ugo PEZZETTA  
M. Brice RABASTE  
M. Christian ROBACHE  
Mme Béatrice RUCHETON  
M. Patrick SEPTIERS  
M. Jean-Louis THIERIOT  
Mme Claudine THOMAS  
M. Xavier VANDERBISE  
Mme Véronique VEAU  
Mme Bouchra FENZAR-RIZKI a donné pouvoir à M. ROBACHE Christian  
Mme Cindy MOUSSI-LE GUILLOU a donné pouvoir à M. GOUHOURY Pascal  
Mme Sandrine SOSINSKI a donné pouvoir à M. PAUL-PETIT Vincent

Ont voté CONTRE : 10

M. Eric BAREILLE  
M. Smaïl DJEBARA  
M. Vincent ÉBLÉ  
Mme Julie GOBERT  
M. Anthony GRATACOS  
M. Jean LAVIOLETTE  
Mme Nathalie MOINE  
Mme Marie-Line PICHERY  
Mme Virginie THOBOR  
Mme Sara SHORT-FERJULE a donné pouvoir à M. DJEBARA Smaïl

Se sont ABSTENUS : 0

N'a pas pris part au vote et, en conséquence, est sorti de la Salle des Séances : 1

M. Jean-François PARIGI en sa qualité de président du Conseil départemental de Seine-et-Marne, doit sortir de la salle des séances « au moment du vote » (article L.3312-5 CGCT)

Etaient ABSENTS: 0

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'J' and 'P' followed by a horizontal line.

Jean-François PARIGI  
Président du Conseil départemental  
de Seine-et-Marne

## DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

### CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Accusé de réception en préfecture

077-227700010-20240621-D240621\_702DH1-DE

Date de télétransmission : 27/06/2024

Date de réception préfecture : 27/06/2024

Date de Publication : 01/07/2024

Séance du vendredi 21 juin 2024

### DÉLIBÉRATION N° CD-2024/06/21-7/02D

---

Commission n° 7 - Finances, Ressources Humaines et Administration générale  
Rapporteur(s) : LUCZAK Daisy

---

OBJET : Compte administratif 2023 et affectation des résultats  
Délibération SDAUE

Le compte administratif retrace l'exécution, en dépenses et en recettes, du budget du Département au cours d'une année civile (1er janvier au 31 décembre). Pour 2023, le compte administratif du budget principal présente un volume total de dépenses propres à l'exercice (en mouvements réels) de 1 milliard 795 millions d'euros pour 1 milliard 892 millions d'euros en recettes propres à l'exercice (en mouvements réels). Ces opérations, propres à l'exercice 2023, se soldent ainsi par un "excédent" de 97,4 M€ constituant le résultat de gestion 2023. Cet excédent s'ajoute au résultat reporté cumulé à fin 2022 qui était excédentaire de 156,5 M€. Ce résultat financera prioritairement le déficit des reports de 2022 sur 2023 (7,2 M€). Dès lors le résultat disponible cumulé à fin 2023 qui sera repris en DM1 2024 (valant budget supplémentaire), sera de 90,2 M€.

Deux budgets annexes au budget principal présentent, par ailleurs, les résultats suivants:

- Budget annexe GAIA: excédent d'exploitation de 345 326,18 € et excédent d'investissement de 66 921,14€.
- Budget annexe Equipements culturels: excédent de fonctionnement de 1 490 455,70 €.

### LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

VU le Code général des Collectivités territoriales,

VU les comptes de gestion établis pour l'exercice 2023 par Madame le Payeur Départemental,

VU l'avis des Commissions précitées,

VU le rapport du Président du Conseil départemental,

Après en avoir délibéré,

## DÉCIDE

**Article 1** : d'approuver les comptes administratifs du budget annexe « SDAU » pour l'exercice 2023 présentés par Monsieur le Président du Conseil départemental ;

**Article 2** : de déterminer, pour le budget annexe « SDAU » les soldes d'exécution ainsi qu'il suit :

	INVESTISSEMENT		FONCTIONNEMENT	
	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents
Résultat antérieur		198 296,50		1 199 317,71
Réalisé de l'exercice 2023	322 359,85	423 723,55	19 763 660,55	19 405 216,80
TOTAL	322 359,85	622 020,05	19 763 660,55	20 604 534,51
<b>RESULTAT A AFFECTER</b>		<b>299 660,20</b>		<b>840 873,96</b>
Restes à réaliser				
TOTAL		299 660,20	-	840 873,96
<b>Résultat définitif</b>		<b>299 660,20</b>		<b>840 873,96</b>

**Article 3** : d'approuver le report de l'excédent d'investissement 2023 à hauteur de son intégralité, soit 299 660,20 € sur la section d'investissement du budget annexe dans le cadre de la DM1 2024.

**Article 4** : d'approuver l'affectation de l'excédent d'exploitation 2023 à hauteur de 438 342 € sur la section d'exploitation du budget annexe dans le cadre de la DM1 2024.

Adopté à la majorité

Ont voté POUR : 35

Mme Emma ABREU

Mme Nathalie BEAULNES-SERENI

Mme Majdoline BOURGEOIS – EL ABIDI

M. Thierry CERRI

M. Jean-Marc CHANUSSOT

M. Bernard COZIC

Mme Sophie DELOISY

M. Yann DUBOSC

Mme Isoline GARREAU

M. Laurent GAUTIER

Mme Anne GBIORCZYK

M. Pascal GOUHOURY

M. Michel JOZON

M. Denis JULLEMIER

Mme Sarah LACROIX

M. Olivier LAVENKA  
Mme Nolwenn LE BOUTER  
Mme Daisy LUCZAK  
M. Olivier MORIN  
Mme Mireille MUNCH  
Mme Céline NETTHAVONGS  
Mme Véronique PASQUIER  
M. Vincent PAUL-PETIT  
M. Ugo PEZZETTA  
M. Brice RABASTE  
M. Christian ROBACHE  
Mme Béatrice RUCHETON  
M. Patrick SEPTIERS  
M. Jean-Louis THIERIOT  
Mme Claudine THOMAS  
M. Xavier VANDERBISE  
Mme Véronique VEAU  
Mme Bouchra FENZAR-RIZKI a donné pouvoir à M. ROBACHE Christian  
Mme Cindy MOUSSI-LE GUILLOU a donné pouvoir à M. GOUHOURY Pascal  
Mme Sandrine SOSINSKI a donné pouvoir à M. PAUL-PETIT Vincent

Ont voté CONTRE : 10

M. Eric BAREILLE  
M. Smaïl DJEBARA  
M. Vincent ÉBLÉ  
Mme Julie GOBERT  
M. Anthony GRATACOS  
M. Jean LAVIOLETTE  
Mme Nathalie MOINE  
Mme Marie-Line PICHERY  
Mme Virginie THOBOR  
Mme Sara SHORT-FERJULE a donné pouvoir à M. DJEBARA Smaïl

Se sont ABSTENUS : 0

N'a pas pris part au vote et, en conséquence, est sorti de la Salle des Séances : 1

M. Jean-François PARIGI en sa qualité de président du Conseil départemental de Seine-et-Marne, doit sortir de la salle des séances « au moment du vote » (article L.3312-5 CGCT)

Etaient ABSENTS: 0

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'J' and 'P' followed by a horizontal line.

Jean-François PARIGI  
Président du Conseil départemental  
de Seine-et-Marne